

D

CODE
PÉNAL PROVISOIRE

DE LA

RÉPUBLIQUE DE CHINE

DU 30 MARS 1912.

SUIVI DE L'ACTE MODIFICATIF DU 24 DÉCEMBRE 1914,
DU CODE DES CONTRAVENTIONS, ET DES RÉGLEMENTS SUR LA
RÉPRESSION DU TRAFIC DE LA MORPHINE ET
DE LA CORRUPTION DES FONCTIONNAIRES PUBLICS.

PUBLIÉ

PAR

LA COMMISSION DE L'EXTERRITORIALITÉ.

PÉKIN.

Septembre 1923.

IMPRIMERIE DU PEI-T'ANG.

18466
F9 G19

PÉKIN.

NOVEMBRE 1923.

Le 10 décembre 1921, la Conférence de Washington a adopté en séance plénière les résolutions suivantes concernant l'exterritorialité en Chine :

Les Représentants des Puissances ci-après mentionnées, qui prennent part à la discussion des questions du Pacifique et de l'Extrême-Orient à la Conférence de la limitation des armements, à savoir : les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire Britannique, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas et le Portugal :



Considérant que par le Traité entre la Grande-Bretagne et la Chine en date du 5 Septembre 1902, par le Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et la Chine en date du 8 Octobre 1903, et par le Traité entre le Japon et la Chine de la même date, ces diverses Puissances se sont engagées à accorder toute assistance au Gouvernement chinois pour qu'il puisse réaliser le désir par lui exprimé de réformer son organisation judiciaire et de la mettre en harmonie avec celle des nations occidentales et que les Puissances se sont déclarées également « prêtes à renoncer à leur droit d'exterritorialité aussitôt qu'elles seront convaincues que l'état de la législation chinoise, les mesures d'application administrative et autres considérations leur permettent de le faire » ;

Disposées dans un esprit de sympathie à satisfaire à cet égard les aspirations exprimées le 16 Novembre 1921 par la Délégation chinoise, à l'effet que « immédiatement, ou dès que les circonstances le permettront, les restrictions actuellement apportées à la liberté d'action de la Chine en matière politique, juridictionnelle et administrative seront supprimées » ;

Estimant que toute décision à prendre au sujet des mesures qui seraient de nature à atteindre ce but doit dépendre de la vérification et de l'appréciation d'un état de faits complexes, en ce qui concerne la législation, l'organisation et les méthodes d'administration judiciaire en Chine, que la Conférence n'est pas en mesure de déterminer

Ont décidé ce qui suit :

Les Gouvernements des Puissances précitées institueront une Commission (pour laquelle chaque Puissance désignera un représentant) pour ouvrir une enquête sur les pratiques actuelles de juridiction exterritoriale en Chine, sur la législation, l'organisation

judiciaire et les méthodes d'administration judiciaire en Chine, en vue de signaler aux Gouvernements des diverse Puissances précitées leurs constatations de fait en ces matières, et de leur recommander les moyens que la Commission pourrait juger convenables pour améliorer les conditions actuelles de l'administration de la justice en Chine, pour aider et encourager les efforts faits par le Gouvernement Chinois en vue d'introduire des mesures législatives et des réformes judiciaires qui justifieraient l'abandon, soit progressif, soit sous toute autre forme, par les diverses Puissances, de leurs droits respectifs d'extraterritorialité;

La Commission dont il s'agit devra être constituée dans les trois mois qui suivront la clôture de la Conférence, en conformité avec les arrangements de détail à être ultérieurement arrêtés d'accord entre les Gouvernements des Puissances précitées, et elle recevra pour instruction d'avoir à déposer son rapport et ses recommandations dans l'année qui suivra la première séance de la Commission;

Chacune des Puissances précitées sera considérée comme libre d'accepter ou de rejeter tout ou partie des conclusions de la Commission envisagée, mais dans aucun cas une quelconque desdites Puissances ne pourra faire dépendre son acceptation de tout ou partie de ces conclusions, soit directement, soit indirectement, de l'octroi par la Chine de concessions spéciales, traitement de faveur, privilèges ou immunités quelconques, dans l'ordre politique ou économique.

RÉSOLUTION SUPPLÉMENTAIRE.

Les Puissances non signataires ayant, par traité, des droits d'extraterritorialité en Chine pourront accéder à la résolution concernant le régime d'extraterritorialité et l'administration de la justice en Chine, en notifiant par écrit au Gouvernement des Etats-Unis leur accession dans un délai de trois mois à dater de la clôture de cette Conférence. Il appartiendra au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique de communiquer cette accession à chacune des Puissances signataires.

RÉSOLUTION SUPPLÉMENTAIRE.

La Chine ayant pris note des résolutions en vue de la création d'une Commission chargée de procéder à une enquête et de présenter un rapport sur le régime d'extraterritorialité et l'administration de la justice en Chine, exprime sa satisfaction des dispositions

sympathiques des Puissances intéressées touchant le désir du Gouvernement chinois d'obtenir l'abolition des droits d'extraterritorialité en Chine, déclare son intention de nommer un représentant qui aura le droit de siéger en qualité de membre de la Commission, étant entendu que la Chine sera libre d'accepter ou de rejeter tout ou partie des recommandations de ladite Commission. La Chine est prête, en outre, à coopérer aux travaux de cette Commission et à faciliter, par tous les moyens possibles, le succès de sa tâche.

La Conférence ayant été close le 6 février 1922, la commission internationale d'enquête aurait pu être formée dès le 6 mai suivant. Mais le Gouvernement Chinois a exprimé le vœu que cette constitution fut ajournée d'un an, pour lui donner le temps de faire établir les traductions anglaises et françaises nécessaires à l'étude de la question, et de réunir les autres informations indispensables, et les Puissances intéressées ont accédé à son désir.

Depuis lors, d'autres considérations ont encore retardé la mise à exécution de la résolution. La date à laquelle les commissaires pourront être désignés demeure toujours en suspens, mais elle ne saurait plus être bien éloignée.

En conséquence, le Gouvernement Chinois, prêt, comme il est dit à la résolution supplémentaire, à faciliter par tous les moyens possibles le succès de la tâche des commissaires étrangers, a, dans le courant de juin 1922, chargé la *Commission de l'Extraterritorialité* (formée depuis 1920), d'étudier l'ensemble des questions qui se rattachent à la suppression éventuelle des juridictions consulaires et autres privilèges extraterritoriaux, et de préparer les voies à l'enquête de la commission internationale.

La Commission de l'Extraterritorialité est constituée ainsi qu'il suit:

Président: M. CHANG YAO-TSENG, ancien Ministre de la Justice.

Vice-Président: M. TUNG KANG, ancien Ministre de la Justice.

Membres: MM. YU CHI-CHANG, président de la Cour Suprême,

SHIH CHI-CHUAN, ancien Vice-Ministre de la Justice,

LU HUNG-YI, vice-président de la commission de codification,

YEN HWALING, ancien conseiller au Ministère des Affaires Etrangères,

TSENG YI-CHING, ancien conseiller du Cabinet,

G. PADOUX, ministre plénipotentiaire, conseiller du Gouvernement Chinois,

J. ESCARRA, professeur agrégé de droit, conseiller de la commission de codification.

Entre autres travaux, la commission de l'exterritorialité a entrepris la publication, en français et en anglais, des principaux textes législatifs chinois modernes.

Cette publication permettra à la commission internationale, lorsqu'elle se réunira, de se rendre plus aisément compte de l'état actuel de la législation et de l'organisation des services administratifs, et d'apprécier les efforts que la Chine a faits depuis l'avènement de la République pour mettre son appareil législatif et judiciaire en harmonie avec les progrès de la science juridique, tout en lui conservant ses caractéristiques nationales.

La publication doit comprendre :

Les lois constitutionnelles, organiques et politiques,

Les codes et autres lois civiles, commerciales et pénales,

Les lois et règlements d'organisation judiciaire,

Les principales lois administratives,

Et des sommaires de la jurisprudence de la Cour Suprême de Pékin et de certains tribunaux supérieurs.

Le Code de Procédure Pénale et le Code Pénal viennent de paraître.

CODE
PÉNAL PROVISOIRE

DE LA

RÉPUBLIQUE DE CHINE

DU 30 MARS 1912.

SUIVI DE L'ACTE MODIFICATIF DU 24 DÉCEMBRE 1914,
DU CODE DES CONTRAVENTIONS, ET DES RÈGLEMENTS SUR LA
RÉPRESSION DU TRAFIC DE LA MORPHINE ET
DE LA CORRUPTION DES FONCTIONNAIRES PUBLICS.

PUBLIÉ

PAR

LA COMMISSION DE L'EXTERRITORIALITÉ.

PÉKIN.

Septembre 1923.

IMPRIMERIE DU PEI-T'ANG.

INTRODUCTION.

Le Code Pénal Provisoire est le premier code moderne que la Chine ait publié et mis en vigueur.

Il a été rédigé pendant les derniers temps de la dynastie mandchoue, sous l'impulsion du Comité qui avait été institué en 1902 pour réviser la législation chinoise et la mettre en harmonie avec les progrès réalisés à l'étranger par la science juridique. Ce Comité se composait à l'origine de trois Commissaires Impériaux, le Prince Tsai Chen et LL. Exc. Yuan Chi-Kai et Wu Ting-Fang. Au moment de la préparation du Code, il était dirigé par S. Exc. Shen Chia-Pen, Vice-Président du Ministère de la Justice.

Le travail était terminé et avait même été soumis à l'approbation du Trône quand éclata la révolution de 1912. La sanction n'en avait été retardée que par suite de l'opposition du parti conservateur qui estimait que certaines dispositions ne tenaient pas assez compte des anciennes coutumes du pays.

La constitution provisoire du 12 mars 1912 prescrit en son article 6 que :

La personne des citoyens ne pourra être appréhendée, emprisonnée, jugée ni punie, si ce n'est conformément à la loi.

Ce texte rendait nécessaire la promulgation d'un nouveau code pénal, si l'on ne voulait être obligé

de s'en tenir à la lettre stricte des anciennes lois, c'est-à-dire du recueil du Ta-Tsing Liu Li, amendé par les statuts ultérieurs de la dynastie. Ces monuments juridiques, dont la valeur et l'intérêt sont indiscutables, renfermaient, sur diverses matières, des prescriptions qui ne correspondaient plus au progrès des idées nouvelles, bien qu'une pratique séculaire, mais non codifiée, en eut modernisé quelques dispositions.

Le projet de la Commission impériale fut donc publié le 30 mars 1912. L'ordonnance présidentielle qui prescrivait aux tribunaux d'en faire désormais l'application abrogeait en même temps les articles réprimant les délits dirigés contre la famille impériale, articles devenus sans objet depuis l'avènement de la République.

Le 14 décembre 1914, sous la présidence de S. Exc. Yuan Chi-Kai, plusieurs articles du Code furent modifiés en vue de défendre plus complètement les institutions familiales sur lesquelles repose toute l'organisation sociale de la Chine.

Le Code Pénal Provisoire ne traite que des délits. Le 7 novembre 1915 il fut complété par la promulgation d'un Code des Contraventions, rédigé aussi sous la dynastie mandchoue par les Commissaires Impériaux.

Deux autres textes de droit pénal pur ont seuls été publiés depuis lors, savoir, un décret sur la répression du trafic de la morphine, de la cocaïne et de l'héroïne (31 décembre 1920), et un décret sur la répression de la corruption des fonction-

naires publics (29 mars 1921). Ces décrets, avec l'acte modificatif et le Code des Contraventions, ont été insérés dans le présent volume, qui présente ainsi l'état complet de la législation pénale actuellement en vigueur en Chine.

Ces textes, quoique constituant sur le Ta-Tsing Liu Li un progrès considérable, n'ont pas été considérés par le gouvernement chinois comme assez élaborés, et la révision en a été entreprise par la Commission de Codification. La Commission a préparé une rédaction nouvelle du Code Pénal, établie une première fois en 1915, révisée depuis à deux reprises. Le dernier état de ce projet a été traduit et publié en français et en anglais par les soins de la Commission de Codification (1).

(1). La traduction française a paru sous le titre de *Code Pénal de la République Chinoise, Second Projet révisé, Pékin, Février 1920*, avec introduction, notes et un index développé. La traduction anglaise, *The Criminal Code of the Republic of China, Second Revised draft, Peking, 1919*, ne contient que le texte seul.

ERRATA.

Page 63.—Art. 216, troisième paragraphe. Au lieu de :
Celui qui commet par négligence l'un des délits prévus par le présent *chapitre*. . . .

Lire :
Celui qui commet par négligence l'un des délits prévus par le présent *article*.

Page 101.—Art. 372. Ajouter un second paragraphe :
Est aussi tenu pour coupable de brigandage celui qui commet le délit prévu par le paragraphe précédent en recourant aux stupéfiants, à l'hypnotisme, ou à tous autres moyens rendant la résistance impossible.

TABLE DES MATIÈRES.

Code Pénal Provisoire

PREMIÈRE PARTIE.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

	Page.
CHAPITRE I.—Règles d'application, art. 1 à 9.	1
CHAPITRE II.—Exceptions générales, art. 10 à 16.	4
CHAPITRE III.—De la tentative, art. 17 et 18.	6
CHAPITRE IV.—De la récidive, art. 19 à 22.	6
CHAPITRE V.—Du concours de délits, art. 23 à 28.	7
CHAPITRE VI.—Des co-délinquants, art. 29 à 36.	10
CHAPITRE VII.—Des peines, art. 37 à 49.	11
CHAPITRE VIII.—De la réduction des peines en raison des circonstances atténuées, art. 50.	15
CHAPITRE IX.—De la reddition volontaire, art. 51 à 53.	15
CHAPITRE X.—De la réduction discrétionnaire des peines, art. 54 et 55.	16
CHAPITRE XI.—De l'aggravation et de la réduction des peines, art. 56 à 62.	16
CHAPITRE XII.—De la suspension de la peine, art. 63 à 65.	18
CHAPITRE XIII.—De la libération conditionnelle, art. 66 et 67.	20
CHAPITRE XIV.—De la grâce, art. 68	21
CHAPITRE XV.—De la prescription, art. 69 à 76.	21
CHAPITRE XVI.—Des règles pour le calcul des délais, art. 77 à 80.	24
CHAPITRE XVII.—Définitions générales, art. 81 à 88	25

DEUXIÈME PARTIE.

DES DÉLITS SPÉCIAUX ET DES PEINES Y AFFÉRENTES.

	Page.
CHAPITRE I.— Délits contre la famille impériale (Abrogé), art. 89 à 100.	29
CHAPITRE II.—Délits contre la sûreté intérieure de l'Etat, art. 101 à 107.	29
CHAPITRE III.—Délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, art. 108 à 117.	31
CHAPITRE IV.—Délits contre les relations amicales avec les Etats étrangers, art. 118 à 132. . . .	34
CHAPITRE V.— Révélation de secrets officiels, art. 133 à 139.	37
CHAPITRE VI.—Délits commis dans l'exercice des fonctions publiques, art. 140 à 152.	39
CHAPITRE VII.— Entraves à l'exercice des fonctions publiques, art. 163 à 157.	42
CHAPITRE VIII.—Ingérence dans les élections, art. 158 à 163.	43
CHAPITRE IX.—Emeutes, art. 164 à 167.	47
CHAPITRE X.—Evasion de prisonniers, art. 168 à 176.	48
CHAPITRE XI.—Recel de délinquants et destruction de preuves, art. 177 à 180.	50
CHAPITRE XII.—Faux témoignage et fausse accusation, art. 181 à 185.	51
CHAPITRE XIII.—Incendie, inondation et entrave aux irrigations, art. 186 à 202.	52
CHAPITRE XIV.—Délits relatifs aux substances dangereuses, art. 203 à 209.	59
CHAPITRE XV.—Délits relatifs aux communications publiques, art. 210 à 220.	61
CHAPITRE XVI.—Délits contre l'ordre public, art. 221 à 228.	64

	Page.
CHAPITRE XVII.— Délits relatifs aux monnaies, art. 229 à 237.	66
CHAPITRE XVIII.—Faux en écritures et en sceaux, 238 à 251	69
CHAPITRE XIX.—Délits relatifs aux poids et aux mesures, 252 à 256.	73
CHAPITRE XX.—Outrages à la religion et aux morts, art. 257 à 265.	74
CHAPITRE XXI.—Délits relatifs à l'opium, art. 266 à 275.	76
CHAPITRE XXII.—Jeu, art. 276 à 282.	78
CHAPITRE XXIII.—Délits contre les bonnes mœurs, art. 283 à 295.	79
CHAPITRE XXIV.—Pollution des eaux potables, art. 296 à 304.	83
CHAPITRE XXV.—Délits contre la santé publique, art. 305 à 310.	84
CHAPITRE XXVI.—Homicide et lésions, art. 311 à 331.	86
CHAPITRE XXVII.—Avortement, art. 332 à 338.	92
CHAPITRE XXVIII.—Abandon, art. 339 à 343.	93
CHAPITRE XXIX.—Arrestation et emprisonnement illégaux, art. 344 à 348.	95
CHAPITRE XXX.—Détournement et enlèvement, art. 349 à 356.	96
CHAPITRE XXXI.—Délits relatifs à la sûreté personnelle, au crédit, à la réputation et aux secrets privés, art. 357 à 366.	98
CHAPITRE XXXII.—Vol et brigandage, art. 367 à 381.	100
CHAPITRE XXXIII.—Fraude, art. 382 à 390.	104
CHAPITRE XXXIV.—Abus de confiance, art. 391 à 396.	106
CHAPITRE XXXV.—Recel, art. 397 à 401.	107
CHAPITRE XXXVI.—Destructions et dommages, art. 402 à 411.	108

	Page.
<i>Acte Modificatif du Code Pénal Provisoire.</i>	111
<hr/>	
<i>Code des Contraventions.</i>	115
CHAPITRE I.—Dispositions Générales, art. 1 à 31.	115
CHAPITRE II.— Contraventions relatives à la sûreté publique, art. 32.	120
CHAPITRE III.— Contraventions relatives à l'ordre public, art. 33 à 37.	121
CHAPITRE IV.— Entraves à l'exercice des fonctions publiques, art. 38.	125
CHAPITRE V.— Dénonciations calomnieuses, faux témoignage, dissimulation de preuves, art. 39.	125
CHAPITRE VI.— Contraventions relatives aux com- munications publiques, art. 40 à 42.	126
CHAPITRE VII.— Contraventions aux bonnes mœurs, art. 43 à 45.	128
CHAPITRE VIII.— Contraventions relatives à l'hygiè- ne publique, art. 46 à 49.	129
CHAPITRE IX.— Contraventions relatives à la per- sonne ou aux biens des particuliers, art. 50 à 52.	131
CHAPITRE X.— Disposition additionnelle, art. 53.	132
<hr/>	
<i>Répression du commerce et de la fabrication de la morphine.</i>	133
<hr/>	
<i>Répression de la corruption des fonction- naires publics</i>	136

CODE PÉNAL PROVISOIRE

PREMIÈRE PARTIE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE PREMIER.

RÈGLES D'APPLICATION.

ARTICLE PREMIER.—Les dispositions du présent Code s'appliquent à tout délit commis après sa promulgation.

Elles s'appliquent également aux délits commis avant sa promulgation et sur lesquels un jugement définitif n'est pas intervenu, exception faite toutefois des actes qui n'étaient pas punissables d'après les lois en vigueur au moment où ils ont été commis.

ART. 2.—Les dispositions du présent Code s'appliquent à quiconque commet un délit à l'intérieur du territoire de la République.

Elles s'appliquent également à tout délit commis, en dehors des limites territoriales de la République, à bord d'un navire battant pavillon de la République.

ART. 3.—Les dispositions du présent Code s'appliquent aux délits suivants, lorsqu'ils ont été commis en dehors du territoire de la République, mais à l'encontre de la République, par une personne quelconque :

1. Abrogé (1).

(1) Par décret présidentiel du 30 mars 1912.

2. Délits prévus aux articles 101 et 104.
3. Délits prévus aux articles 108 et 110 à 112.
4. Délits prévus à l'article 125.
5. Délits prévus aux articles 153 et 155.
6. Délits prévus à l'article 229 et au premier paragraphe de l'article 231.
7. Délits prévus aux articles 239, 241 et 242.
8. Délits prévus à l'article 403.

ART. 4.—Les dispositions du présent Code s'appliquent aux délits suivants, lorsqu'ils ont été commis par un citoyen de la République en dehors des limites territoriales de la République :

1. Délits prévus aux articles 118 à 124.
2. Délits prévus aux articles 133 et 135.
3. Délits prévus aux articles 140 et 142.
4. Délits prévus aux articles 144 et 148.
5. Délits prévus à l'article 172.
6. Délits prévus à l'article 217.
7. Délits prévus à l'article 226.
8. Délits prévus au premier paragraphe de l'article 240.

ART. 5.—Les dispositions du présent Code s'appliquent aux délits suivants, lorsqu'ils ont été commis en dehors des limites territoriales de la République, mais par un citoyen de la République à l'encontre d'une personne quelconque, ou par un étranger à l'encontre d'un citoyen de la République :

1. Délits prévus aux articles 181 à 183.

2. Délits prévus aux articles 186 à 188 et aux articles 192 et 193.
3. Délits prévus aux articles 211 à 216.
4. Délits prévus au paragraphe second de l'article 240, à l'article 241 et aux articles 243 à 245.
5. Délits prévus aux articles 258 à 263.
6. Délits prévus aux articles 283 à 287 et 291.
7. Délits prévus aux articles 311 à 314 et 320 à 326.
8. Délits prévus aux articles 334 et 335 et au paragraphe premier de l'article 337.
9. Délits prévus aux articles 339 et 340.
10. Délits prévus aux articles 344 à 346.
11. Délits prévus aux articles 349 à 353.
12. Délits prévus aux articles 357 à 361.
13. Délits prévus aux articles 367 à 377.
14. Délits prévus aux articles 382 à 386.
15. Délits prévus aux articles 391 à 393.
16. Délits prévus à l'article 397.
17. Délits prévus aux articles 404 et 405.

ART. 6.—L'auteur d'un délit peut être puni, en vertu des dispositions du présent Code, même après jugement rendu contre lui par un tribunal étranger. Si la condamnation prononcée par le tribunal étranger a été exécutée ou remise, la peine prévue par le présent Code peut être remise ou réduite.

ART. 7.—Quand l'acte qui constitue le délit a été commis, ou que ses effets se sont produits, soit à l'intérieur des limites de la République, soit à bord d'un navire bat-

tant pavillon de la République, le délit est considéré comme ayant été commis à l'intérieur des limites de la République.

ART. 8.—Les dispositions des articles 2, 3, 5 et 6 du présent Code ne s'appliquent pas aux cas régis par les usages internationaux.

ART. 9.—Sauf dispositions contraires, les dispositions générales du présent Code s'appliquent à toutes les lois ou ordonnances qui prévoient des pénalités.

CHAPITRE II.

EXCEPTIONS GÉNÉRALES.

ART. 10.—Aucun acte ne constitue un délit s'il n'a été expressément déclaré délictueux par la loi.

ART. 11.—L'acte commis par un enfant âgé de moins de douze ans ne constitue pas un délit; mais l'enfant peut, en raison de la nature de l'acte et des circonstances, être envoyé dans une maison de correction.

ART. 12.—L'acte commis par un aliéné ne constitue pas un délit; mais l'aliéné peut, en raison de la nature de l'acte et des circonstances, être interné dans un asile.

Le paragraphe précédent n'est pas applicable à l'acte commis pendant un intervalle de lucidité ou en état d'ivresse.

ART. 13.—Un acte qui n'est pas commis intentionnellement ne constitue pas un délit, sauf dans les cas où la négligence est spécialement punie par la loi.

L'ignorance de la loi ne donne pas à un acte un caractère non intentionnel, mais la pénalité prescrite peut être réduite de un ou deux degrés, suivant la nature de l'affaire et les circonstances.

Si le délit commis diffère de celui que le délinquant avait l'intention de commettre, le délinquant sera puni:

1. De la pénalité prévue pour le délit projeté, si le délit commis est aussi grave ou plus grave que le délit projeté.
2. De la pénalité prévue pour le délit commis, si ce délit est moins grave que le délit projeté.

ART. 14.—Ne constitue pas un délit l'acte accompli en conformité des lois ou ordonnances, ou dans l'exercice d'une occupation licite, ou qui n'est contraire ni à l'ordre public ni aux bonnes mœurs.

ART. 15.—Ne constitue pas un délit l'acte commis en vue de la défense de la personne ou des biens de soi-même ou d'autrui contre une attaque illégale imminente; mais si les moyens de défense employés sont allés au-delà de ce qui était nécessaire, la pénalité pourra seulement être réduite de un à trois degrés (1).

ART. 16.—L'acte commis sous l'empire de la nécessité pour éviter un danger imminent ne constitue un délit que si les moyens employés ont causé un dommage excessif; dans ce cas, la pénalité prescrite peut être réduite de un à trois degrés.

(1)—Pour le cas de défense contre une attaque venant d'un ascendant, voir plus loin la disposition restrictive de l'article premier de l'acte modificatif du 24 décembre 1914.

Les dispositions du paragraphe précédent ne s'appliquent pas aux personnes à qui leurs fonctions publiques ou leurs occupations privées imposent des obligations spéciales.

CHAPITRE III.

DE LA TENTATIVE.

ART. 17.—Tout acte accompli au cours de l'exécution d'un délit dont la consommation est empêchée par des circonstances imprévues, constitue une tentative. Il y a tentative même si la consommation était impossible.

La tentative n'est punissable que dans les cas spécifiés à la deuxième partie de ce Code.

La pénalité applicable en cas de tentative peut être inférieure de un ou deux degrés à celle prévue pour l'infraction consommée.

ART. 18.—Lorsque le délinquant, au cours de l'exécution, renonce spontanément à consommer le délit, il y a tentative, et la pénalité prévue pour le délit consommé peut être réduite ou remise.

CHAPITRE IV.

DE LA RÉCIDIVE.

ART. 19.—Celui qui, après avoir subi une peine d'emprisonnement, commet un délit punissable d'une peine qui n'est pas inférieure à l'emprisonnement, se rend coupable de récidive, et sera passible de la pénalité prévue pour le nouveau délit, élevée d'un degré, à moins que le nouveau délit n'ait été commis plus de cinq

ans après l'exécution complète de la peine, ou, en cas d'exécution partielle d'une condamnation à l'emprisonnement à perpétuité ou à temps, plus de cinq ans, après la remise de cette peine.

ART. 20.—En cas de récidive réitérée, le délinquant sera passible de la pénalité prévue pour le nouveau délit, élevée de deux degrés, sous réserve des conditions indiquées à l'article précédent.

ART. 21.—Lorsque la récidive est découverte au cours de l'exécution d'une condamnation définitive, la pénalité sera fixée à nouveau en conformité des dispositions des deux articles précédents (1).

ART. 22.—Les dispositions relatives à la récidive ne s'appliquent pas lorsque la première condamnation a été prononcée en exécution de la loi militaire, ou par un tribunal étranger.

CHAPITRE V.

DU CONCOURS DE DÉLITS.

ART. 23.—Il y a concours de délits lorsque le délinquant est déclaré coupable de deux ou plusieurs délits commis avant le prononcé du jugement définitif. En pareil cas, chaque délit sera puni séparément, et l'exécution des différentes condamnations sera réglée ainsi qu'il suit :

1. Si le délinquant a été condamné à mort pour un des délits, aucune autre condamnation ne

(1)—La procédure à suivre en pareil cas est déterminée par l'article 507 du Règlement de Procédure Pénale: il est statué par ordonnance du tribunal qui a été le dernier à connaître de l'affaire, sur requête du procureur; l'ordonnance est susceptible d'appel.

sera exécutée; s'il a été prononcé contre lui plusieurs condamnations à mort, une seule sera exécutée.

2. Si le délinquant a été condamné à l'emprisonnement à perpétuité pour un des délits, aucune autre condamnation ne sera exécutée; s'il a été prononcé contre lui plusieurs condamnations à l'emprisonnement à perpétuité, une seule sera exécutée.
3. Au cas de plusieurs condamnations à l'emprisonnement à temps, la période d'emprisonnement à infliger devra être au minimum de la durée de la plus longue des condamnations, et au maximum du total de ces condamnations, sans pouvoir excéder vingt ans.
4. Au cas de plusieurs condamnations à la détention, la période de détention à infliger devra être fixée en conformité de la règle posée par le N° précédent.
5. Lorsque plusieurs amendes ont été imposées, le montant à payer ne devra pas être inférieur à celui de l'amende la plus forte, ni supérieur au total de toutes les amendes.
6. Lorsque les peines de l'emprisonnement à temps, de la détention et de l'amende ont été prononcées en exécution des N° 3 à 5, ces peines se cumulent; il en est de même si le délinquant a été condamné à l'emprisonnement à temps pour un délit, à la détention pour un autre, et à l'amende pour un troisième.
7. La privation des droits civiques et la confiscation se cumulent avec la peine principale.

ART. 24.—Lorsqu'une personne, après avoir été déclarée coupable d'un délit par un jugement définitif, est convaincue d'avoir commis d'autres délits, ou lorsqu'un délinquant est condamné pour des délits différents par des jugements définitifs séparés, la pénalité à infliger sera modifiée en conformité des dispositions de l'article précédent (1).

Il en sera de même pour tous les autres délits commis par le délinquant lorsqu'ils seront encore impunis au moment où le délit le plus grave n'est plus punissable.

ART. 25.—Lorsqu'il y a à la fois concours de délits et récidive, la pénalité pour le concours de délits sera fixée conformément aux dispositions des deux articles précédents, et se cumulera avec la peine de la récidive.

ART. 26.—Lorsque les moyens employés pour la perpétration d'un délit, ou les conséquences de cette perpétration, constituent eux-mêmes un autre délit, le délinquant sera puni pour le délit le plus grave, à moins qu'il n'en soit autrement disposé à la deuxième partie de ce Code.

ART. 27.—L'ordre de gravité des délits est déterminé par la gravité du maximum de la peine prévue pour chaque délit; au cas d'égalité des maxima, l'ordre de gravité est déterminé par la gravité des minima.

Lorsqu'il y a égalité des maxima et des minima, l'ordre de gravité est déterminé par les circonstances qui ont accompagné la perpétration de chaque délit.

(1)—D'après l'article 507 du Règlement de Procédure Pénale, il est statué en pareil cas par ordonnance du tribunal qui a été le dernier à connaître de l'affaire; le tribunal est saisi par requête du procureur l'ordonnance est susceptible d'appel.

ART. 28.—Plusieurs actes punissables de même nature, commis dans l'exécution d'un même dessein criminel, ne constituent qu'un délit.

CHAPITRE VI.

DES CO-DÉLINQUANTS.

ART. 29.—Lorsque deux ou plusieurs personnes coopèrent à l'exécution d'un délit, chacune est auteur principal, et sera passible de la pénalité prévue pour le délit.

Celui qui aide un auteur principal à exécuter un délit est tenu lui-même pour un auteur principal.

ART. 30.—Celui qui incite une autre personne à commettre un délit est un instigateur, et sera passible de la pénalité prévue pour l'auteur principal.

Est tenu aussi pour instigateur celui qui incite un instigateur.

ART. 31.—Celui qui assiste un auteur principal avant l'exécution du délit est un complice, et sera passible de la pénalité prévue pour l'auteur principal, abaissée de un ou deux degrés.

Celui qui incite ou assiste un complice est tenu pour complice.

ART. 32.—Celui qui, ayant incité ou assisté un auteur principal avant la perpétration d'un délit, participe ensuite à l'exécution du délit lui-même, sera puni en raison de sa participation.

ART. 33.—L'instigateur ou le complice d'un acte qui ne prend un caractère délictueux qu'en raison de la qua-

lité de son auteur est punissable, quoiqu'il n'ait pas lui-même cette qualité.

Lorsqu'il y a lieu à aggravation ou réduction de la pénalité en raison de la qualité d'un délinquant, les co-délinquants qui n'ont pas cette qualité sont passibles de la peine ordinaire prévue pour le délit.

ART. 34.—Celui qui coopère sciemment à l'exécution d'un délit est tenu pour co-délinquant même si l'auteur du délit n'avait pas connaissance de cette participation.

ART. 35.—Dans les cas où la négligence est déclarée punissable par la loi, ceux qui sont conjointement coupables de négligence sont tenus pour co-délinquants.

ART. 36.—Celui qui, au moment où un délit est perpétré par un tiers, contribue par sa négligence à la consommation, est tenu pour co-auteur principal si la négligence est punissable dans l'espèce.

CHAPITRE VII.

DES PEINES.

ART. 37.—Les peines se divisent en peines principales et peines accessoires.

Les peines principales sont :

1. La mort.
2. L'emprisonnement à perpétuité.
3. L'emprisonnement à temps :
 - a) du premier degré, de dix à quinze ans ;
 - b) du second degré, de cinq ans à moins de dix ans ;

- c) du troisième degré, de trois ans à moins de cinq ans ;
- d) du quatrième degré, de un an à moins de trois ans ;
- e) du cinquième degré, de deux mois à moins de un an.

- 4. La détention, de un jour à moins de deux mois.
- 5. L'amende, d'un *yuan* au moins.

Les peines accessoires sont :

- 1. La privation des droits civiques.
- 2. La confiscation.

ART. 38.—La peine de mort est exécutée par strangulation à l'intérieur d'une prison.

ART. 39.—Le condamné à mort doit être, jusqu'à l'exécution de sa condamnation, séparé des autres détenus.

ART. 40.—Aucune condamnation à mort ne peut être exécutée avant d'avoir été confirmée par le Ministre de la Justice.

ART. 41.—Il ne peut être prononcé de condamnations à l'emprisonnement ou à la détention pour des fractions de jour, non plus que de condamnations à l'amende pour des fractions de *yuan*.

ART. 42.—Les condamnés à l'emprisonnement sont retenus dans des prisons et astreints au travail prescrit par la loi ; le mode d'emprisonnement et la nature du travail sont déterminés par les règlements pénitentiaires.

ART. 43.—Les condamnés à la détention sont retenus dans des prisons et astreints au travail prescrit par la loi ; ils peuvent cependant être exemptés de travail en raison de la nature et des circonstances de leur affaire (1).

ART. 44.—Lorsque l'exécution d'une condamnation à l'emprisonnement du cinquième degré ou à la détention est devenue impraticable, la condamnation peut être commuée en amende à raison de un *yuan* par jour d'emprisonnement.

Cette commutation équivaut légalement à l'exécution de la condamnation à l'emprisonnement ou à la détention.

ART. 45.—L'amende doit être payée dans le mois qui suit la date où le jugement devient définitif. A défaut de paiement dans ce délai, les règles suivantes sont appliquées :

- 1. Des mesures de contrainte seront prises à l'égard du condamné qui a les moyens de payer.
- 2. Si le condamné n'a pas les moyens de payer, l'amende sera convertie en jours de prison à raison de un jour par *yuan* (2).

L'emprisonnement substitué à l'amende sera subi dans un quartier spécial de la prison.

La durée de l'emprisonnement substitué à l'amende ne peut pas excéder trois ans.

Lorsque partie seulement de l'amende a été payée et que le condamné ne peut pas s'acquitter du reste, la par-

(1)—L'exemption de travail est accordée par le procureur chargé d'assurer l'exécution de la condamnation. Voir l'article 508 du Règlement de Procédure Pénale.

(2)—La substitution de l'emprisonnement à l'amende est ordonnée par le procureur chargé de l'exécution de la condamnation. Voir l'article 509 du Règlement de Procédure Pénale.

tie non payée sera convertie en jours de prison en conformité du N° 2 du premier paragraphe du présent article.

Lorsque le nombre de *yuan* de l'amende dépasse le nombre des jours de trois années et que partie de l'amende a été payée, la conversion du reste doit être opérée en réduisant la période de trois ans dans la proportion où l'amende a été payée.

La substitution de l'emprisonnement à l'amende équivaut légalement à l'exécution de la condamnation à l'amende, sauf si le condamné s'évade.

ART. 46.— On entend par privation des droits civiques la privation perpétuelle de tout ou partie des droits suivants :

1. Droit de remplir un emploi public.
2. Droit de vote aux élections.
3. Droit de recevoir des distinctions honorifiques.
4. Droit de s'enrôler dans les armées de terre ou de mer.
5. Droit de remplir les emplois de directeur, administrateur ou professeur dans un établissement d'enseignement.
6. Droit de pratiquer la profession d'avocat.

ART. 47.— Lorsque la deuxième partie de ce Code dispose que le délinquant peut être privé de ses droits civiques, il peut être relevé des fonctions qu'il occupe ou privé, pendant une période déterminée, de tout ou partie des droits énumérés à l'article précédent. La privation des droits civiques ne peut être infligée qu'aux délinquants passibles de l'emprisonnement ou d'une peine plus grave.

ART. 48.— Sont sujettes à confiscation :

1. Les choses qui sont absolument interdites, ou dont la fabrication ou la possession sans autorisation sont interdites.
2. Les choses dont il a été fait usage dans l'exécution ou la préparation d'un délit.
3. Les choses acquises par l'exécution d'un délit.

ART. 49.— Sont seules sujettes à confiscation les choses dont le délinquant est propriétaire exclusif.

CHAPITRE VIII.

DE LA RÉDUCTION DES PEINES EN RAISON DE CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES.

ART. 50.— Lorsque le délit a été commis par un individu muet, ou âgé de moins de seize ans, ou ayant atteint sa quatre-vingtième année, la pénalité peut être réduite de un ou deux degrés.

CHAPITRE IX.

DE LA REDDITION VOLONTAIRE.

ART. 51.— Si, avant la découverte d'un délit, le délinquant se livre volontairement aux autorités pour être jugé, la pénalité prévue pour le délit peut être abaissée d'un degré.

La même règle s'applique en cas de délit qui ne peut être poursuivi que sur plainte, si le délinquant se livre volontairement à l'une des personnes qualifiées pour formuler la plainte, en vue d'être jugé par les autorités.

ART. 52.—Si celui qui a commis plusieurs délits, après la découverte de l'un d'eux, se dénonce volontairement aux autorités comme l'auteur des autres, la pénalité prévue pour ces derniers peut être abaissée d'un degré.

ART. 53.—Dans le cas d'actes préparatoires ou de complot en vue de l'exécution d'un délit puni par la deuxième partie de ce Code, si le délinquant se livre volontairement aux autorités avant que l'exécution ait eu lieu, la pénalité prévue pour le délit peut être remise ou réduite, sauf en ce qui concerne la confiscation.

CHAPITRE X.

DE LA RÉDUCTION DISCRÉTIONNAIRE DES PEINES.

ART. 54.—La pénalité prévue pour tout délit peut être abaissée de un ou deux degrés, lorsque les circonstances qui ont accompagné l'exécution du délit, et ses motifs, le justifient.

ART. 55.—Une pénalité peut être réduite par application de l'article précédent, même si l'aggravation ou la réduction en étaient déjà prévues par la loi.

CHAPITRE XI.

DE L'AGGRAVATION ET DE LA RÉDUCTION DES PEINES.

ART. 56.—Les aggravations ou réductions des peines de mort, d'emprisonnement ou de détention seront effectuées dans l'ordre établi par l'article 37.

La peine de mort ne peut être infligée par aggravation d'une peine d'emprisonnement.

La peine de la détention ne peut être ni réduite à une peine d'amende, ni remise (1).

La détention ni l'emprisonnement ne peuvent être infligés par aggravation d'une peine d'amende.

ART. 57.—Lorsque la deuxième partie de ce Code prévoit pour le même délit deux ou plusieurs peines principales, les aggravations ou réductions de ces peines doivent être opérées dans l'ordre prévu par l'article 37.

Si la peine principale la plus grave est la mort, la peine d'emprisonnement seule sera aggravée (2) ; si la peine principale la plus grave est l'emprisonnement à perpétuité, la peine de l'emprisonnement à temps seule sera aggravée (3).

Si la peine principale la plus légère est la détention, la peine de l'emprisonnement seule sera réduite ; s'il est impossible de prononcer l'emprisonnement en raison de la réduction (4), le délinquant sera passible de la détention seulement.

ART. 58.—En ce qui concerne l'amende, toute aggravation ou réduction de un degré sera du quart de la somme prévue à la deuxième partie de ce Code.

(1)—C'est à dire « ni remise par réduction ». Par conséquent, même s'il y a concours de plusieurs causes de réduction, le juge ne peut infliger moins de un jour de détention.

(2)—Par exemple, si un délit est punissable de mort, ou de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement à temps du premier degré, une aggravation d'un degré aura pour effet d'élever le minimum à l'emprisonnement à perpétuité.

(3)—Par exemple, si le délit est punissable de l'emprisonnement à perpétuité ou de l'emprisonnement à temps du premier au troisième degré, l'effet d'une aggravation d'un degré sera d'élever le minimum à l'emprisonnement du second degré.

(4)—Ainsi, lorsqu'un délit est puni de l'emprisonnement du cinquième degré ou de la détention, la réduction d'un degré ramène le maximum de la peine à la détention.

Par aggravation ou réduction d'une amende on entend l'aggravation ou la réduction du maximum et du minimum. Si un maximum seul est prescrit, il sera seul augmenté ou réduit.

ART. 59.—Lorsque, en exécution des dispositions de la deuxième partie de ce Code, l'amende est imposée concurremment avec l'emprisonnement, toute aggravation ou réduction de l'emprisonnement entraîne l'aggravation ou la réduction de l'amende.

Si l'emprisonnement a été converti en amende et s'il y avait lieu à réduction de sa durée, l'amende sera réduite d'autant.

ART. 60.—Lorsqu'une peine doit être à la fois aggravée et réduite, l'aggravation et la réduction d'un même nombre de degrés se compensent.

ART. 61.—Lorsqu'il y a deux ou plusieurs circonstances atténuantes entraînant réduction de pénalités, il y aura autant de réductions pour chacune d'elles.

ART. 62.—Les aggravations et réductions de pénalités n'affectent pas les peines accessoires.

CHAPITRE XII.

DE LA SUSPENSION DE LA PEINE.

ART. 63.—L'exécution de toute condamnation à l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou à la détention, peut, par ordre du tribunal, être suspendue pendant une période de trois à cinq ans à dater du jour où le jugement devient définitif, pourvu que :

1. Le délinquant n'ait pas été antérieurement condamné à une peine plus grave que celle de la détention ;
2. Ou, s'il a été antérieurement condamné à l'emprisonnement du troisième au cinquième degré, que sept années au moins se soient écoulées depuis que la condamnation a été exécutée ou remise ; ou, s'il a été antérieurement condamné à la détention, que trois années au moins se soient écoulées depuis que la condamnation a été exécutée ou remise ;
3. Que le délinquant ait en outre un domicile fixe et des occupations régulières ;
4. Et qu'il ait des parents ou des amis disposés à le surveiller pendant la période de suspension.

ART. 64.—L'ordre de suspension de la peine sera révoqué dans les cas suivants : (1)

- 1° Lorsque, pendant la période de suspension, le délinquant commet un délit pour lequel il est condamné à la détention ou à une peine plus forte.
- 2° Lorsque, pendant la période de suspension, le délinquant est condamné, pour un délit commis antérieurement, à la détention ou à une peine plus forte.

(1)—Voir à l'article 506 du Règlement de Procédure Pénale la procédure de révocation : demande en révocation formée auprès du tribunal de district par le procureur, ordonnance du tribunal, appel à la juridiction supérieure.

3° Quand, après que la suspension a été accordée, on découvre que le délinquant ne remplit pas les conditions prévues au N° 2 de l'article précédent.

4° Lorsque le délinquant perd son domicile fixe ou ses occupations régulières.

5° Lorsque les personnes chargées de sa surveillance demandent, pour des raisons valables, que la condamnation soit exécutée.

ART. 65.—Si la suspension de peine n'a pas été révoquée, la condamnation devient nulle et non avenue à l'expiration de la période de suspension.

CHAPITRE XIII.

DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE.

ART. 66.—Le condamné qui, pendant l'exécution d'une peine d'emprisonnement, prouve suffisamment qu'il s'est amendé, peut, après dix années d'emprisonnement s'il a été condamné à perpétuité, et, au cas d'emprisonnement à temps, après avoir subi la moitié de sa peine, obtenir sa libération conditionnelle par décision du Ministre de la Justice, sur la proposition de l'autorité pénitentiaire. Toutefois, un condamné à l'emprisonnement à temps devra avoir purgé au moins trois ans de sa peine avant de pouvoir être libéré conditionnellement.

ART. 67.—Dans les cas suivants, la libération conditionnelle sera révoquée et la période pendant laquelle le condamné a été mis en liberté ne comptera pas pour le calcul de l'exécution de la peine:

1. Lorsque, pendant la période de libération, le libéré commet un délit pour lequel il est condamné à la détention ou à une peine plus forte.

2. Lorsqu'il est reconnu que le libéré avait commis avant sa libération un autre délit, et qu'il est condamné pour ce délit à la détention ou à une peine plus forte.

3. Lorsque, antérieurement à sa libération, le libéré avait été condamné pour un autre délit à la détention ou à une peine plus forte, et que cette condamnation doit être exécutée.

4. Lorsque le libéré manque à se conformer aux conditions de sa libération.

Si la libération conditionnelle n'est pas révoquée, la période pendant laquelle le condamné a été en liberté compte pour emprisonnement.

CHAPITRE XIV.

DE LA GRACE.

ART. 68.—La grâce est accordée conformément aux règles qui sont ou seront en vigueur sur la matière.

CHAPITRE XV.

DE LA PRESCRIPTION.

ART. 69.—Le droit d'instituer des poursuites se prescrit:

1. Par quinze ans pour les délits punissables de mort.

2. Par dix ans pour les délits punissables de l'emprisonnement à perpétuité ou de l'emprisonnement du premier degré.
3. Par sept ans pour les délits punissables de l'emprisonnement du second degré.
4. Par trois ans pour les délits punissables de l'emprisonnement du troisième degré.
5. Par un an pour les délits punissables de l'emprisonnement du quatrième degré.
6. Par six mois pour les délits punissables de l'emprisonnement du cinquième degré, de la détention ou de l'amende.

Les délais ci-dessus courent du jour où le délit a été consommé, et le droit d'introduire des poursuites sera éteint si les poursuites n'ont pas été introduites dans lesdits délais.

ART. 70.—Lorsque le même individu a commis deux ou plusieurs délits, le délai de prescription des poursuites sera celui afférent à la peine la plus forte prescrite pour le délit le plus grave, conformément aux dispositions de l'article précédent.

ART. 71.—Le délai de prescription des poursuites se détermine d'après la pénalité prévue pour le délit, sans tenir compte des aggravations ou réductions.

ART. 72.—Le délai de prescription des poursuites est interrompu par les actes de procédure suivants, et recommence à nouveau du jour où ils sont terminés :

1. Mesures coercitives prises au cours de l'enquête préliminaire ou de l'instruction.

2. Procédure devant la juridiction de jugement.

Lorsque la prescription est ainsi interrompue à l'égard de l'un des co-délinquants, elle l'est à l'égard de tous les autres.

ART. 73.—La prescription des poursuites ne court pas pendant que la procédure devant le tribunal est suspendue en raison de l'état d'aliénation ou de maladie grave de l'accusé.

ART. 74.—Le droit d'exécuter une condamnation se prescrit :

1. Par trente ans pour une condamnation à mort.
2. Par vingt-cinq ans pour une condamnation à l'emprisonnement à perpétuité.
3. Par vingt ans pour une condamnation à l'emprisonnement du premier degré.
4. Par quinze ans pour une condamnation à l'emprisonnement du second degré.
5. Par dix ans pour une condamnation à l'emprisonnement du troisième degré.
6. Par cinq ans pour une condamnation à l'emprisonnement du quatrième degré.
7. Par trois ans pour une condamnation à l'emprisonnement du cinquième degré.
8. Par un an pour une condamnation à la détention ou à l'amende.

Les délais ci-dessus courent du jour où la condamnation est devenue définitive, et le droit d'exécuter la condamnation sera éteint s'il n'y a pas eu exécution pendant lesdits délais.

ART. 75.—La prescription du droit d'exécuter une condamnation est interrompue par l'arrestation du condamné aux fins d'exécution; mais cette arrestation n'interrompt pas la prescription à l'égard des autres condamnations non-connexes.

La prescription du droit d'exécuter une condamnation à l'amende ou à la confiscation est interrompue par toute mesure prise en vue de l'exécution de cette condamnation.

ART. 76.—La prescription du droit d'exécuter une condamnation est suspendue pendant toute période où l'exécution elle-même est suspendue par la loi.

CHAPITRE XVI.

DES RÈGLES POUR LE CALCUL DES DÉLAIS.

ART. 77.—Le jour est de vingt-quatre heures, le mois de trente jours, et l'année de douze mois solaires.

ART. 78.—Toute fraction du premier jour d'une période compte pour un jour; le dernier jour d'une période doit être un jour complet.

La libération d'un condamné à l'emprisonnement à temps ou à la détention doit avoir lieu le lendemain du dernier jour de la peine, avant midi.

ART. 79.—La durée de la peine se calcule du jour où le jugement est devenu définitif.

Le délai qui peut s'écouler jusqu'à l'emprisonnement effectif du condamné ne compte pas dans le calcul de la durée de l'emprisonnement, même si le jugement est devenu définitif.

ART. 80.—Deux journées de prévention subies avant que le jugement ne devienne définitif comptent pour un jour d'emprisonnement ou de détention.

CHAPITRE XVII.

DÉFINITIONS GÉNÉRALES.

ART. 81.—Abrogé.

ART. 82.—Le terme *ascendants* désigne les personnes suivantes :

1. Le grand père et la grand'mère paternels; le père et la mère du grand père paternel; le grand père et la grand'mère paternels du grand père paternel.

2. Le père et la mère.

Les ascendants de l'époux sont considérés comme ascendants de l'épouse.

Le terme *parents* désigne les ascendants et les personnes suivantes :

1. L'époux et l'épouse.

2. Les parents du côté paternel pour lesquels la période de deuil est fixée à un an au plus par la table de deuil.

3. Les parents du côté maternel pour lesquels la période de deuil est fixée à cinq mois au plus par la table de deuil.

4. Les parents du côté de l'épouse pour lesquels la période de deuil est fixée à trois mois au plus par la table de deuil.

5. Les parents du côté de l'époux pour lesquels

la période de deuil est fixée à un an au plus par la table de deuil.

6. Les parents du côté paternel d'une fille mariée pour lesquels la période de deuil est fixée à neuf mois au plus par la table de deuil (1).

ART. 83.—L'expression *fonctionnaire public* désigne toute personne au service du gouvernement, ainsi que tout membre d'une assemblée délibérante, tout délégué, ou tout fonctionnaire employé dans un service public en vertu d'une loi ou ordonnance.

L'expression *locaux destinés à un service public* désigne tout local où un fonctionnaire public exerce ses fonctions officielles.

L'expression *document public* désigne tout document qui doit être dressé par un fonctionnaire public en sa qualité officielle, ou par un service public.

ART. 84.—L'expression *assemblée délibérante* désigne toute assemblée nationale ou locale établie par une loi ou une ordonnance en vue de débats politiques, et le terme *élections* désigne toute élection de membres d'assemblées délibérantes.

ART. 85.—Les termes *bouddhiste* et *taoïste* désignent les prêtres et prêtresses des foies bouddhiste et taoïste, ainsi que toutes autres personnes auxquelles l'ordination a été conférée.

ART. 86.—Toutes les foies que dans la deuxième partie

(1)—Voir à l'article 12 de l'Acte modificatif du 24 décembre 1914 les dispositions qui font rentrer la co-cubine dans la définition de la parenté légale.

de ce Code un article prescrit l'application d'un autre article qui déclare punissables la tentative, les actes préparatoires et le complot d'un délit, la disposition qui rend punissables lesdites tentatives, actes et complot s'applique aux tentatives, actes préparatoires et complot du délit prévu au premier article.

La même règle s'applique aux instigateurs et complices.

ART. 87.—Dans tous les cas où il est fait usage des expressions *au moins*, *au plus*, *de... à...*, et *jusqu'à*, les chiffres mentionnés sont inclus.

ART. 88.—On entend par *lésions graves* :

1. La privation permanente de la vue.
2. La privation permanente de l'ouïe.
3. La privation permanente de la parole.
4. La perte ou la privation permanente de l'usage d'un membre.
5. Une lésion grave et incurable causée à la santé ou au corps.
6. La défiguration accompagnée de lésion grave et incurable.
7. La perte des organes génitaux.

On entend par *infirmité* :

1. L'altération de la vue.
2. L'altération de l'ouïe.
3. L'altération de la parole.
4. L'altération de la motilité d'un membre.
5. Toute lésion de la santé ou du corps entraînant une maladie de trente jours au moins.

6. Toute maladie qui entraîne pour le patient l'incapacité de se livrer à ses occupations pendant trente jours au moins.

On entend par lésion légère toute maladie ou lésion qui ne rentre pas dans les définitions des deux paragraphes précédents.

DEUXIÈME PARTIE.

DES DÉLITS SPÉCIAUX ET DES PEINES Y AFFÉRENTES.

CHAPITRE I.

DÉLITS CONTRE LA FAMILLE IMPÉRIALE.

ART. 89. à 100.—Abrogés.

CHAPITRE II.

DÉLITS CONTRE LA SÛRETÉ INTÉRIEURE DE L'ÉTAT.

ART. 101.—Celui qui recourt à la violence dans l'intention de renverser le Gouvernement, ou de s'emparer de territoires de l'Etat, ou de changer la constitution de l'Etat, se rend coupable de délit contre la sûreté intérieure de l'Etat, et sera passible des peines suivantes, savoir :

1. S'il est un meneur, de la mort ou de l'emprisonnement à perpétuité.
2. S'il a pris une part importante à la perpétration du délit, de la mort, ou de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement du premier degré.
2. S'il s'est borné à se joindre au groupe qui a commis le délit, de l'emprisonnement du second au quatrième degré.

Les personnes qui, dans l'intention de troubler la sûreté intérieure de l'Etat, se réunissent et s'emparent par la force d'armes, de navires, d'approvisionnements ou de tous autres articles d'usage militaire, appartenant

à des administrations publiques, ou occupent ouvertement, en armes, une cité, ville, forteresse ou autre point utilisé militairement, sont considérées comme ayant commis un délit contre la sûreté intérieure de l'Etat.

ART. 102.—La tentative de commettre le délit prévu à l'article précédent est punissable.

ART. 103.—Ceux qui complotent ou font des préparatifs en vue de commettre le délit prévu par l'article 101 seront punis de l'emprisonnement du premier au troisième degré.

ART. 104.—Celui qui, sachant que des préparatifs sont faits en vue de commettre un délit contre la sûreté intérieure de l'Etat, fournit des armes, munitions, approvisionnements ou autres articles d'usage militaire, sera puni de l'emprisonnement à perpétuité ou de l'emprisonnement du second degré au moins.

ART. 105.—Celui qui, en prenant part aux actes de violence, commet un délit de meurtre, de lésion, d'incendie, d'inondation, de spoliation, ou toute autre infraction aux usages internationaux de la guerre, sera passible des peines prévues pour chacun de ces délits, et puni conformément aux dispositions de l'article 23.

ART. 106.—Celui qui a été condamné à l'emprisonnement du second degré au moins pour avoir commis un des délits prévus par le présent chapitre, sera privé de ses droits civiques ; en cas de condamnation à une peine moins grave, la privation des droits civiques sera facultative.

ART. 107.—Celui qui, s'étant rendu coupable de l'un quelconque des délits prévus par les articles 102 à 104, se livre volontairement aux autorités avant qu'aucun acte de violence ait été commis, sera exempt de peine.

CHAPITRE III.

DÉLITS CONTRE LA SÛRETÉ EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT.

ART. 108.—Celui qui, ayant été chargé par le Gouvernement de négocier avec un Gouvernement étranger, conclut un traité au détriment de la République dans l'intention de s'assurer un bénéfice personnel, ou d'assurer un bénéfice à une autre personne ou à un Gouvernement étranger, sera puni de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement du second degré au moins, que le traité ait été ratifié ou non.

ART. 109.—Tout citoyen de la République qui entre en négociations avec un Gouvernement étranger dans l'intention de céder à un Gouvernement étranger une portion du territoire de la République, sera puni de mort, ou de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement du premier degré.

ART. 110.—Celui qui noue des intelligences avec un Gouvernement étranger dans l'intention de faire déclarer la guerre à la République par ce Gouvernement, ou qui entre au service d'un Gouvernement étranger en portant les armes contre la République, sera puni de mort.

ART. 111.—Celui qui, dans l'intention de nuire à la

République ou d'assister l'ennemi, commet un des délits suivants :

1. Rendre à l'ennemi, détruire, ou mettre hors d'usage par le feu ou par tout autre moyen une forteresse, une base navale, des troupes, des navires ou toute autre construction employée dans un but militaire, ou des armes, munitions, approvisionnements, moyens de communications, ou tous autres articles d'usage militaire;
2. Inciter des militaires appartenant aux armées de terre ou de mer à se mutiner, ou semer l'indiscipline parmi eux par tous autres moyens, ou les pousser à la désertion par fraude ou par tous autres moyens;
3. Livrer à l'ennemi des documents, plans ou cartes concernant des dispositifs militaires;
4. Espionner pour le compte de l'ennemi ou donner aide ou assistance à des espions ennemis;
5. Conduire des troupes ou des navires ennemis sur les territoires de la République ou à leur proximité;

sera puni de mort, ou de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement du premier degré.

ART. 112.—Celui qui, lorsque la République est en guerre avec un Gouvernement étranger, obtient, soit par fraude, soit par tout autre moyen illicite, un contrat pour la fourniture d'articles requis pour des fins militaires, ou qui, après avoir passé un contrat pour la fourniture desdits articles, n'en exécute pas les condi-

tions, sera puni de l'emprisonnement à perpétuité ou de l'emprisonnement du second degré au moins.

Celui qui retire un profit de l'exécution du délit prévu au paragraphe précédent sera puni, en outre de la peine y prescrite, d'une amende qui sera au maximum du double du profit retiré et au minimum du montant de ce profit. Si le double du montant du profit retiré est inférieur à trois cents *yuan*, l'amende pourra atteindre trois cents *yuan*, sans pouvoir être inférieure au montant du dit profit.

ART. 113.—Celui qui, par d'autres moyens que ceux prévus aux deux articles précédents, procure à l'ennemi un avantage militaire, ou porte un préjudice militaire à la République, sera puni de l'emprisonnement du second ou du troisième degré.

ART. 114.—La tentative de commettre l'un des délits prévus par le présent chapitre est punissable.

ART. 115.—Celui qui fait des préparatifs ou qui complotte en vue de commettre l'un des délits prévus par les articles 108, 109 et 113, sera puni de l'emprisonnement à temps du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à mille *yuan*.

Celui qui fait des préparatifs ou qui complotte en vue de commettre l'un des délits prévus aux articles 110 et 111, sera puni de l'emprisonnement à temps du premier au troisième degré.

Celui qui se livre volontairement aux autorités avant tout commencement d'exécution de l'un des délits prévus au présent article, sera exempt de peine.

ART. 116.—Le citoyen de la République qui commet un des délits prévus par le présent chapitre sera privé

de ses droits civiques; pour celui qui n'est pas citoyen de la République, la privation des droits civiques est facultative.

ART. 117.—Tombent sous le coup du présent chapitre toutes infractions à ses dispositions commises en temps de guerre à l'encontre d'un allié de la République.

CHAPITRE IV.

DÉLITS CONTRE LES RELATIONS AMICALES AVEC LES ÉTATS ÉTRANGERS.

ART. 118.—Celui qui inflige des lésions graves au Souverain ou Président d'un Etat étranger sera puni de mort.

ART. 119.—Celui qui, par négligence, cause des lésions graves au Souverain ou Président d'un Etat étranger, sera puni de l'emprisonnement à temps du second au quatrième degré, ou de l'amende de deux cents à deux mille *yuan*.

ART. 120.—Celui qui outrage le Souverain ou Président d'un Etat étranger, sera puni de l'emprisonnement à temps du second au quatrième degré, ou de l'amende de deux cents à deux mille *yuan*.

ART. 121.—Celui qui se rend coupable de meurtre du représentant diplomatique d'un Etat étranger, sera puni de mort ou de l'emprisonnement à perpétuité.

ART. 122.—Celui qui inflige des lésions au représentant diplomatique d'un Etat étranger sera puni, savoir :

1. Si le délit a entraîné la mort ou des lésions graves, de la peine de mort, ou de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement à temps du premier degré;
2. Si le délit a entraîné une infirmité, de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement à temps du second degré au moins;
3. Si le délit n'a entraîné que des lésions légères, de l'emprisonnement du second au quatrième degré.

ART. 123.—Celui qui use de violence ou menaces à l'encontre du représentant diplomatique d'un Etat étranger, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré, ou de l'amende de cent à mille *yuan*.

ART. 124.—Celui qui outrage le représentant diplomatique d'un Etat étranger, sera puni de l'emprisonnement à temps du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende de cinq cents *yuan* au plus.

ART. 125.—Celui qui se rend coupable de meurtre, lésions, violence, menaces ou outrages à l'encontre d'un représentant diplomatique de la République accrédité auprès d'un Etat étranger, sera puni en conformité des dispositions des articles 121 à 124.

ART. 126.—Celui qui, dans l'intention d'exposer un Etat étranger au mépris, détruit, abat ou outrage de toute autre façon le drapeau ou autre emblème national de cet Etat, sera puni de l'emprisonnement à temps du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende de trois cents *yuan* au plus.

ART. 127.—Celui qui, sans y être autorisé, se livre à des actes hostiles contre un Etat étranger, sera puni de l'emprisonnement du premier au troisième degré.

ART. 128.—Celui qui, lorsque l'état de guerre existe entre deux ou plusieurs Etats étrangers, viole les règles de la neutralité édictées par le Gouvernement, sera puni de l'emprisonnement à temps du quatrième degré au plus, ou de la détention.

Celui qui retire un profit de l'exécution du délit prévu au paragraphe précédent, sera puni, en outre de la peine y prescrite, d'une amende qui sera au maximum du double du profit retiré et au minimum du montant de ce profit. Si le double du montant du profit retiré est inférieur à trois cents *yuan*, l'amende pourra atteindre trois cents *yuan*, sans pouvoir être inférieure au montant du dit profit.

ART. 129.—La tentative de commettre l'un des délits prévus aux articles 118, 121, 122, 127 et 128 est punissable.

ART. 130.—Celui qui fait des préparatifs, ou qui complot, en vue de commettre le délit prévu à l'article 118, sera puni de l'emprisonnement du second au quatrième degré.

Celui qui fait des préparatifs, ou qui complot, en vue de commettre l'un des délits prévus aux articles 121 et 127, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

Celui qui se livre volontairement aux autorités avant tout commencement d'exécution du délit prévu à l'article 127, sera exempt de peine.

ART. 131.—Celui qui a été condamné à l'emprisonnement du second degré au moins pour avoir commis un des délits prévus par le présent chapitre, sera privé de ses droits civiques; en cas de condamnation à une peine moins grave, la privation des droits civiques sera facultative.

ART. 132.—Les délits prévus aux articles 120 et 126 ne peuvent être poursuivis que sur requête, ou avec le consentement du Gouvernement intéressé.

Les délits prévus à l'article 124 ne peuvent être poursuivis que sur plainte de la partie lésée (1).

CHAPITRE V.

RÉVÉLATION DE SECRETS OFFICIELS.

ART. 133.—Celui qui révèle une information de caractère confidentiel relative à l'administration intérieure ou aux relations étrangères de la République, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré, et, si la révélation a été secrètement communiquée à un Gouvernement étranger, de l'emprisonnement du second ou du troisième degré (2).

Si le délit a pour conséquence des complications diplomatiques, ou l'état de guerre avec un Etat étranger, la peine sera de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement du premier degré.

ART. 134.—Celui qui, sachant qu'un renseignement,

(1)—Voir à l'article 231 du Règlement de Procédure Pénale la procédure de transmission des requêtes de Gouvernements étrangers.

(2)—Voir l'article 104 du Règlement de Procédure Pénale.

une carte, un croquis, un document ou tout autre objet, possède un caractère confidentiel intéressant les affaires de la République, cherche secrètement à s'en informer ou à se le procurer, sera puni de l'emprisonnement du troisième degré, ou de l'amende de cinquante à cinq cents *yuan*.

ART. 135.—Celui qui, ayant connaissance ou possédant une information, carte, croquis, document ou autre objet de caractère confidentiel intéressant les affaires militaires de la République, le révèle ou le publie, sera puni de l'emprisonnement du second ou du troisième degré.

Si le délinquant avait eu ou obtenu connaissance des dites matières confidentielles en raison de ses fonctions, la peine sera de l'emprisonnement du premier ou du second degré.

ART. 136.—Celui qui, sans autorisation, fait des relevés topographiques, croquis ou photographies, ou prend des notes concernant des bases navales, ports importants ou pourvus de défenses, forteresses, forts, défenses sous-marines, mines ou autres ouvrages défensifs, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré, ou de l'amende de cinquante à cinq cents *yuan*.

Celui qui, sans autorisation des autorités, ou s'étant procuré cette autorisation par fraude, pénètre dans une fortification, un fort, une défense sous-marine ou tout autre ouvrage défensif, sera passible des mêmes peines.

ART. 137.—La tentative de commettre l'un des délits prévus au premier paragraphe de l'article 133 et aux articles 134 à 136, est punissable.

ART. 138.—La privation des droits civiques peut être infligée pour les délits prévus au présent chapitre.

ART. 139.—Tout profit que le délinquant a retiré de la perpétration du délit sera confisqué, et, si le délinquant en a disposé, des mesures seront prises pour que la valeur en soit recouvrée sur lui.

CHAPITRE VI.

DÉLITS COMMIS DANS L'EXERCICE DES FONCTIONS PUBLIQUES (1).

ART. 140.—Le fonctionnaire public ou arbitre qui demande ou accepte des dons ou promesses pour accomplir un acte de ses fonctions, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

Si, en raison des dons ou promesses, il accomplit un acte contraire à son devoir professionnel, ou s'il s'abstient d'accomplir un acte que ce devoir lui imposait, il sera puni de l'emprisonnement du premier au troisième degré.

ART. 141.—Le fonctionnaire public ou arbitre qui demande ou accepte des dons ou promesses pour avoir accompli un acte de ses fonctions, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention.

Le fonctionnaire public ou arbitre qui, après avoir

(1)—Voir plus loin le Règlement du 29 mars 1921 sur la répression de la corruption des fonctionnaires publics, qui modifie plusieurs dispositions du Chapitre VI.

accompli un acte contraire à son devoir professionnel, ou s'être abstenu d'accomplir un acte que ce devoir lui imposait, demande ou accepte à cette occasion des dons ou promesses, sera puni de l'emprisonnement du second au quatrième degré.

ART. 142.—Celui qui offre, consent ou fait à un fonctionnaire public ou à un arbitre des dons ou promesses, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

ART. 143.—Celui qui offre, consent ou fait des dons ou promesses à un fonctionnaire public ou à un arbitre pour avoir accompli un acte de ses fonctions, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

ART. 144.—Le juge, procureur, officier de police, géôlier, fonctionnaire administratif ou adjoint qui, dans l'exercice de ses fonctions officielles, commet un acte de violence ou de cruauté à l'encontre d'un défendeur ou accusé, ou d'une personne impliquée ou intéressée dans une affaire, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

Si l'acte a entraîné la mort ou des lésions, il sera fait application des dispositions relatives aux lésions, et la peine sera infligée en conformité de l'article 23.

ART. 145.—Le procureur, officier de police ou officier adjoint qui, sur la plainte d'une personne déclarant que ses droits ont été violés, ne lui assure pas sans délai la protection requise, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention.

ART. 146.—Le procureur ou officier de police judiciaire qui, saisi d'une information ou plainte criminelle, ou sur reddition volontaire du délinquant, poursuit alors qu'il ne devrait pas poursuivre, ou ne poursuit pas, ou se refuse à prendre une mesure requise, alors qu'il y avait lieu à poursuites, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

Le juge qui, saisi d'une action civile ou de poursuites criminelles, ne les rejette pas quand elles devraient être rejetées, ou les rejette quand elles ne devraient pas l'être, ou refuse de juger, sera passible des mêmes peines.

ART. 147.—Le fonctionnaire chargé de la perception de taxes, droits ou autres recettes qui, dans l'intention d'en faire bénéficier une autre personne, ou le Trésor, perçoit en argent, grains ou autres articles plus qu'il n'est dû, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

Si le délinquant a agi dans le but de se procurer un bénéfice personnel, la peine sera de l'emprisonnement du second ou du troisième degré, et d'une amende égale au montant perçu en trop.

ART. 148.—Le fonctionnaire public qui, en dehors des cas prévus par les quatre articles précédents, abuse de son autorité pour contraindre une personne à faire ce dont elle n'est pas légalement tenue, ou à s'abstenir de faire ce qu'elle a le droit de faire, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

ART. 149.—La tentative de commettre le délit prévu à l'article 147 est punissable.

accompli un acte contraire à son devoir professionnel, ou s'être abstenu d'accomplir un acte que ce devoir lui imposait, demande ou accepte à cette occasion des dons ou promesses, sera puni de l'emprisonnement du second au quatrième degré.

ART. 142.—Celui qui offre, consent ou fait à un fonctionnaire public ou à un arbitre des dons ou promesses, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

ART. 143.—Celui qui offre, consent ou fait des dons ou promesses à un fonctionnaire public ou à un arbitre pour avoir accompli un acte de ses fonctions, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

ART. 144.—Le juge, procureur, officier de police, geôlier, fonctionnaire administratif ou adjoint qui, dans l'exercice de ses fonctions officielles, commet un acte de violence ou de cruauté à l'encontre d'un défendeur ou accusé, ou d'une personne impliquée ou intéressée dans une affaire, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

Si l'acte a entraîné la mort ou des lésions, il sera fait application des dispositions relatives aux lésions, et la peine sera infligée en conformité de l'article 23.

ART. 145.—Le procureur, officier de police ou officier adjoint qui, sur la plainte d'une personne déclarant que ses droits ont été violés, ne lui assure pas sans délai la protection requise, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention.

ART. 146.—Le procureur ou officier de police judiciaire qui, saisi d'une information ou plainte criminelle, ou sur reddition volontaire du délinquant, poursuit alors qu'il ne devrait pas poursuivre, ou ne poursuit pas, ou se refuse à prendre une mesure requise, alors qu'il y avait lieu à poursuites, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

Le juge qui, saisi d'une action civile ou de poursuites criminelles, ne les rejette pas quand elles devraient être rejetées, ou les rejette quand elles ne devraient pas l'être, ou refuse de juger, sera passible des mêmes peines.

ART. 147.—Le fonctionnaire chargé de la perception de taxes, droits ou autres recettes qui, dans l'intention d'en faire bénéficier une autre personne, ou le Trésor, perçoit en argent, grains ou autres articles plus qu'il n'est dû, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

Si le délinquant a agi dans le but de se procurer un bénéfice personnel, la peine sera de l'emprisonnement du second ou du troisième degré, et d'une amende égale au montant perçu en trop.

ART. 148.—Le fonctionnaire public qui, en dehors des cas prévus par les quatre articles précédents, abuse de son autorité pour contraindre une personne à faire ce dont elle n'est pas légalement tenue, ou à s'abstenir de faire ce qu'elle a le droit de faire, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

ART. 149.—La tentative de commettre le délit prévu à l'article 147 est punissable.

ART. 150.—Celui qui commet l'un des délits prévus aux articles 140 et 141 et au paragraphe deuxième de l'article 147, sera privé de ses droits civiques; celui qui commet tout autre délit prévu par le présent chapitre pourra être privé de ses droits civiques.

Celui qui commet l'un des délits prévus aux articles 144 à 148 sera, en outre, relevé de ses fonctions.

ART. 151.—Les dons qui ont été acceptés dans la perpétration de l'un des délits prévus aux articles 140 et 141 seront confisqués; s'il en a été disposé, des mesures seront prises pour que le montant en soit recouvré sur le délinquant.

ART. 152.—Celui qui, ayant commis l'un des délits prévus aux articles 142 et 143, se livre volontairement aux autorités, peut être exempté de peine.

CHAPITRE VII.

DES ENTRAVES A L'EXERCICE DES FONCTIONS PUBLIQUES.

ART. 153.—Celui qui use de menaces, de violence ou de fraude à l'encontre d'un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

Sera passible de la même peine celui qui use de menaces, violence ou fraude à l'encontre d'un fonctionnaire public, dans l'intention de lui faire traiter ou ne pas traiter une affaire dans un sens déterminé, ou de l'amener à démissionner.

Si le délit a entraîné la mort ou des lésions, il sera fait application des dispositions relatives aux lésions,

et la peine sera infligée en conformité de l'article 23.

ART. 154.—Celui qui brise, enlève, mutile ou par tout autre moyen rend inefficaces les sceaux ou scellés de saisie apposés par un fonctionnaire public, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

ART. 155.—Celui qui outrage un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions, ou qui se livre ouvertement à une attaque outrageante contre lesdites fonctions, que ses allégations soient vraies ou fausses, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

Celui qui se livre ouvertement à une attaque outrageante à l'encontre d'un service public, sera passible de la même peine.

ART. 156.—La tentative de commettre le délit prévu par l'article 154 est punissable.

ART. 157.—La privation des droits civiques peut être infligée pour les délits prévus au présent chapitre.

CHAPITRE VIII.

INGÉRENCE DANS LES ÉLECTIONS.

ART. 158.—Celui qui, par des moyens frauduleux ou malhonnêtes, fait insérer dans un registre électoral une mention ou une modification affectant le droit de vote

ou d'éligibilité d'un citoyen, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*. Sera passible des mêmes peines celui qui prend part à un vote sans posséder les conditions d'électorat requises.

Le fonctionnaire public qui insère sciemment la mention ou modification prévue au paragraphe précédent sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré, ou de l'amende de cinquante à cinq cents *yuan*.

ART. 159.—Celui qui, au cours d'une élection, commet l'un des délits suivants :

1. Qui met en circulation des rumeurs, qui commet une fraude, ou qui attaque la réputation d'un candidat, dans l'intention de s'assurer des votes, ou d'en procurer à d'autres personnes, ou de réduire le nombre des votes que peut recueillir un candidat ;
2. Qui, avant ou après une élection, remet, ou offre de remettre, ou accepte de remettre des frais de voyage ou des dons à un électeur ou à une personne qui s'occupe des élections ; ou qui sert d'intermédiaire à de pareilles transactions ; ou qui, étant électeur ou s'occupant des élections, demande ou accepte la remise ou la promesse de frais de voyage ou de dons ;
3. Qui influence un électeur par l'exercice de droits personnels, droits de créance ou autres intérêts qu'il possède, soit à l'encontre dudit électeur, soit à l'encontre de l'un de ses parents, soit à l'encontre d'un temple, d'une école, d'une association, d'une société com-

merciale, d'une guilde, d'une cité, d'une ville, ou d'un village avec lequel ledit électeur a des relations ; qui sert d'intermédiaire à de pareilles transactions ; ou qui, étant électeur, cède à pareille influence ;

sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

Toute somme d'argent et tous objets que le délinquant aura obtenus par la perpétration du délit prévu par le présent article, seront confisqués ; s'il en a déjà été disposé, des mesures seront prises pour que le montant en soit recouvré sur le délinquant.

ART. 160.—Celui qui, au cours d'une élection, commet l'un des délits suivants :

1. Qui use de violence ou de menaces à l'encontre d'un électeur, ou d'un parent d'un électeur, ou d'une personne qui s'occupe des élections ;
2. Qui use de violence ou de menaces pour empêcher un électeur de pénétrer dans la salle d'élections ou de la quitter, ou d'exercer son droit de vote ;

sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré, ou de l'amende de trente à trois cents *yuan*.

ART. 161.—Celui qui, au cours d'une élection, commet l'un des délits suivants :

1. Qui use de violence ou de menaces à l'encontre d'un fonctionnaire public ou fonctionnaire adjoint, à l'occasion de l'élection ;
2. Qui crée du désordre dans un endroit quelconque utilisé pour l'élection, ou dans la salle

de vote, ou au lieu d'ouverture des urnes électorales ;

3. Qui détient, détruit ou s'empare de bulletins de vote, d'urnes électorales ou de tous autres documents publics se référant aux élections ; sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

ART. 162.—Celui qui, sans excuse légitime, s'immisce dans l'exercice du droit de vote dans la salle de vote, ou qui cherche clandestinement à s'informer des personnes pour lesquelles on vote, soit dans la salle de vote, soit au lieu d'ouverture des urnes électorales, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

Le fonctionnaire public ou fonctionnaire adjoint ayant à s'occuper des élections, qui commet l'un des délits prévus au paragraphe précédent, ou qui révèle indûment le nom d'une personne en faveur de qui on a voté, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

ART. 163.—La privation des droits civiques pourra être infligée pour les délits prévus au présent chapitre.

Celui qui, pour avoir commis l'un des délits prévus par le présent chapitre, aura été condamné au moins à l'emprisonnement du troisième degré, sera privé des droits de vote et d'éligibilité pendant une période de deux à dix ans à compter de l'expiration de sa peine.

CHAPITRE IX.

ÉMEUTES.

ART. 164.—Lorsque des personnes sont rassemblées dans l'intention de recourir à la violence ou aux menaces, celles qui persistent sciemment à demeurer réunies après que les autorités compétentes ont sommé le rassemblement de se disperser, seront punies de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*. Ceux qui se sont bornés à augmenter le tumulte en se joignant au rassemblement seront punis de la détention ou de l'amende jusqu'à cinquante *yuan*.

ART. 165.—Si le rassemblement a commis des actes de violence ou proféré des menaces, la pénalité sera, savoir :

1. Pour les meneurs, de l'emprisonnement à perpétuité ou de l'emprisonnement du second degré au moins ;
2. Pour ceux qui auront pris une part importante à la perpétration du délit, de l'emprisonnement du premier au troisième degré, ou de l'amende de cent à mille *yuan* ;
3. Pour ceux qui se sont bornés à augmenter le tumulte en se joignant au rassemblement, de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

ART. 166.—Si l'une des personnes qui prennent part à une émeute telle que décrite à l'article précédent, commet un délit d'homicide, de lésions, d'incendie, ou de des-

tructions ou dommages, ou tout autre délit, les dispositions des articles qui répriment ces délits seront appliquées, avec les distinctions entre meneurs, instigateurs et auteurs principaux, et la peine sera infligée en conformité de l'article 23.

Art. 167.—Celui qui a été condamné à l'emprisonnement du troisième degré au moins pour avoir commis le délit prévu par l'article 165, sera privé de ses droits civiques; s'il a été condamné à une peine moindre, la privation des droits civiques sera facultative.

CHAPITRE X.

ÉVASION DE PRISONNIERS.

Art. 168.—Tout prisonnier détenu préventivement ou condamné, ainsi que toute personne en état légal d'arrestation ou d'emprisonnement, qui s'évade, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention.

Art. 169.—Tout prisonnier détenu préventivement ou condamné, ainsi que toute personne en état légal d'arrestation ou d'emprisonnement, qui s'évade en usant de violence ou de menaces, ou avec bris des appareils qui servaient à le maintenir en captivité, sera puni de l'emprisonnement du second au quatrième degré.

Si ces prisonniers ou personnes se réunissent et s'évadent en usant de violence ou menaces, le meneur ou instigateur sera puni de mort ou de l'emprisonnement à perpétuité; les autres seront punis de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement à temps du second degré au moins.

Art. 170.—Celui qui délivre un prisonnier détenu préventivement ou condamné, ou une personne en état légal d'arrestation ou d'emprisonnement, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

Si le délinquant commet des dommages ou use de violence ou de menaces, il sera puni conformément aux dispositions de l'article précédent.

Art. 171.—Celui qui facilite l'évasion d'un prisonnier détenu préventivement ou condamné, ou d'une personne en état légal d'arrestation ou d'emprisonnement, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

Si le délinquant commet des dommages, ou use de violence ou de menaces, il sera puni conformément aux dispositions de l'article 169.

Art. 172.—Le geôlier, gardien ou aide qui laisse s'évader un prisonnier détenu préventivement ou condamné, ou une personne en état légal d'arrestation ou d'emprisonnement, sera puni de l'emprisonnement du second au quatrième degré.

Art. 173.—La tentative de commettre l'un des délits prévus au présent chapitre est punissable.

Art. 174.—Celui qui fait des préparatifs ou qui comploté en vue de commettre le délit prévu au paragraphe deuxième de l'article 168, ou l'un des délits auxquels ce paragraphe peut être applicable, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention.

Art. 175.—Si l'un des délits prévus aux articles 165 à 171 entraîne la mort ou des lésions, les dispositions

relatives aux lésions seront appliquées, et la peine sera infligée en conformité de l'article 23.

ART. 176.—La privation des droits civiques peut être infligée pour les délits prévus aux articles 169 à 172.

Celui qui commet le délit prévu à l'article 172 sera relevé de ses fonctions.

CHAPITRE XI.

RECEL DE DÉLINQUANTS ET DESTRUCTION DE PREUVES.

ART. 177.—Celui qui donne asile à une personne contre laquelle a été décerné mandat d'arrêt, ou qui s'est évadée alors qu'elle était en état légal d'arrestation ou d'emprisonnement, ou qui la cache, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *juan*.

Sera puni des mêmes peines celui qui, dans l'intention de commettre le délit prévu au paragraphe précédent, se livre volontairement aux autorités en se faisant passer pour le délinquant (1).

ART. 178.—Celui qui détruit une preuve relative à l'accusé dans une affaire pénale, ou qui fabrique une preuve, ou qui fait usage d'une preuve ainsi fabriquée, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *juan*.

(1)—L'article 2 de l'acte modificatif du 24 décembre 1914 (voir plus loin) étend les dispositions de l'article 177 à celui qui donne asile à un délinquant mis en liberté sous caution, ou qui le cache, ou qui se fait passer pour lui.

ART. 179.—La privation des droits civiques peut être infligée pour les délits prévus au présent chapitre (1).

ART. 180.—Le parent d'un délinquant ou évadé qui commet en sa faveur l'un des délits prévus au présent chapitre, sera exempt de peine.

CHAPITRE XII.

FAUX TÉMOIGNAGE ET FAUSSE ACCUSATION.

ART. 181.—Celui qui, étant appelé en vertu des lois ou décrets, à témoigner devant un service public investi de fonctions judiciaires ou administratives, fait une fausse déclaration, sera puni de l'emprisonnement du second au quatrième degré.

Celui qui, étant appelé en vertu des lois ou décrets comme expert ou interprète devant un service public investi de fonctions judiciaires ou administratives, donne une fausse opinion ou une fausse traduction, sera puni des mêmes peines.

Celui qui, ayant commis l'un des délits prévus aux deux paragraphes précédents, en fait l'aveu avant que la décision ne soit devenue définitive, pourra être exempt de peine.

ART. 182.—Celui qui dépose une fausse information ou une fausse plainte dans l'intention de rendre une personne passible de mesures pénales ou disciplinaires, sera puni de l'emprisonnement du second au quatrième degré.

Celui qui, ayant commis le délit prévu au paragraphe

(1)—Voir l'article 14 de l'acte modificatif du 24 décembre 1914.

précédent, en fait l'aveu avant le prononcé du jugement ou de la décision disciplinaire, peut être exempt de peine.

ART. 183.—Celui qui dépose une fausse information ou une fausse plainte dans l'intention de rendre un de ses ascendants passible de mesures pénales ou disciplinaires, sera puni de l'emprisonnement du premier ou du second degré.

ART. 184.—Celui qui, sans incriminer une personne déterminée, se plaint faussement qu'un délit ait été commis, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

ART. 185.—La privation des droits civiques peut être infligée pour les délits prévus aux articles 181 à 183. Si le délinquant est un fonctionnaire public, il sera en outre relevé de ses fonctions.

CHAPITRE XIII.

INCENDIE, INONDATION, ET ENTRAVE AUX IRRIGATIONS.

ART. 186.—Celui qui détruit ou endommage, en y mettant le feu, un bien appartenant à autrui, et rentrant dans l'une des catégories suivantes :

1. Constructions situées dans une cité, une ville ou toute autre agglomération de population dense ;
2. Constructions où sont exposés ou conservés des livres de valeur, des dessins, des cartes ou autres objets de valeur ayant un caractè-

re religieux, scientifique, artistique ou industriel ;

3. Constructions de valeur présentant un intérêt religieux ou historique ;

4. Magasins où sont entreposés des poudres, munitions ou autres articles d'usage militaire ; et toutes autres constructions ayant la même utilisation ;

5. Mine, camp, école, hôpital, refuge, manufacture, dortoir, prison et autre construction ou travaillent ou logent un grand nombre de personnes ;

6. Église, temple, théâtre, auberge, hôtel ou autre construction où se rassemblent de nombreuses personnes ;

7. Bateau où sont transportées de nombreuses personnes ;

sera puni de mort, ou de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement à temps du premier degré.

ART. 187.—Celui qui détruit ou endommage, en y mettant le feu, une construction, une mine ou un bateau appartenant à autrui, mais ne rentrant pas dans les catégories de l'article précédent, sera puni de l'emprisonnement du second au quatrième degré.

Si la conflagration met en danger l'un des biens énumérés à l'article précédent, la peine sera de l'emprisonnement du premier ou du second degré ; si la conflagration endommage l'un de ces biens, la peine sera celle prévue à l'article précédent.

ART. 188.—Celui qui détruit ou endommage, en y

mettant le feu, un bien appartenant à autrui autre qu'une construction, mine ou bateau, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à mille *yuan*.

Si la conflagration met en danger l'un des biens énumérés au paragraphe premier de l'article précédent, la peine sera de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré; si elle endommage l'un de ces biens, la peine sera celle prévue audit paragraphe.

Si la conflagration met en danger l'un des biens énumérés à l'article 186, la peine sera de l'emprisonnement du premier ou du second degré; si elle endommage l'un de ces biens, la peine sera celle prévue audit article.

ART. 189.—Celui qui détruit ou endommage, en y mettant le feu, une construction, mine, navire ou autre bien lui appartenant, sera puni, savoir :

1. De l'emprisonnement du cinquième degré, de la détention ou de l'amende jusqu'à cent *yuan* si la conflagration met en danger l'un des biens énumérés au premier paragraphe de l'article précédent; si la conflagration endommage l'un de ces biens, la peine sera celle prévue audit article;
2. De l'emprisonnement du troisième degré au plus si la conflagration met en danger l'un des biens énumérés au premier paragraphe de l'article 187; si la conflagration endommage l'un de ces biens, la peine sera celle prévue audit article;
3. De l'emprisonnement à temps du second degré au moins si la conflagration met en danger

l'un des biens énumérés à l'article 186; si la conflagration endommage l'un de ces biens, la peine sera celle prévue audit article.

ART. 190.—Celui qui, par négligence, fait endommager par le feu l'un des biens énumérés à l'article 186, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à mille *yuan*.

Si la conflagration endommage l'un des biens énumérés au paragraphe premier de l'article 187, la peine sera de la détention ou de l'amende jusqu'à cinq cents *yuan*.

Si la conflagration endommage l'un des biens énumérés au paragraphe premier de l'article 188, la peine sera de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

Celui qui, par négligence, fait endommager par le feu une construction, mine, bateau ou autre bien lui appartenant, et met ainsi en danger l'un des biens énumérés aux trois paragraphes précédents, sera puni de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

ART. 191.—Celui qui détruit ou endommage par explosion une construction, une mine, un bateau ou tout autre bien, en se servant d'explosifs, de gaz, d'électricité, de vapeur ou de tout autre moyen, sera passible des peines dont est puni l'incendie causé intentionnellement ou par négligence.

ART. 192.—Celui qui, par inondation, cause un dommage à l'une des constructions ou mines énumérées à l'article 186, ou à un champ, jardin, pâturage, ou autre terrain utile, appartenant à autrui, sera puni de mort, ou de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement à temps du premier degré.

ART. 193.—Celui qui, par inondation, cause un dommage à une construction, à une mine ou à un terrain appartenant à autrui, mais ne rentrant pas dans l'énumération de l'article précédent, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré, ou de l'amende de cent à mille *yuan*.

Si l'inondation met en danger l'un des biens visés à l'article précédent, la peine sera de l'emprisonnement du second au quatrième degré; si l'inondation endommage un de ces biens, la peine sera celle prévue audit article.

ART. 194.—Celui qui, par inondation, cause un dommage à son propre terrain et met par là en danger l'un des biens visés au premier paragraphe de l'article précédent, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*; si l'inondation cause un dommage à l'un des biens visés au premier paragraphe de l'article précédent, la peine sera celle prévue audit paragraphe.

Si l'inondation met en danger l'un des biens visés à l'article 192, la peine sera de l'emprisonnement du second au quatrième degré; si elle cause un dommage à l'un de ces biens, la peine sera celle prévue audit article.

ART. 195.—Celui qui, par négligence, cause une inondation et fait ainsi endommager l'un des biens visés à l'article 192, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

Si l'inondation cause un dommage à l'un des biens visés à l'article 193, la peine sera de la détention, ou de l'amende jusqu'à cinq cents *yuan*.

Si l'inondation met en danger l'un des biens visés aux deux paragraphes précédents, la peine sera de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

ART. 196.—Celui qui, au cours d'un incendie ou d'une inondation, cache ou détruit un engin ou appareil servant à éteindre le feu ou à arrêter l'inondation, ou empêche une personne de prendre des mesures de défense, ou entrave par tous autres moyens les travaux de secours contre le fléau, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré, ou de l'amende de cent à mille *yuan*.

Celui qui entrave les travaux de secours contre le fléau dans les cas visés à l'article 191, sera puni des peines prévues par cet article.

ART. 197.—Celui qui entrave l'irrigation du terrain d'autrui sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*. Si l'entrave consiste à causer une inondation, la peine sera celle prévue par l'article réprimant le délit d'inondation.

Celui qui, de dessein prémédité, rend stérile le terrain d'autrui en entravant l'irrigation, sera puni de l'emprisonnement du second au quatrième degré.

Celui qui rend stérile le terrain d'autrui en entravant l'irrigation sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

ART. 198.—Celui qui commet l'un des délits prévus par le présent chapitre sur son propre bien, alors que ce bien est saisi, ou grevé d'un droit réel, ou tenu à bail par un tiers, sera considéré comme ayant commis ledit délit à l'encontre du bien d'autrui.

ART. 199.—La tentative de commettre l'un des délits prévus à l'article 186, au premier paragraphe de l'article 187, au premier paragraphe de l'article 188, à l'article 192, au premier paragraphe de l'article 193, à l'article 196, et aux premier et deuxième paragraphes de l'article 197, est punissable.

ART. 200.—Celui qui fait des préparatifs ou complot en vue de provoquer un incendie, une explosion ou une inondation sur le bien d'autrui, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*; toutefois, le délinquant peut être exempté de peine en raison des circonstances et de la nature de l'affaire.

ART. 201.—Si la perpétration du délit d'incendie, d'explosion ou d'inondation a entraîné la mort ou des lésions, il sera fait application des dispositions relatives aux lésions, et la peine sera infligée en conformité de l'article 23.

Si l'incendie, l'explosion ou l'inondation causés par négligence ont entraîné la mort ou des lésions, il sera fait application des dispositions relatives à l'homicide ou aux lésions causés par négligence, et la peine sera infligée en conformité de l'article 23.

ART. 202.—La privation des droits civiques sera infligée pour les délits prévus aux articles 186 et 192; pour les autres délits prévus au présent chapitre, elle pourra être infligée, mais seulement si le délit a été intentionnel.

CHAPITRE XIV.

DÉLITS RELATIFS AUX SUBSTANCES DANGEREUSES.

ART. 203.—Celui qui fabrique, détient ou importe de l'étranger de la dynamite, du fulminate de mercure ou tout autre explosif, dans l'intention d'en faire usage pour commettre un délit, sera puni de l'emprisonnement du second ou du troisième degré.

Celui qui fabrique, détient ou importe l'une des dites substances dans l'intention d'en pourvoir un tiers en vue de la perpétration d'un délit, sera passible de la même peine.

ART. 204.—Celui qui, sans en avoir reçu l'ordre, la permission ou l'autorité d'un service public, ou sans pouvoir en donner de raison valable, fabrique, détient ou importe de l'étranger l'une des substances énoncées à l'article précédent, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

S'il peut justifier de raisons valables, la peine sera de la détention, ou de l'amende jusqu'à cinquante *yuan*.

ART. 205.—Celui qui, sans en avoir reçu l'ordre, la permission ou l'autorité d'un service public, fabrique, détient ou importe de l'étranger des fusils ou canons servant à des usages militaires, ou des explosifs autres que ceux spécifiés à l'article 203 et servant aux mêmes usages, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

ART. 206.—Le fonctionnaire de la police ou des douanes qui, sachant qu'une personne fabrique, ou importe

de l'étranger des explosifs de la nature spécifiée à l'article 203 sans en avoir reçu l'ordre, la permission ou l'autorité d'un service public, manque à prendre les mesures requises dans l'espèce, sera puni de l'emprisonnement du premier au troisième degré.

S'il a agi d'accord avec le délinquant, il sera passible des mêmes peines que ce dernier.

ART. 207.—Celui qui met en danger la personne ou les biens d'autrui en laissant échapper du gaz, de l'électricité ou de la vapeur, ou en obstruant le courant, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

Si le délit a entraîné la mort ou des lésions, il sera fait application des dispositions relatives aux lésions, et la peine sera infligée en conformité de l'article 23.

ART. 208.—La tentative de commettre l'un des délits prévus à l'article 203, au paragraphe premier de l'article 204, à l'article 205 et au premier paragraphe de l'article 207, est punissable.

ART. 209.—La privation des droits civiques sera infligée pour les délits prévus à l'article 203; elle pourra être infligée pour les délits prévus au premier paragraphe de l'article 204 et à l'article 206.

CHAPITRE XV.

DÉLITS RELATIFS AUX COMMUNICATIONS PUBLIQUES.

ART. 210.—Celui qui endommage une voie publique, une voie navigable ou un pont, et en rend ainsi l'usage dangereux, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

Si une voie de communication importante est ainsi détériorée de telle sorte que sa remise en état exige une dépense considérable, la peine sera de l'emprisonnement du second ou du troisième degré.

Si le délit a entraîné la mort ou des lésions, il sera fait application des dispositions relatives aux lésions, et la peine sera infligée en conformité de l'article 23.

ART. 211.—Celui qui endommage une voie ferrée, un phare ou un signal, ou qui commet un acte mettant en danger le passage d'un train, d'une voiture électrique ou d'un navire, sera puni de l'emprisonnement du second au quatrième degré.

ART. 212.—Celui qui fait entrer en collision, renverser, détruire, échouer ou sombrer un train, voiture électrique ou bateau transportant des personnes, sera puni de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement à temps du second degré au moins.

Si le délit a entraîné la mort d'une personne ou des lésions pour plusieurs, la peine sera de la mort, ou de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement à temps du premier degré.

ART. 213.—Celui qui, en commettant le délit prévu à l'article 211, fait entrer en collision, renverser, détruire, échouer ou sombrer un train, voiture électrique ou bateau transportant des personnes, sera passible des peines prévues à l'article précédent.

ART. 214.—Celui qui, par négligence, met en danger le passage d'un train, voiture électrique ou bateau transportant des personnes, sera puni de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

Celui qui, par négligence, fait entrer en collision, renverser, détruire, échouer ou sombrer un train, voiture électrique ou bateau transportant des personnes, sera puni de l'amende jusqu'à cinq cents *yuan*.

Celui qui, étant employé sur ledit train, voiture électrique ou bateau, commet le délit prévu au premier paragraphe du présent article, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à mille *yuan*. S'il commet le délit prévu au second paragraphe du présent article, la peine sera de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré, ou de l'amende de cent à mille *yuan*.

Si le délit prévu par le présent article a entraîné la mort ou des lésions, il sera fait application des dispositions relatives à l'homicide et aux lésions causés par négligence, et la peine sera infligée en conformité de l'article 23.

ART. 215.—Celui qui, par violences ou fraude, entrave l'expédition, la distribution ou la réception des courriers postaux ou des correspondances télégraphiques, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

ART. 216.—Celui qui endommage les articles ou appareils à l'usage exclusif de l'administration des postes, ou requis par cette administration, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

Celui qui endommage un fil télégraphique ou téléphonique, ou un appareil ou construction servant aux communications télégraphiques ou téléphoniques, ou qui entrave d'une manière quelconque ces communications, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré, ou de l'amende de cinquante à cinq cents *yuan*.

Celui qui commet par négligence l'un des délits prévus par le présent chapitre sera puni de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

ART. 217.—Celui qui, étant employé dans le service des postes, du télégraphe ou du téléphone, commet l'un des délits prévus par l'article 215 ou par le premier paragraphe de l'article 216, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré; s'il commet le délit prévu par le second paragraphe de l'article 216, la peine sera de l'emprisonnement du second ou du troisième degré.

Si le délit est commis par négligence, la peine sera de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

ART. 218.—La tentative de commettre l'un des délits prévus par les paragraphes premier et deuxième de l'article 210, l'article 211, le paragraphe premier de l'article 212, les articles 215 et 216 et le paragraphe premier de l'article 217, est punissable.

ART. 219.—Celui qui fait des préparatifs ou qui complotte en vue de commettre le délit prévu à l'article 212,

sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

ART. 220.—La privation de droits civiques sera infligée pour les délits prévus par l'article 212; elle pourra être infligée pour les autres délits prévus par le présent chapitre, mais seulement si le délit a été intentionnel.

CHAPITRE XVI.

DÉLITS CONTRE L'ORDRE PUBLIC.

ART. 221.—Celui qui par écrits, images, discours ou par tous autres moyens, incite ouvertement une personne à commettre un délit, sera puni, savoir :

1. De l'emprisonnement du troisième au cinquième degré, ou de l'amende de trente à trois cents *yuan*, si la peine la plus forte du délit incité est la mort, ou l'emprisonnement à perpétuité;
2. De l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*, si la peine la plus forte du délit incité est l'emprisonnement à temps.

Lorsque le délit prévu par le présent article est commis par la voie de journaux ou autres écrits périodiques, ou d'ouvrages imprimés où les écrits ou opinions d'autres personnes sont réunis, l'éditeur du journal, écrit périodique ou ouvrage imprimé sera aussi puni en conformité du paragraphe précédent.

ART. 222.—Celui qui, par violence, menaces ou fraude, entrave la tenue d'une réunion publique constituée conformément à la loi, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

ART. 223.—Celui qui, par violence, menaces ou fraude :

1. Entrave le transport des grains ou autres articles d'alimentation;
2. Entrave le transport des semences, engrais, matières premières ou autres matières nécessaires à l'agriculture ou à l'industrie;
3. Apporte des entraves au travail dans une manufacture ou mine qui emploie un nombreux personnel;

sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à deux cents *yuan*.

ART. 224.—Lorsque des ouvriers d'une même entreprise font grève de concert, le meneur sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*; les autres participants seront punis de la détention, ou de l'amende jusqu'à trente *yuan*.

Si les ouvriers se rassemblent et ont recours à la violence ou aux menaces, ou paraissent vouloir y recourir, ils seront punis conformément aux dispositions des articles 164 à 167.

ART. 225.—Celui qui, sans excuse légitime, s'introduit dans une maison d'habitation, construction ou bateau qui est gardé ou occupé au moment où il y pénètre,

ou qui refuse d'en sortir lorsqu'il est sommé de se retirer, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

ART. 226.—Celui qui prétend faussement être un fonctionnaire public, ou qui, sans y être autorisé, porte un uniforme officiel, ou un insigne officiel, ou une décoration nationale ou étrangère, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

ART. 227.—La tentative de commettre l'un des délits prévus aux articles 221, 222, 223 et 225 est punissable.

ART. 228.—La privation de droits civiques peut être infligée pour les délits prévus aux articles 221, 222, 223, 225 et 226.

CHAPITRE XVII.

DÉLITS RELATIFS AUX MONNAIES.

ART. 229.—Celui qui contrefait les espèces courantes de la République sera puni de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement à temps du second degré au moins.

Celui qui met en circulation les espèces qu'il a contrefaites, ou qui les remet à autrui en vue de leur mise en circulation, sera passible de la même peine.

Les billets de banque émis sous ordre, permission ou autorité du Gouvernement sont tenus pour espèces courantes de la République.

ART. 230.—Celui qui contrefait des espèces courantes étrangères circulant sur le territoire de la République, sera puni de l'emprisonnement du premier au troisième degré.

Celui qui met en circulation les espèces qu'il a ainsi contrefaites, ou qui les remet à autrui en vue de leur mise en circulation, sera passible de la même peine.

Les billets de banque émis par des banques étrangères, et circulant sur le territoire de la République, sont tenus pour espèces étrangères courantes.

ART. 231.—Celui qui réduit le poids d'espèces d'or ou d'argent, dans l'intention de les mettre en circulation, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré; celui qui met en circulation des espèces ainsi réduites en poids, ou qui les remet à autrui en vue de leur mise en circulation, sera passible de la même peine.

Celui qui réduit le poids d'espèces étrangères circulant sur le territoire de la République, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention; celui qui met en circulation des espèces ainsi réduites, ou qui les remet à autrui en vue de leur mise en circulation, sera passible de la même peine.

ART. 232.—Celui qui, dans l'intention de les mettre en circulation, reçoit ou accepte des espèces courantes de la République contrefaites, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré; celui qui, après avoir reçu ou accepté lesdites espèces, les met en circulation ou les remet à autrui en vue de leur mise en circulation, et celui qui en importe de l'étranger, seront punis de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement à temps du second degré au moins.

Celui qui, dans l'intention de les mettre en circulation,

reçoit ou accepte des espèces courantes étrangères contrefaites, sera puni de l'emprisonnement du second, troisième ou quatrième degré s'il s'agit d'espèces dont les émissions authentiques circulent sur le territoire de la République.

Celui qui, après avoir reçu ou accepté lesdites espèces étrangères contrefaites, les met en circulation, ou les remet à autrui en vue de leur mise en circulation, et celui qui en importe de l'étranger, seront punis de l'emprisonnement du premier au troisième degré.

ART. 233.—Celui qui, dans l'intention de les mettre en circulation, reçoit ou accepte des espèces d'or ou d'argent dont le poids a été réduit, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention; celui qui, après avoir reçu ou accepté lesdites espèces, les met en circulation ou les remet à autrui en vue de leur mise en circulation, et celui qui en importe de l'étranger, seront punis de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

Celui qui, dans l'intention de les mettre en circulation, reçoit ou accepte des espèces étrangères d'or ou d'argent dont le poids a été réduit, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, s'il s'agit d'espèces dont les émissions authentiques circulent sur le territoire de la République; celui qui, après avoir reçu ou accepté lesdites espèces, les met en circulation, ou les remet à autrui en vue de leur mise en circulation, et celui qui en importe de l'étranger, seront punis de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention.

ART. 234.—Celui qui, ayant reçu des espèces pour bonnes, et ayant constaté ensuite qu'elles étaient con-

tréfaites, ou que le poids en avait été réduit, les met cependant en circulation, ou les remet à autrui en vue de leur mise en circulation, sera puni de l'amende du simple au triple de leur valeur; si la valeur triplée est inférieure à cinquante *yuan*, le maximum de l'amende sera de cinquante *yuan*, et le minimum de la valeur des espèces.

ART. 235.—La tentative de commettre l'un des délits prévus aux articles 229 à 233 est punissable.

ART. 236.—Celui qui prépare des instruments ou du matériel en vue de contrefaire des espèces courantes, ou de réduire le poids d'espèces d'or ou d'argent, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

ART. 237.—La privation de droits civiques sera infligée à tout délinquant qui aura été condamné pour l'un des délits prévus par le présent chapitre à l'emprisonnement du second degré au moins; la privation sera facultative si le délinquant a été condamné à une peine moindre.

CHAPITRE XVIII.

FAUX EN ÉCRITURE ET EN SCEAUX.

ART. 238.—Abrogé.

ART. 239.—Celui qui contrefait un document, carte ou plan public sera puni de l'emprisonnement du second au quatrième degré.

Celui qui met en circulation un document, carte ou plan public contrefait, ou qui le remet à autrui en vue de sa mise en circulation, sera passible de la même peine.

ART. 240.—Le fonctionnaire public qui, dans un document, carte ou plan public établi par lui, introduit des énonciations qu'il sait être fausses, ou qui met en circulation le document, carte ou plan renfermant lesdites énonciations, ou qui le remet à autrui en vue de sa mise en circulation, sera puni de l'emprisonnement du second au quatrième degré.

Celui qui, en faisant à un fonctionnaire public une déclaration qu'il sait être fausse, amène ce fonctionnaire à introduire ladite déclaration dans un document, carte ou plan public, ou qui met en circulation le document, carte ou plan renfermant ladite déclaration, ou qui remet à autrui ledit document, carte ou plan en vue de sa mise en circulation, sera passible de la même peine.

ART. 241.—Celui qui, en faisant à un fonctionnaire public une déclaration qu'il sait être fausse, se fait délivrer un certificat, licence ou passeport, ou fait insérer dans un certificat, licence ou passeport des énonciations fausses, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

ART. 242.—Celui qui contrefait des titres de valeurs sera puni de l'emprisonnement du second au quatrième degré.

Celui qui met en circulation des titres ainsi contrefaits, ou qui les remet à autrui en vue de leur mise en circulation, ou qui en importe de l'étranger, sera passible de la même peine.

ART. 243.—Celui qui contrefait un document, carte ou plan privé, pouvant servir de preuve des droits ou obligations d'une autre personne, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

Celui qui met en circulation un document, carte ou plan privé ainsi contrefait, ou qui le remet à autrui en vue de sa mise en circulation, sera passible de la même peine.

ART. 244.—Celui qui insère des énonciations fausses dans un document, carte ou plan lui appartenant, pour servir de preuve de ses droits ou obligations à l'égard d'un tiers, ou qui met ce document, carte ou plan en circulation, ou qui le remet à autrui en vue de sa mise en circulation, sera passible des peines prévues à l'article précédent.

ART. 245.—Le médecin ou fonctionnaire public chargé des autopsies et examens de blessures, qui insère des énonciations fausses dans un certificat de santé, de blessures ou de décès, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

Celui qui sollicite l'insertion de semblables énonciations, ou qui met ledit certificat en circulation, ou qui le remet à autrui en vue de sa mise en circulation, sera puni de la détention, ou de l'amende jusqu'à cinquante *yuan*.

ART. 246.—Celui qui contrefait l'impression d'un sceau public ou privé, ou une signature, ou qui en fait usage sans en avoir le droit, sera puni en conformité des dispositions des articles relatifs au faux en écritures publiques et privées.

Celui qui met en circulation l'impression contrefaite

d'un sceau public ou privé, ou une signature contrefaite, ou qui, par abus d'autorité, fait usage de l'impression authentique d'un sceau public ou privé, ou d'une signature authentique, sera puni en conformité des dispositions des articles relatifs à la mise en circulation de documents publics ou privés contrefaits.

ART. 247.—Abrégé.

ART. 248.—Celui qui contrefait un sceau public sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

ART. 249.—Celui qui contrefait un sceau privé sera puni de l'emprisonnement du quatrième ou du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

ART. 250.—La tentative de commettre l'un des délits prévus par le présent chapitre est punissable.

Celui qui, dans l'intention de les mettre en circulation, reçoit ou accepte un document public ou privé, l'impression d'un sceau, une signature, ou un sceau public ou privé, qui ont été ou contrefaits, ou employés sans droit ou par abus d'autorité, sera tenu pour coupable de tentative de mise en circulation.

ART. 251.—La privation de droits civiques sera infligée au délinquant qui, pour l'un des délits prévus au présent chapitre, aura été condamné à l'emprisonnement du second degré au moins; la privation sera facultative si le délinquant a été condamné à une peine moindre.

CHAPITRE XIX.

DÉLITS RELATIFS AUX POIDS ET AUX MESURES.

ART. 252.—Celui qui, dans l'intention d'en faire usage ou de les vendre, fabrique des poids ou des mesures qui ne sont pas conformes aux étalons légaux, ou altère les poids ou mesures qui y étaient conformes, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

Celui qui vend des poids ou mesures qu'il sait n'être pas conformes aux étalons légaux, sera passible de la même peine.

ART. 253.—Celui qui, ayant à faire usage de poids ou de mesures dans sa profession, a en sa possession des poids ou mesures qu'il sait n'être pas conformes aux étalons légaux, sera puni de la détention, ou de l'amende jusqu'à cinquante *yuan*.

Celui qui fait usage de poids ou mesures non conformes aux étalons légaux, et qui en tire profit, sera tenu pour coupable du délit de fraude.

ART. 254.—Celui qui, sans y avoir été autorisé, fabrique des poids ou mesures dans l'intention de les vendre ou d'en faire usage, sera puni de l'amende de trente *yuan* au plus, même si ces poids ou mesures sont conformes aux étalons légaux; celui qui vend les poids ou mesures ainsi fabriqués sera puni de l'amende du simple au double de leur prix; si le double du prix est inférieur à cinquante *yuan*, l'amende sera au maximum de cinquante *yuan* et au minimum du prix lui-même.

ART. 255.—La tentative de commettre le délit prévu par l'article 252 est punissable.

ART. 256.—La privation des droits civiques peut être infligée pour les délits prévus à l'article 252.

CHAPITRE XX.

OUTRAGES A LA RELIGION ET AUX MORTS.

ART. 257.—Celui qui se livre ouvertement à un acte irrespectueux à l'encontre d'un temple, monastère, cloître, tombeau ou autre lieu de culte, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

Celui qui trouble des rites funéraires ou un service, culte ou réunion religieuse, sera passible de la même peine.

ART. 258.—Celui qui mutilé, abandonne ou vole un cadavre, sera puni de l'emprisonnement du second au quatrième degré.

Celui qui mutilé, abandonne ou vole les ossements ou la chevelure d'un cadavre, ou un objet placé sur le cadavre, ou déposé dans le cercueil, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

ART. 259.—Celui qui mutilé, abandonne ou vole le cadavre de l'un de ses ascendants, sera puni de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement à temps du second degré au moins.

Celui qui mutilé, abandonne ou vole les ossements ou la chevelure du cadavre de l'un de ses ascendants,

ou un objet placé sur ce cadavre ou déposé dans son cercueil, sera puni de l'emprisonnement du premier au troisième degré.

ART. 260.—Celui qui viole une sépulture sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

ART. 261.—Celui qui viole la sépulture de l'un de ses ascendants sera puni de l'emprisonnement du second au quatrième degré.

ART. 262.—Celui qui viole une sépulture et en mutilé, abandonne ou vole le cadavre, sera puni de l'emprisonnement du premier au troisième degré.

Celui qui viole une sépulture et qui mutilé, abandonne ou vole les ossements ou la chevelure du cadavre, ou un objet placé sur le cadavre ou déposé dans le cercueil, sera puni de l'emprisonnement du second au quatrième degré.

ART. 263.—Celui qui viole la sépulture de l'un de ses ascendants et en mutilé, abandonne ou vole le cadavre, sera puni de mort, ou de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement à temps du premier degré.

Celui qui viole la sépulture de l'un de ses ascendants et mutilé, abandonne ou vole les ossements ou la chevelure du cadavre, ou un objet placé sur le cadavre, ou déposé dans le cercueil, sera puni de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement à temps du second degré au moins.

ART. 264.—La tentative de commettre l'un des délits prévus aux articles 258 à 261 est punissable.

ART. 265.—La privation des droits civiques sera infligée pour les délits prévus aux articles 259, 261 et 263; elle sera facultative pour les autres délits prévus par le présent chapitre.

CHAPITRE XXI.

DÉLITS RELATIFS A L'OPIMUM (1).

ART. 266.—Celui qui fabrique ou vend de l'opium, ou qui, dans l'intention de le vendre, en détient ou en importe de l'étranger, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré, et de l'amende jusqu'à cinq cents *yuan*.

ART. 267.—Celui qui fabrique ou vend des instruments ou appareils servant à fumer l'opium, ou qui, dans l'intention de les vendre, en détient ou en importe de l'étranger, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré, ou de la détention.

ART. 268.—Le fonctionnaire ou adjoint de la douane qui importe ou laisse importer de l'étranger de l'opium ou des instruments ou appareils servant à fumer l'opium, sera puni de l'emprisonnement du second ou du troisième degré et de l'amende jusqu'à mille *yuan*.

ART. 269.—Celui qui procure à autrui un local pour fumer l'opium sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, et de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

(1)—Voir plus loin le règlement du 31 décembre 1920 sur la répression de la fabrication et du commerce de la morphine.

ART. 270.—Celui qui cultive le pavot en vue de la fabrication de l'opium, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

ART. 271.—Celui qui fume l'opium sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à mille *yuan*.

ART. 272.—L'officier ou officier adjoint de police qui, dans l'exercice de ses fonctions, a connaissance de la perpétration de l'un des délits prévus par les six articles précédents, et qui manque intentionnellement à prendre de suite les mesures nécessaires, sera passible des peines prévues pour ledit délit.

ART. 273.—Celui qui détient un instrument ou appareil servant exclusivement à fumer l'opium, sera puni de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

ART. 274.—La tentative de commettre l'un des délits prévus aux articles 266 à 271 est punissable.

ART. 275.—La privation des droits civiques peut être infligée pour les délits prévus aux articles 266 à 272; si le délinquant est un fonctionnaire public, il sera relevé de ses fonctions.

CHAPITRE XXII.

JEU.

ART. 276.—Celui qui joue en misant une chose de valeur, sera puni de l'amende jusqu'à mille *yuan*. Cette règle ne s'applique pas si l'enjeu est un simple article d'amusement ou de plaisir.

Les appareils employés à jouer et les espèces trouvées sur la personne des joueurs, sont tenus pour objets ayant servi à la perpétration du délit.

ART. 277.—Celui qui fait sa profession du jeu sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

ART. 278.—Celui qui, dans un but de lucre, réunit des personnes pour jouer, et leur procure un local à cet effet, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré, et de l'amende jusqu'à cinq cents *yuan*.

ART. 279.—Celui qui émet des billets de loterie sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, et de l'amende jusqu'à deux mille *yuan*.

Celui qui sert d'intermédiaire à la vente de billets de loterie, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, et de l'amende jusqu'à mille *yuan*.

ART. 280.—Celui qui achète un billet de loterie sera puni de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

S'il en a tiré profit, le délinquant sera puni de l'amende du simple au double de la somme reçue; si le double de

la somme reçue n'atteint pas cent *yuan*, le maximum de l'amende sera de cent *yuan*, et son minimum de la somme reçue.

ART. 281.—La tentative de commettre l'un des délits prévus aux articles 278 à 280 est punissable.

ART. 282.—La privation de droits civiques sera infligée pour les délits prévus aux articles 277 et 278; elle pourra être infligée pour les délits de l'article 279.

CHAPITRE XXIII.

DÉLITS CONTRE LES BONNES MOEURS.

ART. 283.—Celui qui attente à la pudeur d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe âgé de moins de douze ans, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré, ou de l'amende de trente à trois cents *yuan*.

Si le délinquant a eu recours à la violence, aux menaces, à des stupéfiants, à l'hypnotisme, ou à tout autre moyen rendant la résistance impossible, la peine sera de l'emprisonnement du second ou du troisième degré, ou de l'amende de cinquante à cinq cents *yuan*.

ART. 284.—Celui qui commet un attentat à la pudeur sur une personne de l'un ou de l'autre sexe âgée de plus de douze ans, en recourant à la violence, aux menaces, aux stupéfiants, à l'hypnotisme ou à tout autre moyen rendant la résistance impossible, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré, ou de l'amende de trente à trois cents *yuan*.

ART. 285.—Celui qui, en recourant à la violence, aux

menaces, aux stupéfiants, à l'hypnotisme ou à tout autre moyen rendant la résistance impossible, a un commerce charnel avec une personne du sexe féminin, se rend coupable de viol, et sera puni de l'emprisonnement du premier ou du second degré.

Celui qui a un commerce charnel avec une personne du sexe féminin âgée de moins de douze ans, est tenu pour coupable de viol (1).

ART. 286.—Celui qui, profitant de ce qu'une personne est faible d'esprit ou incapable de résister, commet sur elle un attentat à la pudeur, ou a avec elle un commerce charnel, sera puni en conformité des disposition du second paragraphe de l'article 283 et des articles 284 et 285 (2).

ART. 287.—Si l'un des délits prévus par les quatre articles précédents a entraîné la mort ou des lésions, le délinquant sera passible, savoir :

1. De la mort, ou de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement à temps du premier degré, s'il y a eu mort ou lésions graves ;
2. De l'emprisonnement à perpétuité ou de l'emprisonnement à temps du premier degré, s'il y a eu infirmité.

(1)—Si le délit est commis conjointement par plusieurs personnes, chacune d'elles est passible de la peine de mort ou de l'emprisonnement à perpétuité, en vertu de l'article 3 de l'acte modificatif du 24 décembre 1914 (voir plus loin).

Aux termes de l'article 4 du même acte, l'homicide volontaire accompagnant le viol est puni de mort.

(2)—La disposition de l'article 3 de l'acte modificatif du 24 décembre 1914 est aussi applicable aux délits réprimés par l'article 286.

Si la victime du délit, par humiliation ou mortification, se suicide, ou s'inflige des lésions en tentant de se suicider, le délinquant sera puni en conformité des dispositions des numéros précédents.

ART. 288.—Celui qui, dans un but de lucre, induit une femme ou fille appartenant à une famille respectable, à avoir des relations illicites rémunérées avec un tiers, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, et de l'amende jusqu'à cent *yuan* (1).

Celui qui fait profession de commettre le délit prévu au paragraphe précédent, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré, et de l'amende jusqu'à cinq cents *yuan*.

ART. 289.—Celui qui a un commerce charnel avec une femme dont l'époux est vivant, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention. La femme adultère sera passible de la même peine.

ART. 290.—Le commerce charnel entre parents dans la ligne paternelle pour lesquels la période de deuil est fixée à trois mois au moins par la table de deuil, sera puni de l'emprisonnement du second au quatrième degré.

ART. 291.—Celui qui contracte un mariage du vivant de son conjoint, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention ; celui qui épouse une personne dont il sait que le conjoint est vivant, sera passible de la même peine.

(1)—Voir à l'article 5 de l'acte modificatif du 24 décembre 1914 l'aggravation au cas où le délit est commis au préjudice d'une parente. L'article 6 du même acte punit le commerce charnel avec une fille ou femme non mariée appartenant à une famille respectable.

ART. 292.—Celui qui vend, ou qui, dans l'intention de les vendre, fabrique, détient ou importe de l'étranger des livres, dessins ou autres articles obscènes, sera puni de la détention, ou de l'amende jusqu'à cinquante *yuan*; celui qui expose en public ces articles sera passible de la même peine.

ART. 293.—La tentative de commettre l'un des délits prévus aux articles 286 est punissable.

ART. 294.—Les délits prévus par les articles 283 à 286 ne seront poursuivis que sur plainte de la partie lésée ou d'un parent de cette partie.

Le délit prévu à l'article 289 ne sera poursuivi que sur plainte de l'époux; la plainte ne sera pas recevable si l'époux a été de connivence, ou s'il a transigé moyennant un avantage quelconque.

Le délit prévu à l'article 290 ne peut être poursuivi que sur la plainte d'un ascendant ou de l'époux de la femme (1).

ART. 295.—Celui qui, pour avoir commis l'un des délits prévus par le présent chapitre, aura été condamné à l'emprisonnement à temps du second degré au moins, sera privé de ses droits civiques. S'il a été condamné à une peine moindre, la privation des droits civiques sera facultative (2).

(1)—Toutefois, si le délinquant s'est concurremment rendu coupable d'un acte délictueux susceptible d'être poursuivi sans plainte de l'ascendant ou de l'époux, le délit de l'article 289 ou de l'article 290 pourra être poursuivi même si l'époux ni l'ascendant n'ont déposé de plainte (Article 7 de l'acte modificatif du 24 décembre 1914).

(2)—Voir l'article 14 de l'acte modificatif du 24 décembre 1914.

CHAPITRE XXIV.

POLLUTION DES EAUX POTABLES.

ART. 296.—Celui qui pollue des eaux destinées à la boisson, de manière à les rendre impropres à cet usage, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

ART. 297.—Celui qui pollue les eaux potables dont le public est alimenté par canalisations ou aqueducs, ou qui en pollue la source, de manière à les rendre impropres à la boisson, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

ART. 298.—Celui qui pollue les eaux destinées à la boisson en y introduisant des substances nuisibles à la santé, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention.

ART. 299.—Celui qui pollue les eaux potables dont le public est alimenté par canalisations ou aqueducs, ou qui en pollue la source, en y introduisant des substances nuisibles à la santé, sera puni de l'emprisonnement du premier au troisième degré.

ART. 300.—Celui qui, en endommageant ou en obstruant une canalisation, un aqueduc ou une source, interrompt l'alimentation du public en eau potable pendant deux jours ou plus, sera puni de l'emprisonnement du second ou du troisième degré.

ART. 301.—Si deux ou plusieurs personnes s'unissent pour interrompre pendant deux jours ou plus l'alimen-

tation du public en eau potable, le meneur sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*; les autres délinquants seront punis de la détention, ou de l'amende jusqu'à trente *yuan*.

ART. 302.—La tentative de commettre les délits prévus aux articles 296 à 301 est punissable.

ART. 303.—Si l'un des délits prévus aux articles 296 à 299 a entraîné la mort ou des lésions, il sera fait application des dispositions relatives aux lésions, et la peine sera infligée en conformité de l'article 23.

ART. 304.—Celui qui, pour avoir commis l'un des délits prévus par le présent chapitre, aura été condamné à l'emprisonnement du second degré au moins, sera privé de ses droits civiques; s'il a été condamné à une peine moindre, la privation des droits civiques sera facultative.

CHAPITRE XXV.

DÉLITS CONTRE LA SANTÉ PUBLIQUE.

ART. 305.—Celui qui descend à terre d'un navire arrivant d'un autre port, ou qui décharge de ce navire une marchandise quelconque, en violation des règlements quaranténaires, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

Le commandant du navire, ou représentant de ce commandant, qui commet le délit prévu au paragraphe pré-

cédent, ou qui, sachant que ce délit est commis par d'autres personnes, ne cherche pas à l'empêcher, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à deux mille *yuan*.

ART. 306.—Celui qui met sciemment en vente des articles nuisibles à la santé, aliments, boissons, ustensiles servant à manger ou à boire, ou jouets, sera puni de l'amende du simple au double de leur valeur; si le double de la valeur est inférieur à cinquante *yuan*, le maximum de l'amende sera de cinquante *yuan* et le minimum du montant de la valeur.

ART. 307.—Celui qui, sciemment, vend des drogues ou préparations médicinales en violation des lois ou ordonnances, sera puni de l'amende du simple au double de leur prix; si le double du prix est inférieur à cinquante *yuan*, le maximum de l'amende sera de cinquante *yuan* et le minimum du montant du prix.

ART. 308.—Celui qui exerce la profession de médecin sans la permission des autorités sera puni de l'amende jusqu'à cinq cents *yuan*.

ART. 309.—La tentative de commettre le délit prévu par l'article 305 est punissable.

ART. 310.—La privation de droits civiques peut être infligée pour le délit prévu au paragraphe deuxième de l'article 305.

CHAPITRE XXVI.

HOMICIDE ET LÉSIONS.

ART. 311.—Celui qui commet le délit d'homicide sera puni de mort, ou de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement à temps du premier degré.

ART. 312.—Celui qui commet le délit d'homicide à l'encontre de l'un de ses ascendants sera puni de mort.

ART. 313.—Celui qui cause des lésions à autrui sera puni, savoir :

1. De l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement à temps du premier ou du second degré, s'il y a eu mort ou lésion grave ;
2. De l'emprisonnement du premier au troisième degré, si les lésions ont entraîné une infirmité ;
3. De l'emprisonnement du troisième au cinquième degré au cas de lésions légères (1).

ART. 314.—Celui qui cause des lésions à l'un des ses ascendants sera puni, savoir :

1. De mort, ou de l'emprisonnement à perpétuité, s'il y a eu mort ou lésion grave ;
2. De mort, ou de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement à temps du premier

(1)—Au cas de lésions infligées par un ascendant à un descendant, la peine peut être remise en raison des circonstances de l'affaire (Article 8 de l'acte modificatif du 24 décembre 1914).

degré, si les lésions ont entraîné une infirmité ;

3. De l'emprisonnement du premier au troisième degré au cas de lésions légères.

ART. 315.—Celui qui, étant présent à la perpétration de l'un des délits prévus aux deux articles précédents, l'encourage sans y prendre part, en sera tenu pour complice.

ART. 316.—Lorsque deux ou plusieurs personnes prennent part en même temps à un acte qui cause des lésions à autrui, elles sont toutes tenues pour auteurs principaux.

Si l'acte cause des lésions à deux ou plusieurs personnes en même temps, les délinquants sont tenus pour auteurs principaux de la lésion la plus grave.

Celui qui, présent à la perpétration de l'un des délits prévus aux deux paragraphes précédents, l'encourage, en sera tenu pour complice, bien que sa participation à la perpétration du délit ne puisse être prouvée.

ART. 317.—Celui qui use de violence à l'encontre de l'un de ses ascendants sans lui causer de lésion, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

ART. 318.—Celui qui se bat en duel sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

Lorsque le délit prévu au paragraphe précédent a entraîné la mort, ou des lésions, il sera fait application, suivant les cas, des dispositions relatives à l'homicide intentionnel, ou aux lésions intentionnelles ; lorsque

un certain nombre de personnes se battent en duel, elles seront tenues pour coupables d'émeute.

ART. 319.—Celui qui prend part à un duel, à quelque titre que ce soit, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*. Celui qui procure sciemment un emplacement pour se battre en duel, sera passible de la même peine.

ART. 320.—Celui qui incite une personne à se suicider, ou qui la met à mort avec son consentement, sera puni de l'emprisonnement du second au quatrième degré.

Celui qui aide une personne à se suicider, ou qui la met à mort sur sa demande, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

Celui qui commet l'un des délits prévus par le présent article en exécution du dessein arrêté avec le défunt de se donner la mort ensemble, peut être exempt de peine.

ART. 321.—Celui qui incite l'un de ses ascendants à se suicider, ou qui le met à mort avec son consentement, sera puni de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement à temps du premier ou du second degré.

Celui qui aide l'un de ses ascendants à se suicider, ou qui le met à mort sur sa demande, sera puni de l'emprisonnement du premier au troisième degré.

ART. 322.—Celui qui incite une personne à s'infliger elle-même une lésion, ou qui lui inflige une lésion avec son consentement, sera puni, savoir :

1. De l'emprisonnement du troisième au cinquième degré, s'il y a eu mort ou lésion grave ;
2. De l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*, si la lésion a entraîné une infirmité ;
3. De l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan* au cas de lésions légères.

Celui qui aide une personne à s'infliger elle-même une lésion, ou qui lui inflige une lésion à sa demande, sera puni, savoir :

1. De l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*, s'il y a eu mort ou lésion grave ;
2. De l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*, si la lésion a entraîné une infirmité ;
3. De la détention ou de l'amende jusqu'à cinquante *yuan*, au cas de lésions légères.

ART. 323.—Celui qui incite l'un de ses ascendants à s'infliger lui-même une lésion, ou qui lui inflige une lésion avec son consentement, sera puni, savoir :

1. De l'emprisonnement du premier au troisième degré, s'il y a eu mort ou lésion grave ;
2. De l'emprisonnement du second au quatrième degré, si la lésion a entraîné une infirmité ;
3. De l'emprisonnement du troisième au cinquième degré au cas de lésions légères.

Celui qui aide l'un de ses ascendants à s'infliger lui-mé-

me une lésion, ou qui lui inflige une lésion sur sa demande, sera puni, savoir :

1. De l'emprisonnement du second ou du troisième degré, s'il y a eu mort ou lésion grave ;
2. De l'emprisonnement du troisième au cinquième degré, si la lésion a entraîné une infirmité ;
2. De l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*, au cas de lésions légères.

ART. 324.—Celui qui cause la mort ou des lésions par négligence, sera puni, savoir :

1. De l'amende jusqu'à cinq cents *yuan* s'il y a eu mort ou lésion grave ;
2. De l'amende jusqu'à trois cents *yuan*, si la lésion a entraîné une infirmité ;
3. De l'amende jusqu'à cent *yuan* au cas de lésions légères.

ART. 325.—Celui qui, par négligence, cause la mort de l'un de ses ascendants, ou lui cause des lésions, sera puni, savoir :

1. De l'emprisonnement du troisième au cinquième degré, ou de l'amende de cent à mille *yuan*, s'il y a eu mort ou lésion grave ;
2. De l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cinq cents *yuan*, si la lésion a entraîné une infirmité ;

3. De l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*, au cas de lésions légères.

ART. 326.—Celui qui manque à donner à son travail l'attention nécessaire, et cause ainsi la mort ou des lésions, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à deux mille *yuan*.

ART. 327.—La tentative de commettre l'un des délits prévus par les articles 311 et 312, le paragraphe premier de l'article 318, et les articles 319 à 221, est punissable.

ART. 328.—Celui qui fait des préparatifs ou qui complotte en vue de commettre le délit prévu à l'article 311, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

Celui qui fait des préparatifs ou qui complotte en vue de commettre le délit prévu à l'article 318, sera puni de la détention, ou de l'amende jusqu'à cinquante *yuan*.

Suivant les circonstances de l'affaire, la peine des délits prévus aux deux paragraphes précédents peut être remise.

ART. 329.—Celui qui fait des préparatifs ou qui complotte en vue de commettre le délit prévu à l'article 312, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

ART. 330.—Les délits prévus au paragraphe troisième de l'article 314, à l'article 317, et au paragraphe troisième de l'article 325, ne seront poursuivis que sur plainte de la partie lésée.

ART. 331.—La privation de droits civiques sera infligée pour les délits prévus à l'article 312, aux paragraphes premier et deuxième de l'article 314, et à l'article 326; elle pourra être infligée pour tous les autres délits prévus par le présent chapitre, sauf celui de l'article 324.

CHAPITRE XXVII.

AVORTEMENT.

ART. 332.—La femme enceinte qui se fait avorter en prenant des médicaments, ou par tout autre moyen, sera punie de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *juan*.

ART. 333.—Celui qui fait avorter une femme sur sa demande, ou avec son consentement, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention.

ART. 334.—Sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré celui qui commet l'un des actes suivants :

1. Qui fait avorter une femme par violence, menaces ou fraude ;
2. Qui fait avorter une femme après avoir extorqué son consentement par violence, menaces ou fraude ;
3. Qui, par violence, menaces ou fraude, fait avorter une femme sans son consentement ;
4. Qui, en usant de violence ou de menaces à l'encontre d'une femme qu'il sait être enceinte, la fait avorter.

ART. 335.—Le médecin, la sage-femme, le pharmacien ou le droguiste, qui se rend coupable du délit prévu à l'article 333, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

Le médecin, la sage-femme, le pharmacien ou le droguiste, qui se rend coupable par fraude du délit prévu à l'article 334, sera puni de l'emprisonnement du second ou du troisième degré.

ART. 336.—La tentative de commettre l'un des délits prévus par les paragraphes un à trois de l'article 335 est punissable.

ART. 337.—Si le délit prévu à l'article 333 a entraîné la mort de la femme, ou des lésions graves, la peine sera de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

Si le délit prévu à l'article 334 a entraîné la mort de la femme, ou des lésions graves, les dispositions relatives aux lésions seront appliquées, et la peine sera infligée en conformité de l'article 23.

ART. 338.—La privation de droits civiques peut être infligée pour les délits prévus par le présent chapitre.

CHAPITRE XXVIII.

ABANDON.

ART. 339.—Celui qui, étant tenu par la loi ou les ordonnances, ou par contrat, d'aider, d'entretenir ou de protéger un vieillard, un enfant, un mutilé, un infirme ou un malade, l'abandonne, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

ART. 340.—Celui qui abandonne l'un de ses ascendants, sera puni de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement à temps du second degré au moins.

ART. 341.—Celui qui, ayant trouvé à l'état d'abandon, sur sa propriété ou dans un lieu placé sous son contrôle, un vieillard, un enfant, un mutilé, un infirme ou un malade, ne lui donne pas la protection nécessaire et ne prévient pas la police ou autre autorité compétente, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

L'officier de police ou autre fonctionnaire compétent qui, dans l'exercice de ses fonctions officielles, manque à prendre les mesures nécessaires, ou à assurer promptement la protection requise, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

ART. 342.—Si l'un des délits prévus aux articles 339 et 340 entraîne la mort ou des lésions, il sera fait application des dispositions relatives aux lésions, et la peine sera infligée en conformité de l'article 23.

ART. 343.—La privation de droits civiques sera infligée pour le délit prévu à l'article 340; elle sera facultative pour les autres délits prévus par le présent chapitre.

CHAPITRE XXIX.

ARRESTATION ET EMPRISONNEMENT ILLÉGAUX.

ART. 344.—Celui qui arrête ou incarcère une personne sans en avoir l'autorité, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré (1).

ART. 345.—Celui qui arrête ou incarcère, sans en avoir l'autorité, l'un de ses ascendants, sera puni de l'emprisonnement du premier au troisième degré.

ART. 346.—Le juge, procureur, officier de police, fonctionnaire du service pénitentiaire, fonctionnaire administratif ou adjoint, qui arrête ou incarcère une personne en abusant de son autorité, sera puni de l'emprisonnement du second ou du troisième degré.

ART. 347.—Si le délit prévu par le présent chapitre a entraîné la mort ou des lésions, il sera fait application des dispositions relatives aux lésions, et la peine sera infligée en conformité de l'article 23.

ART. 348.—La privation de droits civiques pourra être infligée pour les délits prévus au présent chapitre.

(1)—D'après l'article 11 de l'acte modificatif du 24 décembre 1914, le père et la mère peuvent, dans l'exercice de leurs droits de puissance paternelle, faire infliger à leur fils par le tribunal, à titre de correction, une peine de six mois de détention au plus.

CHAPITRE XXX.

DÉTOURNEMENT ET ENLÈVEMENT (1).

ART. 349.—Celui qui, par violence, menaces ou fraude, attire ou enlève une personne du sexe féminin ou un individu du sexe masculin âgé de moins de vingt ans, se rend coupable d'enlèvement, et sera puni de l'emprisonnement du second ou du troisième degré (2).

Celui qui commet un enlèvement sans violence, menaces ou fraude, se rend coupable de détournement et sera puni de l'emprisonnement du troisième degré.

Celui qui détourne un mineur de l'un ou de l'autre sexe âgé de moins de seize ans, est tenu pour coupable d'enlèvement.

ART. 350.—Celui qui transporte hors de la juridiction de la République une personne du sexe féminin, ou un individu du sexe masculin âgé de moins de vingt ans, après l'avoir enlevé, sera puni de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement à temps du second degré au moins (3).

S'il y avait eu seulement détournement, la peine sera de l'emprisonnement du second ou du troisième degré.

ART. 351.—Celui qui enlève un individu de l'un ou de l'autre sexe dans un but de lucre, sera puni de l'emprison-

(1)—L'article 9 de l'acte modificatif du 24 décembre 1914 punit des peines portées aux articles 349, 351, 352, 353 et 355 celui qui, étant tenu par la loi ou par contrat d'aider, de protéger ou d'entretenir une personne, la vend avec ou sans son consentement.

(2)—L'article 10 de l'acte modificatif du 24 décembre 1914 aggrave d'un degré la peine des délits prévus par les premiers paragraphes des articles 349 à 352 lorsqu'ils sont commis par trois ou plus de trois personnes en armes.

(3)—Voir la note de l'article 349.

nement à perpétuité ou de l'emprisonnement à temps du second degré au moins (1).

S'il y avait eu seulement détournement, la peine sera de l'emprisonnement du second ou du troisième degré.

ART. 352.—Celui qui, dans un but de lucre, transporte hors de la juridiction de la République une personne du sexe féminin, ou un individu du sexe masculin âgé de moins de vingt ans, après l'avoir enlevé, sera puni de mort, ou de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement à temps du premier degré (2).

S'il y avait eu seulement détournement, la peine sera de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement à temps du second degré au moins.

ART. 353.—Celui qui, en vertu d'une entente préalable, reçoit ou cache quelqu'un qui a été enlevé ou détourné, sera puni en conformité des dispositions des quatre articles précédents.

S'il n'y a pas eu entente préalable, la peine sera, savoir :

1. De l'emprisonnement du troisième au cinquième degré, si le délinquant a reçu ou caché quelqu'un qui a été enlevé ou détourné dans les conditions prévues par l'article 349, le paragraphe deuxième de l'article 350, ou le paragraphe deuxième de l'article 351 ;
2. De l'emprisonnement du premier au troisième degré, si le délinquant a reçu ou caché quelqu'un qui a été enlevé ou détourné dans les conditions prévues par le paragraphe

(1)—Voir la note de l'article 349.

(2)—Voir la note de l'article 349.

premier de l'article 350, le paragraphe premier de l'article 351, ou l'article 352.

ART. 354.—La tentative de commettre l'un des délits prévus par le présent chapitre est punissable (1).

ART. 355.—Les délits prévus par les articles 349 et 353 ne peuvent être poursuivis que sur plainte de la partie lésée.

Si la personne enlevée ou détournée a épousé le délinquant, la plainte ne sera recevable qu'autant que les parties auront divorcé.

ART. 356.—La privation de droits civiques sera infligée à tout délinquant qui aura commis l'un des délits prévus par le présent chapitre dans un but de lucre ; dans les autres cas, elle sera facultative (2).

CHAPITRE XXXI.

DÉLITS RELATIFS A LA SURETÉ PERSONNELLE,

AU CRÉDIT, A LA RÉPUTATION ET AUX SECRETS PRIVÉS.

ART. 357.—Celui qui menace une personne en lui faisant craindre une atteinte à sa vie, à sa personne, à sa liberté, à sa réputation, ou à ses biens, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

Celui qui menace une personne en lui faisant craindre une atteinte dirigée contre l'un de ses parents, sera passible de la même peine.

(1)—Voir l'article 13 de l'acte modificatif du 24 décembre 1914.

(2)—Voir l'article 14 de l'acte modificatif du 24 décembre 1914.

ART. 358.—Celui qui, par violence ou menaces, fait accomplir à une autre personne un acte qu'elle n'est pas tenue légalement d'accomplir, ou l'empêche d'accomplir un acte qu'elle a le droit d'accomplir, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

ART. 359.—Celui qui, en faisant circuler des rumeurs ou par fraude, nuit au crédit personnel, ou d'affaires, d'un tiers, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

ART. 360.—Celui qui injurie publiquement une personne, par l'allégation de certains faits, que cette allégation soit ou non fondée, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

ART. 361.—Celui qui commet à l'encontre de l'un de ses ascendants l'un des délits prévus aux articles 357, 359 et 360, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention.

Celui qui commet à l'encontre de l'un de ses ascendants le délit prévu à l'article 358, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

ART. 362.—Celui qui, sans excuse légale, ouvre, cache ou détruit une lettre appartenant à autrui, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

Celui qui, sans excuse légale, publie un document, écrit, carte ou plan, confidentiel et appartenant à autrui, sera passible de la même peine.

ART. 363.—Celui qui à raison de sa position présente ou passée de prêtre bouddhiste ou taoïste, de médecin, de pharmacien, de droguiste, de sage-femme, d'homme de loi, ou de notaire, est dépositaire de secrets d'autrui, et les révèle sans excuse légale, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*. S'il les publie sans excuse légale, la peine sera de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan* (1).

ART. 364.—La tentative de commettre l'un des délits prévus aux articles 358 et 359 est punissable.

ART. 365.—Les délits prévus par le présent chapitre, à l'exception de celui de l'article 358, ne peuvent être poursuivis que sur plainte de la partie lésée.

ART. 366.—La privation de droits civiques peut être infligée pour les délits prévus au présent chapitre.

CHAPITRE XXXII.

VOL ET BRIGANDAGE.

ART. 367.—Celui qui, sans le consentement du propriétaire, s'empare d'une chose dans l'intention de se l'approprier ou de l'attribuer à un tiers, se rend coupable de vol, et sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

ART. 368.—Celui qui commet un vol :

1. En pénétrant avec effraction dans une habita-

(1)—Voir l'article 106 du Règlement de procédure pénale.

tion, une construction, une mine ou un navire appartenant à autrui, et gardé ou occupé au moment du délit ;

2. A trois ou plus de trois personnes réunies ;
- sera puni de l'emprisonnement du second ou du troisième degré.

ART. 369.—Abrogé.

ART. 370.—Celui qui, par violence ou menaces, s'empare d'une chose contre la volonté de son propriétaire, dans l'intention de se l'approprier ou de l'attribuer à un tiers, se rend coupable de brigandage, et sera puni de l'emprisonnement du premier au troisième degré.

Celui qui, en recourant aux stupéfiants, à l'hypnotisme, ou à tous autres moyens, met le propriétaire dans l'impossibilité de résister, et s'empare ainsi de son bien contre sa volonté, sera passible de la même peine.

ART. 371.—Celui qui, ayant commis un vol, a recours à la violence ou aux menaces pour conserver la chose volée, ou pour échapper à l'arrestation, ou pour détruire les preuves du délit, est tenu pour coupable de brigandage.

ART. 372.—En dehors des cas prévus aux articles 370, 375 et 377, celui qui, par violence ou menaces, attribue à un tiers sur une chose un droit illégitime, est tenu pour coupable de brigandage.

ART. 373.—Celui qui se rend coupable de brigandage :

1. En pénétrant par effraction dans une habitation, une construction, une mine ou un

navire appartenant à autrui, et gardé ou occupé au moment du délit ;

2. A trois ou plus de trois personnes réunies ;
3. En infligeant à autrui des lésions autres que la mort ou des lésions graves ;

sera puni de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement à temps du second degré au moins.

ART. 374.—Le brigandage commis :

1. Sur les grands chemins, à trois ou plus de trois personnes réunies ;
2. Sur mer ;
3. En infligeant la mort ou des lésions graves, ou en infligeant des lésions à deux ou plus de deux personnes ;
4. Avec accompagnement de viol ;

sera puni de mort, ou de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement à temps du premier degré.

ART. 375.—Abrogé.

ART. 376.—Celui qui, en commettant le délit de brigandage, se rend coupable d'homicide intentionnel, sera puni de mort ou de l'emprisonnement à perpétuité.

ART. 377.—Celui qui se rend coupable de vol d'une chose qui lui appartient en tout ou en partie, mais qu'une tierce personne se trouve détenir de bonne foi en vertu d'un droit de co-propriété ou de gage, ou d'un autre droit réel, ou en exécution d'un ordre émané d'un service public compétent, sera puni de l'amende du simple au double de la valeur de la dite chose ; si le double de la valeur n'atteint pas cinquante *yuan*, le maximum de

l'amende sera de cinquante *yuan* et le minimum de la valeur de la chose.

Celui qui commet le délit prévu au paragraphe précédent en pénétrant par effraction dans une habitation, une construction, une mine ou un navire appartenant à autrui, et gardé ou occupé au moment du délit, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, et de l'amende prévue par le précédent paragraphe.

Si le délit est commis avec recours à la force, le délinquant sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, et de l'amende prévue par le premier paragraphe du présent article.

ART. 378.—Pour la constitution des délits prévus par le présent chapitre, sont tenues pour susceptibles d'appropriation l'électricité, ainsi que toutes choses dont l'appropriation privée est interdite.

ART. 379.—La tentative de commettre l'un des délits prévus au présent chapitre, à l'exception de ceux du troisième paragraphe de l'article 373 et du troisième paragraphe de l'article 374, est punissable.

ART. 380.—La privation des droits civiques sera infligée pour les délits prévus aux articles 368 à 376 ; elle sera facultative pour les autres délits prévus au présent chapitre.

ART. 381.—Si l'un des délits prévus à l'article 367, ou au premier paragraphe de l'article 377, est commis par le délinquant à l'encontre de l'un de ses parents en ligne directe, ou de son conjoint, ou d'un autre parent vivant dans la maison, le délinquant sera exempt de peine.

Les délits prévus à l'article précédent, s'ils sont commis à l'encontre de parents autres que ceux qui y sont mentionnés, ne pourront être poursuivis que sur plainte de la partie lésée.

Les dispositions des deux paragraphes précédents ne s'appliquent pas au co-délinquant du parent de la partie lésée.

CHAPITRE XXXIII.

FRAUDE.

ART. 382.—Celui qui, par des manœuvres frauduleuses, ou par intimidation, se fait livrer une chose par autrui dans l'intention de se l'approprier, ou de l'attribuer à un tiers, se rend coupable de fraude, et sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

Celui qui, par les moyens spécifiés au paragraphe précédent, s'attribue ou attribue à un tiers sur une chose un droit illégitime, sera passible des mêmes peines.

ART. 383.—Celui qui, dans l'intention de s'attribuer ou d'attribuer à un tiers un bénéfice, ou de nuire à son commettant, agit contrairement à ses devoirs dans l'administration des affaires de ce commettant, et inflige ainsi un dommage aux biens dudit commettant, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré, ou de l'amende de cent à mille *yuan*.

ART. 384.—Celui qui, profitant de l'inexpérience d'une personne âgée de moins de seize ans, ou de l'état de faiblesse d'esprit d'une personne, se fait livrer des biens appartenant à cette personne ou à autrui, ou s'attribue ou attribue à un tiers sur ces biens un droit illégitime,

ou cause un dommage aux biens de ladite personne, sera passible des peines prévues aux deux articles précédents.

ART. 385.—Lorsque l'un des délits prévus par les trois articles précédents est commis par trois ou plus de trois personnes réunies, la peine sera de l'emprisonnement du second ou du troisième degré.

ART. 386.—Le fonctionnaire public qui, dans l'intention de s'attribuer ou d'attribuer à un tiers un bénéfice, ou de nuire à l'Etat ou à un service public, agit contrairement à ses devoirs dans l'exercice de ses fonctions, et inflige ainsi un dommage à l'Etat ou à un service public, sera puni de l'emprisonnement du second ou du troisième degré.

ART. 387.—Abrogé.

ART. 388.—La tentative de commettre l'un des délits prévus par le présent chapitre est punissable.

ART. 389.—La privation de droits civiques sera infligée pour les délits prévus aux articles 385 à 387; elle sera facultative pour les autres délits prévus par le présent chapitre.

ART. 390.—Les dispositions du paragraphe premier de l'article 377, et celles des articles 378 et 381, s'appliquent *mutatis mutandis* aux délits prévus par le présent chapitre.

CHAPITRE XXXIV.

ABUS DE CONFIANCE.

ART. 391.—Celui qui s'approprie une chose qui, en vertu des lois ou ordonnances, ou d'un contrat, ou du fait qu'il en a la gestion, se trouve placée sous son administration ou sa garde, ou qu'il détient comme co-propriétaire, ou qui se trouve en sa possession bien que grevée, au profit d'un tiers, d'un droit de propriété, ou de gage, ou de tout autre droit réel, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré.

Celui qui s'approprie une chose placée sous sa garde par ordre d'un service public sera passible de la même peine, nonobstant le fait qu'il a sur cette chose un droit de propriété ou de possession.

ART. 392.—Celui qui s'approprie une chose qui, en raison de ses fonctions officielles ou de sa profession privée, a été placée sous son administration ou sa garde, ou qu'il détient comme co-propriétaire avec d'autres, ou qui se trouve en sa possession bien que grevée, au profit d'un tiers, d'un droit de propriété ou de gage, ou de tout autre droit réel, sera puni de l'emprisonnement du troisième ou du quatrième degré. Le co-délinquant qui n'exerce pas lesdites fonctions officielles ou ladite profession privée sera puni en conformité du paragraphe premier de l'article 33.

ART. 393.—Celui qui trouve et s'approprie un objet perdu, une épave, ou une chose dont le propriétaire n'a plus la possession, sera puni de l'amende du simple au double de la valeur de l'objet; si le double de la valeur est inférieur à cinquante *yuan*, le maximum

de l'amende sera de cinquante *yuan* et le minimum de la valeur de l'objet.

Lorsqu'une personne, de bonne foi mais par erreur, se fait remettre la chose d'autrui, ou lorsque, par suite de l'erreur d'un tiers, cette chose lui est remise, la chose est considérée comme objet perdu.

ART. 394.—La tentative de commettre l'un des délits prévus aux articles 391 et 392 est punissable.

ART. 395.—La privation de droits civiques peut être infligée pour les délits prévus aux articles 391 et 392.

ART. 396.—Les dispositions du paragraphe premier de l'article 377, et des articles 378 et 381, s'appliquent *mutatis mutandis* aux délits prévus par le présent chapitre.

CHAPITRE XXXV.

RECEL.

ART. 397.—Celui qui accepte le don d'une chose volée ou obtenue par des moyens illégaux, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*.

Celui qui transporte, reçoit en dépôt ou achète une chose volée ou obtenue par des moyens illégaux, ou aide à en disposer, sera puni de l'emprisonnement du second ou du troisième degré.

Celui qui tire profit de la perpétration du délit prévu au paragraphe précédent, sera, en outre de la peine y prévue, puni de l'amende du simple au double du profit réalisé; si le double du profit est inférieur à cin-

quante *yuan*, le maximum de l'amende sera de cinquante *yuan* et le minimum du montant du profit.

ART. 398.—Si la chose qui a servi à commettre l'un des délits prévus à l'article précédent est le produit de l'un des délits réprimés par l'article 377, et par les articles auxquels l'article 377 est applicable *mutatis mutandis*, la peine sera de l'amende prévue par le premier paragraphe dudit article 377.

ART. 399.—La tentative de commettre l'un des délits prévus par le présent chapitre est punissable.

ART. 400.—Celui qui fait profession de commettre le délit prévu au deuxième paragraphe de l'article 397 sera privé de ses droits civiques; la privation sera facultative dans tous les autres cas tombant sous le coup du présent chapitre.

ART. 401.—Les dispositions du paragraphe premier de l'article 377, et des paragraphes premier et troisième de l'article 381, s'appliquent *mutatis mutandis* à tous les délits prévus par le présent chapitre.

CHAPITRE XXXVI.

DESTRUCTIONS ET DOMMAGES.

ART. 402.—Abrogé.

ART. 403.—Celui qui détruit un document public dont un service public ou un fonctionnaire public a la garde, ou qui endommage un sceau public, sera puni de l'em-

prisonnement du second au quatrième degré.

ART. 404.—Celui qui détruit un document relatif aux droits ou obligations d'autrui, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré, ou de l'amende de trente à trois cents *yuan*.

ART. 405.—Celui qui endommage une construction, mine ou navire appartenant à autrui, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré, ou de l'amende de cent à mille *yuan*.

Celui qui endommage l'une des constructions, mines ou navires visés à l'article 186 sera puni de l'emprisonnement du second ou du troisième degré.

Si le délit a entraîné la mort ou des lésions, il sera fait application des dispositions relatives aux lésions, et la peine sera infligée en conformité de l'article 23.

ART. 406.—Sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuan*, celui qui commet l'un des actes suivants :

1. Qui endommage un objet appartenant à autrui, autre que les biens énumérés à l'article précédent ;
2. Qui fait échapper le gaz, ou la vapeur, ou une substance gazeuse ou liquide appartenant à autrui, ou qui par tout autre moyen en rend l'utilisation impossible ;
3. Qui met en liberté un animal appartenant à autrui et en cause ainsi la perte.

ART. 407.—Celui qui endommage, fait échapper ou fait

perdre un bien quelconque lui appartenant mais grevé d'un droit réel au profit d'un tiers, ou dont la garde a été confiée à un tiers, ou lui a été confiée à lui-même, en exécution d'un ordre émané d'un service public, sera puni de l'amende du simple au double de la valeur de ce bien; si le double de la valeur n'atteint pas cinquante *yuán*, le maximum de l'amende sera de cinquante *yuán* et le minimum sera de la valeur du bien.

ART. 408.—Les dispositions des articles 378 et 381 s'appliquent *mutatis mutandis* aux délits prévus par l'article 404 et par les paragraphes premier et deuxième de l'article 405.

ART. 409.—La tentative de commettre l'un des délits prévus par les articles 402 à 404, par les paragraphes premier et deuxième de l'article 405, et par les articles 406 et 408, est punissable.

ART. 410.—Celui qui, pour avoir commis l'un des délits prévus par le présent chapitre, aura été condamné au moins à l'emprisonnement du second degré, sera privé de ses droits civiques; s'il a été condamné à une peine moindre, la privation de droits civiques sera facultative.

ART. 411.—Les délits prévus aux articles 406 et 407 ne peuvent être poursuivis que sur plainte de la partie lésée.

ACTE MODIFICATIF

DU CODE PÉNAL PROVISOIRE.

(Décret Présidentiel du 24 décembre 1914.)

ARTICLE PREMIER.—L'article 15 du Code Pénal Provisoire n'est pas applicable lorsque l'attaque dont le délinquant a voulu se défendre venait de l'un de ses ascendants, sauf dans les cas suivants :

1. Cruauté exercée à l'encontre du fils légitime par sa belle mère, ou à l'encontre du fils d'une concubine par l'épouse du père;
2. Cruauté, ou conduite incompatible avec le lien de parenté, d'un ascendant en ligne directe du côté de l'époux.

ART. 2.—Celui qui donne asile à un délinquant mis en liberté sous caution, ou qui le cache, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention, ou de l'amende jusqu'à trois cents *yuán*.

Celui qui, dans l'intention de commettre le délit prévu au paragraphe précédent, se fait passer pour le délinquant et se livre ainsi aux autorités, sera passible de la même peine.

Le parent du délinquant qui commet en sa faveur l'un des délits prévus aux deux paragraphes précédents, sera exempt de peine.

ART. 3.—Lorsque deux ou plusieurs personnes commettent conjointement l'un des délits de commerce char-

nel prévus aux articles 285 et 286, chacun de ceux qui auront consommé le commerce charnel sera puni de mort, ou de l'emprisonnement à perpétuité.

ART. 4.—L'homicide volontaire accompagnant le viol sera puni de mort.

ART. 5.—Celui qui contraint une de ses parentes à avoir des relations illicites rémunérées, ou à exercer la prostitution, sera puni, savoir :

1. De l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention, s'il s'agit de sa fille, petite-fille, belle-fille, ou petite-belle-fille ;
2. De l'emprisonnement du troisième degré au plus; s'il s'agit de son épouse, ou d'une descendante autre que celles visées au N° précédent, mais vivant sous son toit et sous sa garde.

ART. 6.—Celui qui a un commerce charnel avec une fille ou femme non mariée et appartenant à une famille respectable, sera puni de l'emprisonnement du cinquième degré, ou de la détention; la fille ou femme sera passible de la même peine.

Le délit prévu au paragraphe précédent ne sera poursuivi que sur plainte d'un ascendant de la femme ou fille; si l'ascendant était de connivence, ou a transigé moyennant un avantage quelconque, la plainte ne sera pas recevable.

ART. 7.—Celui qui, en commettant l'un des délits prévus par les articles 289 et 290 du Code Pénal Provisoire, ou par le premier paragraphe de l'article précédent, se rend coupable d'un autre délit, pourra être poursuivi

pour le premier délit bien qu'aucune plainte n'ait été formée par une personne qualifiée à cet effet.

ART. 8.—Au cas de lésions légères infligées par un ascendant à un descendant, la peine peut être remise en raison des circonstances de l'affaire.

ART. 9.—Celui qui, étant tenu par la loi ou les ordonnances, ou par contrat, d'aider, d'entretenir ou de protéger une personne, la vend avec ou sans son consentement, sera puni en conformité des dispositions des articles 349, 351, 352 et 355 du Code Pénal Provisoire.

Celui qui, en vertu d'une entente préalable, reçoit ou cache une personne qui a été ainsi vendue, sera puni des peines portées aux articles visés par le paragraphe précédent; s'il n'y a pas eu entente préalable, la peine sera celle portée au second paragraphe de l'article 353 du Code Pénal Provisoire.

ART. 10.—Lorsque trois ou plus de trois personnes, en armes, commettent l'un des délits prévus aux premiers paragraphes des articles 349 à 352 du Code Pénal Provisoire, la peine prévue sera aggravée d'un degré. Si la peine prévue est l'emprisonnement à perpétuité, la peine de mort pourra être prononcée.

ART. 11.—Le père et la mère peuvent, dans l'exercice de leurs droits de puissance paternelle, et pour corriger leur fils, demander au tribunal de lui infliger une peine de six mois de détention au plus, à condition de ne pas tomber dans le cas du N° 1 de l'article premier du présent acte.

ART. 12.—Dans le deuxième paragraphe et dans le N° 1

du troisième paragraphe de l'article 82 du [Code Pénal Provisoire, l'expression *épouse* inclut la concubine; dans l'article 289 dudit Code l'expression *femme dont l'époux est vivant* inclut la concubine dont le chef de famille est vivant.

Dans le N° 2 de l'article premier du présent acte, l'expression *ascendant en ligne directe du côté de l'époux* doit s'entendre, dans le cas de la concubine, de l'ascendant du chef de la famille; dans l'article 5 du présent acte, les expressions *épouse, belle-fille, petite-belle-fille et autre descendante vivant sous le même toit*, doivent s'entendre respectivement de la concubine du délinquant, de la concubine de son fils ou de son petit-fils ou de celle de tout autre descendant vivant sous le même toit; l'expression *descendant* dans l'article 8 du présent acte inclut la concubine d'un descendant.

ART. 13.—La tentative de commettre l'un des délits prévus à l'article 9 du présent acte est punissable.

ART. 14.—La privation de droits civiques sera infligée à celui qui commet le délit prévu à l'article 4, ou qui commet le délit prévu à l'article 9 dans un but de lucre; elle sera facultative pour les délits prévus aux paragraphes premier et deuxième de l'article 2, et aux articles 5 et 9 du présent acte.

ART. 15.—Les dispositions du présent acte seront applicables du jour de sa promulgation.

CODE DES CONTRAVENTIONS.

(du 7 novembre 1915).

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE PREMIER.—Les dispositions du présent Code s'appliquent à toutes les contraventions commises après sa mise en vigueur.

ART. 2.—Nul ne peut être puni s'il n'a violé une disposition précise du présent Code, ou d'un règlement de police sanctionné par la loi ou par un ordre Présidentiel.

ART. 3.—L'enfant âgé de moins de douze ans qui viole l'une des dispositions du présent Code ne sera pas puni, mais un avis sera adressé à son père, frère ou tuteur, qui sera tenu pour responsable de sa conduite.

Si le délinquant n'a ni père, ni frère, ni tuteur, il sera envoyé dans une maison de correction disciplinaire, ou dans un établissement de surveillance de l'enfance, qui se chargera de son entretien et de son éducation.

ART. 4.—Un aliéné n'est pas punissable, sauf pour les contraventions qu'il peut commettre pendant ses intervalles de lucidité.

Lorsqu'un aliéné commet une contravention, punissable ou non, avis doit en être donné à son père, frère ou tuteur, qui sera tenu à l'avenir pour responsable de sa conduite.

Si l'aliéné n'a ni père, ni frère, ni tuteur, il sera interné dans un asile.

ART. 5.—Celui qui commet une contravention en se défendant ou en défendant autrui contre un danger imminent n'est pas punissable, pourvu qu'il n'ait pas employé la force au delà de ce qui est nécessaire; s'il y a eu excès, la peine peut être réduite de un ou deux degrés.

ART. 6.—N'est pas punissable celui qui commet une contravention sous l'empire de la contrainte exercée par un tiers ou par les forces de la nature.

ART. 7.—La tentative (de commettre une contravention) n'est pas punissable.

ART. 8.—La peine sera élevée d'un degré au cas de récidive lorsque la nouvelle contravention est commise dans les six mois de la condamnation pour la première, et ans le même ressort; elle sera élevée de deux degrés au cas de deuxième récidive.

Si le délinquant visé au premier paragraphe de l'article 3 ou au deuxième paragraphe de l'article 4 se rend coupable de récidive, son père, frère ou tuteur sera puni.

La peine, dans le cas du paragraphe précédent, sera limitée à l'amende.

ART. 9.—Si, dans une même affaire, le délinquant a commis des contraventions à l'encontre de plusieurs dispositions du présent Code, il sera puni séparément pour chacune d'elles.

ART. 10.—Tous ceux qui ont pris une part active à la perpétration de la contravention sont tenus pour auteurs principaux et seront punis individuellement.

Celui qui aide l'auteur principal avant la perpétration ou pendant la perpétration est tenu pour complice, et sera passible de la peine abaissée d'un degré.

ART. 11.—Celui qui incite une autre personne à commettre une contravention est un instigateur, et sera passible de la même peine que l'auteur principal.

Celui qui donne des instructions à l'instigateur est tenu pour instigateur.

ART. 12.—Celui qui incite ou aide un complice est tenu pour complice.

ART. 13.—Les peines se divisent en peines principales et peines accessoires.

Les peines principales sont :

1. La détention, de un à quinze jours ;
2. L'amende, de dix *cents* à quinze *yuan* ;
3. L'avertissement.

Les peines accessoires sont :

1. La confiscation ;
2. La suspension d'établissement ;
3. La fermeture d'établissement par ordre.

ART. 14.—La détention est subie dans les locaux officiels du tribunal de police.

ART. 15.—L'amende est payée dans les cinq jours du prononcé du jugement; si le condamné manque à la payer dans ce délai, elle est convertie en détention à raison de un jour par *yuan*; si elle est de moins de un *yuan*, la détention sera de un jour.

Le condamné peut, au cours de la détention, en convertir ce qui reste à courir en amende, déduction faite du nombre de jours de détention déjà subis.

ART. 16.—Sont sujettes à confiscation :

1. Les choses qui ont servi à exécuter la contravention ;
2. Les choses qui sont le produit de la contravention.

Sont seules sujettes à confiscation les choses dont le condamné est propriétaire exclusif.

ART. 17.—La suspension d'établissement ne peut être de plus de dix jours.

ART. 18.—La fermeture d'établissement ne sera imposée qu'au délinquant qui se rend plusieurs fois coupable de la même sorte de contravention.

ART. 19.—Celui qui, en commettant une contravention, endommage ou détruit la chose d'autrui, est tenu à réparation, en outre de sa responsabilité pénale.

ART. 20.—Si le délinquant se dénonce volontairement à la police avant toute plainte, la peine peut être réduite de un ou deux degrés, ou il peut être infligé une peine disciplinaire. La présente disposition ne s'applique pas aux cas exceptionnels prévus par le présent code.

Il en est de même du cas où le délinquant se dénonce volontairement à la partie lésée et est traduit ensuite devant le tribunal de police.

ART. 21.—La peine peut être aggravée ou réduite de un ou de deux degrés en raison de la conduite habituelle du délinquant, des motifs qui l'ont poussé à commettre l'acte, et de toutes autres circonstances.

ART. 22.—(En cas d'aggravation) la durée de la dé-

tention ne peut pas dépasser trente jours, ni le montant de l'amende trente *yuan*.

ART. 23.—Par *degré* on entend dans le présent Code un quart de la durée prescrite de la détention, ou du montant prescrit de l'amende.

Si par suite d'aggravation ou de réduction la durée de la détention n'atteint pas un jour, ou le montant de l'amende demeure inférieur à dix *cents*, la peine peut être remise ; la confiscation demeure exécutoire même si la peine principale est remise.

ART. 24.—Dans tous les cas où il est fait usage des expressions *au moins, au plus, de... à..., jusqu'à*, les chiffres mentionnés sont inclus.

ART. 25.—Le prisonnier qui, après avoir exécuté plus de la moitié de sa peine, montre des signes évidents de repentir, peut être mis en liberté.

ART. 26.—Tout agent de police dans l'exercice de ses fonctions peut mettre en état d'arrestion sans mandat le délinquant pris en flagrant délit, à moins que ce délinquant n'ait à régler d'importantes affaires, que son nom et son adresse ne soient connus de l'agent, et qu'il ne puisse être suspecté de vouloir s'enfuir.

ART. 27.—Le prévenu de contravention qui manque à comparaître devant le tribunal de police dans les trois jours de la signification de la citation peut être condamné sans être entendu.

ART. 28.—Le droit de poursuivre une contravention se prescrit par six mois du jour où elle a été commise.

Le droit d'exécuter une condamnation prononcée en vertu du présent Code se prescrit par six mois du jour du prononcé du jugement.

ART. 29.—Les délais sont calculés à raison de vingt-quatre heures par jour et de trente jours par mois.

ART. 30.—La fraction du premier jour de l'exécution d'une peine compte pour un jour. Le dernier jour doit être un jour complet.

ART. 31.—La libération de la détention doit avoir lieu le lendemain du dernier jour du terme, à midi.

CHAPITRE II.

CONTRAVENTIONS RELATIVES A LA SURETÉ PUBLIQUE.

ART. 32.—Seront punis de la détention de quinze jours au plus, ou de l'amende jusqu'à quinze *yuan* :

1. Ceux qui se livrent sans permis des autorités à la fabrication ou au commerce des pièces d'artifices.
2. Ceux qui font partir des pièces d'artifices ou qui mettent le feu à d'autres substances inflammables au milieu de la foule.
3. Ceux qui ne signalent pas à la police la découverte de poudre à fusil ou d'autres explosifs.
4. Ceux qui portent des armes sans permis des autorités.
5. Ceux qui répandent des rumeurs.
6. Ceux qui allument du feu dans une intention

malveillante à proximité d'habitations, bois ou fermes.

7. Ceux qui, dans les cas de calamités publiques, manquent à rendre le secours ou l'assistance ordonnés par les autorités.
8. Ceux qui laissent des aliénés, des chiens enragés ou des animaux dangereux divaguer dans les rues, ou pénétrer dans les habitations ou autres constructions.

CHAPITRE III.

CONTRAVENTIONS RELATIVES A L'ORDRE PUBLIC.

ART. 33.—Seront punis de la détention de quinze jours au plus, ou de l'amende jusqu'à quinze *yuan* :

1. Ceux qui se livrent au commerce ou à l'industrie en contravention des dispositions des lois et règlements.
2. Ceux qui établissent ou tiennent des théâtres ou autres endroits de divertissement public en contravention des dispositions des lois et règlements.
3. Les tenanciers de garnis qui manquent à donner avis secret à la police lorsqu'ils savent loger un individu qui est présumé avoir commis un délit grave, ou être sur le point d'en commettre un.

ART. 34.—Seront punis de la détention de dix jours au plus, ou de l'amende jusqu'à dix *yuan* :

1. Ceux qui manquent à donner à la police l'avis

prévu par les lois et règlements en cas de mariage, de naissance, de décès ou de déménagement.

2. Ceux qui construisent ou réparent des bâtiments sans permis des autorités, ou sans se conformer aux prescriptions édictées par les autorités.
3. Les tenanciers d'hôtels, guildes, ou garnis qui manquent à enregistrer les noms, âge, lieu de naissance, adresse, profession, lieu de provenance et lieu de destination de leurs clients.
4. Ceux qui s'assemblent et qui refusent de dire la vérité lorsqu'ils sont interrogés par le tribunal de police, ou de se disperser lorsqu'ils en sont sommés.
5. Ceux qui enterrent ou enlèvent sans en aviser les autorités les cadavres de personnes décédées de mort violente, ou les cadavres d'inconnus.

L'hôtel ou garni à l'encontre duquel plus de trois infractions aux dispositions du N° 3 auront été relevées en trois mois par la même juridiction, sera fermé par ordre.

ART. 35.—Seront punis de la détention de cinq jours au plus, ou de l'amende jusqu'à cinq *yuan* :

1. Ceux qui élèvent des bâtiments, murs, pavillons, etc., en dehors de leur terrain.
2. Ceux qui manquent à réparer ou à détruire un bâtiment en ruines lorsqu'ils en ont reçu l'ordre des autorités.

3. Ceux qui endommagent les arbres, appareils d'éclairage ou autres objets d'utilité publique dans les rues.
4. Ceux qui provoquent des rassemblements et causent ainsi du trouble dans les écoles, musées, bibliothèques ou lieux de divertissement public, au mépris des prohibitions.
5. Ceux qui, dans les rues ou autres lieux publics, contrefont le sifflet de la police.
6. Ceux qui chantent à haute voix dans les rues ou autres lieux publics, au mépris des prohibitions.
7. Ceux qui troublent la tranquillité des rues ou autres lieux publics, ou qui s'y endorment après s'être enivrés.
8. Ceux qui se querellent avec violence dans les rues ou autres lieux publics, au mépris des prohibitions.
9. Ceux qui pénètrent dans des zones interdites.
10. Ceux qui se cachent dans des habitations abandonnées.
11. Ceux qui font du tapage au milieu de la nuit sans justification.
12. Ceux qui s'immiscent dans le fonctionnement d'un magasin, ou de tout autre établissement d'affaires, pour se faire attribuer des avantages illégitimes.
13. Ceux qui vendent à des prix plus élevés que ceux fixés par les autorités.
14. L'ouvrier, coolie ou conducteur qui demande

plus que le prix convenu, ou qui veut extorquer un paiement non convenu à l'avance, ou qui menace (son client) en cours de route.

Dans les cas prévus aux N^o 13 et 14 le gain illégitime sera confisqué.

Lorsque plus de deux infractions aux dispositions des N^o 13 et 14 auront été relevées dans les six mois et devant la même juridiction à l'encontre de la même personne, la suspension sera ordonnée; à la troisième récidive, on prononcera la fermeture par ordre.

ART. 36.—Le propriétaire ou gérant d'une maison de thé, restaurant ou autre lieu de divertissement public qui laisse ses clients demeurer après l'heure de fermeture fixée par les autorités de police, sera puni de l'amende jusqu'à dix *yuan*.

Lorsque plus de deux infractions à la disposition ci-dessus auront été relevées dans les six mois, et devant la même juridiction, à l'encontre de la même personne, la suspension de l'établissement sera ordonnée; à la troisième récidive, on prononcera la fermeture par ordre.

ART. 37.—Celui qui demeure dans une maison de thé, un restaurant, ou un autre lieu de divertissement public, après l'heure de fermeture fixée par les autorités de police, malgré l'avertissement du propriétaire ou gérant, ou de la police, sera puni de l'amende jusqu'à cinq *yuan*.

CHAPITRE IV.

ENTRAVES A L'EXERCICE DES FONCTIONS PUBLIQUES.

ART. 38.—Seront punis de la détention de cinq jours au plus, ou de l'amende jusqu'à cinq *yuan* :

1. Ceux qui font du tapage dans les bureaux officiels ou dans tout autre lieu réservé à l'expédition des affaires publiques, au mépris des prohibitions.
2. Ceux qui enlèvent ou lacèrent les affiches officielles.

CHAPITRE V.

DÉNONCIATIONS CALOMNIEUSES, FAUX TÉMOIGNAGE, DISSIMULATION DE PREUVES.

ART. 39.—Seront punis de la détention de dix jours au plus, ou de l'amende jusqu'à dix *yuan* :

1. Ceux qui déposent de fausses plaintes contre autrui, ou qui portent de faux témoignages.
2. Ceux qui détruisent ou falsifient des preuves en vue de mettre à l'abri un contrevenant.
3. Ceux qui cachent un contrevenant ou le font échapper.

Le contrevenant aux dispositions des N^{os} 1 ou 2 sera exempt de peine s'il se dénonce aux autorités avant le prononcé du jugement; sera aussi exempt de peine le contrevenant qui cache un membre de sa famille.

CHAPITRE VI.

CONTRAVENTIONS RELATIVES AU COMMUNICATIONS PUBLIQUES.

ART. 40.—Seront punis de la détention de quinze jours au plus, ou de l'amende jusqu'à quinze *yuan* :

1. Ceux qui entravent la distribution des courriers postaux ou télégraphiques, sans que la contravention soit de nature grave.
2. Ceux qui endommagent le matériel des postes ou des télégraphes, sans que la contravention soit de nature grave.
3. Ceux qui entravent la transmission des messages télégraphiques ou téléphoniques, sans que la contravention soit de nature grave.

ART. 41.—Seront punis de la détention de cinq jours au plus, ou de l'amende jusqu'à cinq *yuan* :

1. Ceux qui négligent de couvrir ou de protéger par une clôture les égouts ou puisards de leurs terrains en bordure des voies publiques.
2. Ceux qui conduisent rapidement ou qui se précipitent au milieu de la foule, ou dans des passages étroits, au mépris des prohibitions.
3. Ceux qui négligent de pourvoir leur véhicules de clochettes ou signaux ainsi que le veulent les règlements, ou qui font usage de clochettes ou signaux non réglementaires.
4. Ceux qui, sans permis des autorités, établissent des éventaires sur les bords des rivières ou sur le côté des voies publiques.
5. Ceux qui endommagent les plaques, affiches

ou inscriptions indicatrices des rues, ponts ou autres passages publics.

6. Ceux qui entravent le passage des bacs ou ponts, ou qui font payer plus que le péage réglementaire.

Les sommes extorquées seront confisquées.

ART. 42.—Seront punis de l'amende jusqu'à cinq *yuan* :

1. Ceux qui forcent le passage de bacs ou ponts sans payer le péage requis.
2. Ceux qui étalent des objets, des jeux ou des articles d'alimentation le long des rues, au mépris des prohibitions.
3. Ceux qui endommagent les ponts ou quais en y attachant ou amarrant des véhicules ou bateaux.
4. Ceux qui entravent la circulation des piétons en faisant stationner des chevaux ou véhicules, ou en entassant du bois, des pierres, du charbon de bois ou toutes autres matières, dans les rues.
5. Ceux qui entravent la circulation en donnant à manger aux chevaux de trait dans les rues, ou en les menant en laisse.
6. Ceux qui entravent la circulation des piétons en conduisant des attelages de front.
7. Ceux qui entravent la circulation des bateaux en naviguant de front.
8. Ceux qui jettent dans les rues de la glace, de la neige, des cendres, du gravier ou des détritrus quelconques.

9. Ceux qui jouent dans les rues au mépris des prohibitions.
10. Ceux qui manquent à balayer les rues malgré l'ordre qu'ils en ont reçu des autorités.
11. Ceux qui conduisent de nuit des véhicules non pourvus de lanternes allumées.
12. Ceux qui dérobent ou éteignent les lampes destinées à l'éclairage des rues.
13. Ceux qui pénètrent de force dans un lieu au mépris des ordres de l'autorité.

CHAPITRE VII.

CONTRAVENTIONS AUX BONNES MOEURS.

ART. 43.—Seront punis de la détention de quinze jours au plus, ou de l'amende jusqu'à quinze *yuan* :

1. Ceux qui mènent une vie oisive et tiennent une conduite dissolue.
2. Les mœurs et mendiants qui contraignent les gens à leur donner de l'argent ou d'autres objets.
3. Les prostituées non inscrites, les entremetteurs, et ceux qui fournissent des locaux pour y commettre des actes immoraux.
4. Ceux qui chantent ou jouent des chants ou pièces obscènes.

ART. 44.—Seront punis de la détention de dix jours au plus, ou de l'amende jusqu'à dix *yuan* :

1. Ceux qui dégradent un temple ou un bâtiment public quelconque.

2. Ceux qui dégradent les pierres tombales particulières.
3. Ceux qui interpellent en public d'autres personnes sur un ton injurieux.
4. Les serviteurs qui injurient leur maître ou les invités de leurs maîtres.
5. Ceux qui s'expriment en termes violents ou injurieux dans les rues, au mépris des prohibitions.

Les contraventions visées aux N° 3 et 4 ne seront poursuivies que sur plainte de la partie lésée.

ART. 45.—Seront punis de la détention de quinze jours au plus, ou de l'amende jusqu'à quinze *yuan* :

1. Ceux qui jouent à des jeux d'argent dans les rues ou lieux publics.
2. Ceux qui exposent leur nudité ou qui se livrent à des actes indécents dans les rues ou lieux publics.
3. Ceux qui tiennent des propos ou une conduite obscènes dans les rues ou lieux publics.
4. Ceux qui violent les bonnes traditions en revêtant des costumes bizarres.

CHAPITRE VIII.

CONTRAVENTIONS RELATIVES A L'HYGIÈNE PUBLIQUE.

ART. 46.—Seront punis de la détention de quinze jours au plus, ou de l'amende jusqu'à quinze *yuan* :

1. Ceux qui vendent des drogues dangereuses pour la santé sans la permission des autorités.

2. Ceux qui emmagasinent du fumier dans les endroits populeux.
3. Ceux qui font sécher ou cuire des matières produisant de mauvaises odeurs dans les endroits populeux, au mépris des prohibitions.
4. Ceux qui mettent en vente ou annoncent des philtres ou autres drogues abortives.

Lorsque plus de deux contraventions aux dispositions du N° 1 auront été commises en six mois par la même personne dans le même ressort, son commerce sera suspendu ; à la troisième récidive, on prononcera la fermeture par ordre.

Au cas de contravention aux dispositions du N° 2, le contrevenant sera tenu, en plus de la peine principale, de fermer son établissement.

ART. 47.—Seront punis de la détention de dix jours au plus, ou de l'amende jusqu'à dix *yuan* :

1. Ceux qui exposent ou mettent en vente des denrées alimentaires sans les recouvrir.
2. Ceux qui mélangent aux denrées alimentaires des substances malsaines afin de réaliser des bénéfices plus élevés.
3. Ceux qui vendent des médicaments frelatés, ou qui refusent de vendre des médicaments au milieu de la nuit lorsque une personne est en danger imminent.

ART. 48.—Celui qui, ayant été admis à pratiquer en qualité de médecin ou sage femme, refuse de se rendre à un appel, ou ne se montre pas ponctuel, sera puni de l'amende jusqu'à dix *yuan*.

ART. 49.—Seront punis de l'amende jusqu'à cinq *yuan* :

1. Ceux qui détériorent les égouts souterrains ou à ciel ouvert, ou qui négligent de les curer lorsqu'ils en ont reçu l'ordre de l'autorité.
2. Ceux qui transportent à travers les rues du fumier ou des immondices sans les recouvrir, ou qui, ainsi chargés, stationnent sur les voies publiques.
3. Ceux qui ancrent des bateaux de fumier dans des centres de commerce.
4. Ceux qui jettent des entrailles ou ossements d'animaux dans les habitations privées.
5. Ceux qui urinent dans les rues ou places publiques.

CHAPITRE IX.

CONTRAVENTIONS RELATIVES A LA PERSONNE OU AUX BIENS DES PARTICULIERS.

ART. 50.—Seront punis de la détention de quinze jours au plus, ou de l'amende jusqu'à quinze *yuan* :

1. Ceux qui se livrent à l'encontre d'autrui à des violences n'entraînant pas de lésion.
2. Ceux qui font de l'hypnotisme dans un but immoral.

ART. 51.—Seront punis de la détention de dix jours au plus, ou de l'amende jusqu'à dix *yuan* :

1. Ceux qui lâchent les bœufs, chevaux ou autres animaux d'autrui, sans en causer la perte.
2. Ceux qui détachent l'amarre du bateau d'autrui, sans en causer la perte.

3. Ceux qui contraignent autrui à vendre ou à acheter des livres ou autres objets.

ART. 52.—Seront punis de la détention de cinq jours au plus, ou de l'amende jusqu'à cinq *yuan* :

1. Ceux qui s'introduisent auprès d'une personne par force, ou qui s'attachent à ses pas malgré ses observations.
2. Ceux qui, sans autorisation, dégradent les inscriptions d'un bâtiment, l'enseigne d'une boutique ou une affiche quelconque.
3. Ceux qui, sans autorisation, écrivent ou gravent sur les murs, ou y collent des affiches.
4. Ceux qui recherchent ou enlèvent des pierres ou autres matériaux sur des terrains publics ou particuliers, pourvu que la contravention ne soit pas grave.
5. Ceux qui enlèvent les arbres, fleurs ou légumes du terrain d'autrui.
6. Ceux qui endommagent la ferme ou le jardin d'autrui en y conduisant des bœufs ou chevaux.

CHAPITRE X.

DISPOSITION ADDITIONNELLE.

ART. 53.—Ce Code entrera en vigueur de jour de sa promulgation.

RÉPRESSION DE LA FABRICATION ET DU COMMERCE DE LA MORPHINE

(Décret Présidentiel du 31 Décembre 1920).

ARTICLE PREMIER.—Celui qui aura fabriqué ou vendu de la morphine, ou qui en aura détenu, transporté ou importé de l'étranger dans le but de la vendre, sera puni de l'emprisonnement du second ou du troisième degré, et de l'amende jusqu'à trois mille *yuan*.

ART. 2.—Celui qui aura fabriqué ou vendu des appareils ou instruments propres à faire des injections de morphine, ou qui en aura détenu, transporté ou importé de l'étranger dans le but de les vendre, sera puni de l'emprisonnement du troisième au cinquième degré, et de l'amende jusqu'à mille *yuan*.

ART 3.—Tout fonctionnaire ou adjoint de la douane qui aura importé ou laissé importer de l'étranger de la morphine, sera puni de l'emprisonnement du premier ou du second degré, et de l'amende jusqu'à cinq mille *yuan*.

Le fonctionnaire ou adjoint de la douane qui aura importé ou laissé importer de l'étranger des appareils ou instruments propres à faire des injections de morphine, sera puni de l'emprisonnement du deuxième au quatrième degré, et de l'amende jusqu'à deux mille *yuan*.

ART. 4.—Celui qui fait profession d'administrer des injections de morphine à autrui, sera puni de l'emprisonnement du second au quatrième degré, et de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

ART. 5.—Celui qui s'administre, ou se fait administrer par une autre personne, des injections de morphine, sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention.

Si le délinquant récidive après avoir purgé en entier une première condamnation, la peine sera élevée de deux degrés. Elle sera élevée de trois degrés à la seconde récidive et aux récidives subséquentes.

ART. 6.—Celui qui détient des appareils ou instruments propres à administrer des injections de morphine sera puni de la détention, ou de l'amende jusqu'à cent *yuan*.

ART. 7.—Jusqu'à la promulgation de la loi sur la pharmacie, la présente loi sera applicable à la cocaïne, à l'héroïne et aux autres composés chimiques semblables (par cocaïne on entend le principal alcaloïde des feuilles de l'érythroxyton coca, ayant pour formule chimique $C^{17} H^{21} NO^4$; par héroïne on entend la diacetylmorphine ayant pour formule chimique $C^{21} H^{23} NO^5$).

ART. 8.—Celui qui aura cultivé la coca dans le but de fournir des matières à la fabrication de la cocaïne, sera puni de l'emprisonnement du troisième ou du quatrième degré et de l'amende jusqu'à deux mille *yuan*.

Celui qui aura vendu des graines de coca dans le même but sera puni de l'emprisonnement du quatrième degré au plus, ou de la détention. L'amende jusqu'à mille *yuan* pourra être ajoutée ou substituée à cette peine.

ART. 9.—Tout officier ou officier adjoint de police ou des services de répression du trafic de la morphine qui, dans l'exercice de ses fonctions, aura eu connaissance de la perpétration de l'un des délits prévus aux articles

1, 2, 3, 4, 5, 7 et 8, et n'aura pas pris sans délai les mesures prescrites, sera puni des peines portées aux dits articles.

ART. 10.—La tentative de commettre l'un des délits prévus aux articles 1, 2, 3, 4, 5, 7 et 8 est punissable.

ART. 11.—Celui qui est déclaré coupable d'avoir commis l'un des délits prévus aux articles 1 à 5 et 7 à 10 peut être privé de ses droits civiques. S'il est fonctionnaire, il sera relevé de ses fonctions.

ART. 12.—Les dispositions du présent décret entreront en vigueur du jour de sa promulgation.

RÉPRESSION DE LA CORRUPTION DES
FONCTIONNAIRES PUBLICS.

(Mandat Présidentiel N° 11 du 29 mars 1921).

ARTICLE PREMIER.—Tout fonctionnaire public qui aura exigé des promesses ou reçu des présents ou autres avantages indus pour faire un acte de sa fonction, sera puni de l'emprisonnement du troisième degré ou au-dessous, et de l'amende jusqu'à trois mille *yuan*.

ART. 2.—Tout fonctionnaire public qui aura exigé des promesses ou reçu des présents ou autres avantages indus pour faire un acte contraire son devoir professionnel, sera puni de l'emprisonnement à perpétuité ou de l'emprisonnement du premier ou du deuxième degré, et de l'amende jusqu'à cinq mille *yuan*.

Le fonctionnaire public qui, à la suite de l'acceptation des promesses, présents ou autres avantages indus, aura accompli l'acte contraire à son devoir professionnel, sera puni de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement du premier degré, et de l'amende jusqu'à cinq mille *yuan*.

Si le délit prévu à l'un des deux paragraphes précédents est commis par un fonctionnaire de l'ordre judiciaire, la peine sera élevée d'un degré.

ART. 3.—Celui qui fait à un fonctionnaire public des promesses ou des présents, ou d'autres avantages indus, pour en obtenir un acte de ses fonctions, sera puni de l'emprisonnement du quatrième ou du cinquième degré, et de l'amende jusqu'à deux mille *yuan*.

ART. 4.—Tout fonctionnaire public qui aura détourné ou soustrait des deniers publics sera puni de l'emprisonnement à perpétuité, ou de l'emprisonnement du premier ou du deuxième degré, et de l'amende jusqu'à cinq mille *yuan*, si le montant des détournements ou soustractions dépasse cinq mille *yuan*.

ART. 5.—Les présents et autres avantages indus provenant de la perpétration des délits prévus aux articles 1, 2 et 4 seront confisqués; si la confiscation totale ou partielle en est impossible, le paiement d'une valeur équivalente sera exigé.

ART. 6.—La privation des droits civiques peut être infligée pour les délits prévus par le présent règlement.

ART. 7.—Le présent règlement demeurera en vigueur pendant trois ans à dater de sa promulgation.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES.

Les chiffres renvoient aux articles. Les lettres A. M. renvoient à l'Acte Modificatif de 1914. La lettre C. au Code des Contraventions, les lettres R. M. au Règlement sur la Répression de la fabrication et du commerce de la Morphine, les lettres R. C. au Règlement sur la Répression de la Corruption des Fonctionnaires Publics.

On a omis les mots qui auraient fait double emploi avec les titres de la table des chapitres.

A.

- ABUS DE POUVOIR.**— Voir *Fonctionnaire Public*.
- ACCUSATION (Fausse)**, 182, 183, C. 39 n° 1.
- ACTES DÉLICTEUX** de même nature, tenus pour un seul délit, 28.
- ACTES PRÉPARATOIRES.**— Reddition volontaire du délinquant, 53 ;— cas où ils sont punissables, 86, 103, 115, 130, 174, 200, 219, 236, 328, 329.— Voir *Complot*.
- ACTION PUBLIQUE.**— Prescription, 69 à 73.
- ADULTÈRE**, 289.
- AFFICHES**, C. 38 n° 2, 41 n° 5, 59 n° 2 § 3.
- ÂGE.**— Du délinquant, cause d'excuse, 11, C. 3 ;— cause d'atténuation, 50 ;— âge de la victime, 283 à 285, 339, 349, 350, 352, 384.
- AGGRAVATION DE PEINE.**— Qualité d'un délinquant, 33 ;— se combine avec réduction, 55 ;— ordre et mode d'aggravation, 56 à 62 ;— n'influe pas sur la prescription, 71 ;— aggravation de contravention, C. 21 ;— aggravation en raison de la parenté, 183, 259, 261, 263, 312, 314, 317, 321, 323, 325, A. M. 1.
- AGRICULTURE.**— Entraves au transport des produits, semences, engrais, 223 ;— entraves à l'irrigation, 197, 198.
- ALIÉNÉ.**— Non punissable, 12, C. 4 ;— aliénation suspend la prescription, 73 ;— divagation d'aliéné, C. 32 n° 8.
- AMENDE**, 27, C. 13 ;— quantum, 37, 41, C. 13 ;— exécution, 45, C. 15 ;— conversion de détention ou emprisonnement en amende, 44 ;— conversion de l'amende en emprisonnement, 45, C. 15 ;— cumul, 23 ;— aggravation ou réduction, 58, 59 ;— prescription, 74.

ANIMAUX. — Divagation, C. 32 n° 8, 51 n° 1, 52 n° 6.

APPLICATION DE LA LOI PÉNALE. — Dans le temps, 1, C. 1; — application territoriale, 2 à 5, 7, 8.

APPROPRIATION. (Choses susceptibles d'), 378, 390, 396, 408. — Voir *Droits réels*.

ARBITRE. — Corruption, 140 à 143. — Voir *Fonctionnaire Public*.

ARMES, MUNITIONS. — Sûreté intérieure de l'Etat, 101, 104; — sûreté extérieure, 111; — fabrication, importation ou détention, 205; — port d'armes sans permis, C. 32 n° 4.

ARRESTATION. — Du condamné, interrompt la prescription, 75; — sans mandat, pour contravention, C. 26.

ARTIFICES (Pièces d'). — Fabrication et commerce sans permis, C. 32 n° 1; — tirage dans la foule, C. 32 n° 2.

ASCENDANTS. — Définition, 82; — fausse accusation à l'encontre d'un ascendant, 183; — outrage au cadavre ou à la sépulture d'un ascendant, 259, 261, 263; — homicide, 312; — lésions, 314; — violences, 317; — incitation ou assistance au suicide, 321, 323; — homicide ou lésions par négligence, 325; — abandon, 340; — arrestation illégale, 345; — menaces, dif-

famation, injures, atteinte à la liberté, 361; — légitime défense contre ascendant, A. M. 1; — lésions légères, A. M. 8. — Voir *Parenté*.

ASILE donné à un délinquant, 177, A. M. 2.

ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANTE, définition, 84.

ATTENTAT A LA PUDEUR, 283 à 287, A. M. 3. — Voir *Excitation à la débauche, Commerce charnel punissable, Viol.*

ATTÉNUATION DE LA RESPONSABILITÉ PÉNALE. — Ignorance de la loi, 13; — légitime défense, 15; — nécessité, 16; — tentative, 17; — renonciation spontanée à commettre le délit, 18; — âge, 50; — reddition volontaire, 51 à 53, 107, 115, 130, 152, C. 20; — circonstances atténuantes, 54, 55; — parenté, 180, 381, 390, 396, 401, 408, A. M. 2, 8, C. 39. — Voir *Excuses légales, Réduction de peine, Remise de peine*.

AUTEUR PRINCIPAL, 29, 30, 34, 35, 36, 166, C. 10.

AVERTISSEMENT. — Peine principale pour contravention, C. 13.

AVEU. — Faux témoignage, 181. — Voir *Reddition volontaire*.

AVORTEMENT, 332 à 338, C. 46 n° 4.

B.

BIGAMIE, 291.

BILLETS DE BANQUE. — Contrefaçon, 229, 230, 232, 234. — Voir *Faux*.

BLESSURES. — Voir *Lésions*.

BOISSONS adultérées, 306.

C.

CADAVRE. — Outrage, 258, 259, 262, 263; — inhumation, C. 34 n° 5.

CALAMITÉ PUBLIQUE. — Secours, 196, C. 32 n° 7.

CANALISATION d'eaux potables. — Obstruction, pollution, 297 à 301.

CHEMIN DE FER. — Dommages, entraves, 211 à 214. — Voir *Communications publiques*.

CAUTION (Mise en liberté sous), A. M. 2.

CERCUEIL. — Violation, 258 à 263.

CÉRÉMONIE RELIGIEUSE. — Trouble, 257.

CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF d'un Etat étranger. — Lésions, 118, 119; — outrage, 120.

CHIENS ENRAGÉS, C. 32.

CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES. — Age, 50; — autres circonstances, 54, 55; — cumul, 61. — Voir *Atténuation de la Responsabilité Pénale*.

CIRCULATION (Entraves à la), C. 41 n° 1 à 4, 42 n° 2, 4 à 7. — Voir *Communications publiques*.

COCAINE, R. M. 7. 8. — Voir *Stupéfiants*.

CO-DÉLINQUANT. — Dispositions générales, 29 à 36; — prescri-

ption, 72.

COLLISION, 212 à 214. — Voir *Communications publiques*.

COMMERCE. — Contraventions aux règlements, C. 33 n° 1.

COMMERCE CHARNEL punissable, 290, A. M. 6.

COMMUNICATIONS PUBLIQUES. — Délits, 210 à 230; — contraventions, C. 35, 40, 41, 42.

COMPLICE, 31 à 34, 86, 315, 316, C. 10, 12.

COMPLOT. — Cas où il est punissable, 86, 103, 115, 130, 174, 200, 219, 328, 329; — reddition volontaire du délinquant, 53. — Voir *Actes préparatoires*.

CONCOURS DE DÉLITS, 23, 24; — cumul avec la récidive, 25; — moyen ou conséquence de la perpétration d'un délit, 26; — ordre de gravité des délits, 27; — actes de même nature commis en exécution d'un même dessein criminel, 28; — concours de contraventions, C. 9.

CONCUBINE, A. M. 1, 12.

CONTREFAÇON. — Voir *Faux*.

CONCUSION. — Voir *Fonctionnaire public*.

CONDAMNATION CONDITIONNELLE, 63 à 65.

CONFISCATION.—Règles générales, 37, 48, 49, C. 13, 16;—cumul, 23;—ne peut être remise ni réduite, 53, 62;—cas où elle doit être prononcée, 139, 151, 159, 276, R. C. 5.

CONSTRUCTIONS.—Non-autorisées, C. 34 n° 2;—sur le terrain d'autrui, C. 35 n° 1;—en ruines, C. 35 n° 2.—Voir Voirie.

CORRECTION (Droit de), A. M. 11.

CORRESPONDANCE (Secret de la), 362.

CORRUPTION.—De fonctionnaire public, 140 à 143, R. C.;—d'électeur, 159.

COUPS ET BLESSURES.—Voir Lésions,

CUMUL DES PEINES.—Délits, 23, 105, 153, 166, 175, 201, 207, 210, 214, 303, 337, 342, 347, 405;—contraventions, C. 9.

D.

DÉCÈS.—Déclaration, C. 34 n° 1;—inhumation, C. 34 n° 5.

DÉFAUT (Condamnation par), C. 27.

DÉLAIS.—Calcul, 77 à 79, C. 29 à 31.

DÉLIT.—Définition, 10, C. 2;—commis avant ou après la promulgation du Code, 1, C. 1;—à l'intérieur du territoire, 2, 7;—à bord d'un navire battant pavillon chinois, 2;—hors du territoire de la République, 3 à 5,—application des dispositions générales du Code à tout délit, 9;—délit commis par enfant, 11, C. 3;—par aliéné, 12, C. 4;—en état d'ivresse, 12;—par négligence, 13;—par ignorance, 13;—par erreur, 13;—acte permis par la loi, 14;—légitime défense, 15, C. 5;—nécessité, 16, C. 6;—délit imaginaire, 184;—délit impossible, 17;—tentative, 17, 18, C. 7;—concours de délits, 23 à 26, C. 9;—ordre de gra-

—vité, 27;—actes de même nature commis en exécution d'un même dessein criminel, 28.

DÉMISSION d'un fonctionnaire public.—Obtenue par contrainte, 153.—Voir Fonctionnaire public.

DENRÉES ALIMENTAIRES.—Entraves au transport, 223;—nuisibles à la santé, 306, C. 47 n° 3;—mise en vente irrégulière, C. 42 n° 2, 47 n° 1.—Voir Hygiène publique.

DÉSERTION (Excitation à la) 111.

DESTRUCTIONS ET DOMMAGES.—Dispositions générales, 401 à 411;—dans émeute, 166;—dans évacuation de prisonniers, 169 à 171;—contraventions, C. 35 n° 3, 38 n° 2, 40 n° 2, 41 n° 5, 44 n° 1 § 2, 42 n° 3 § 12, 49 n° 1, 51 n° 2, 59 n° 2 à 6.

DÉTENTION.—Dispositions générales, 37, C. 15;—durée, 37, 41, C. 13, 22, 23;—conversion en amende, 44;—cu-

mul, 23;—réduction, 56, 57;—ne peut être infligée par aggravation d'amende, 56;—suspension, 63 à 65.

DÉTENTION PRÉVENTIVE.—Imputation, 80.

DIFFAMATION, 359, 360.—Voir Injures.

DOCUMENT PUBLIC.—Définition, 83;—révélation, 111, 134, 135;—altération, 158;—faux, 239 à 245;—destruction, 403.

DOMICILE.—Violation, 225, C. 42 n° 13, 52 n° 1.

DOUANES (Fonctionnaire des), 206, 268.

DRAPEAU étranger.—Outrage, 126.

DROGUISTE.—Vente non autorisée de drogues, 307, C. 46;—avortement, 335;—secret professionnel, 363.

DROIT RÉEL.—Bien grevé d'un droit réel, influence sur le délit, 198, 377, 390, 391, 396, 398, 401.

DROITS CIVIQUES.—Voir Privation des droits civiques.

DUEL, 418, 319.—Voir Homicide, Lésions.

DYNAMITE 203, 204.—Voir Explosifs.

E.

EAUX POTABLES.—Pollution, 296 à 299;—alimentation, 300, 301.—Voir Hygiène Publique.

ÉCLAIRAGE PUBLIC, C. 42 n° 11 § 12.—Voir Voirie.

EFFRACTION, 368, 373.

ÉCOUTS, C. 49 n° 1.

ÉLECTRICITÉ, 191, 207, 378, 390, 396, 408.

EMPRISONNEMENT A PERPÉTUITÉ.—Régime, 37, 42;—cumul, 23.

EMPRISONNEMENT A TEMPS.—Dispositions générales, 37, 41;—régime, 42;—conversion en amende, 44;—conversion de l'amende en emprisonnement, 45;—cumul, 23;—ne peut être infligé par aggravation d'amende, 56;—réduction, 57;—suspension, 63 à 65.

ENFANT.—Agé de moins de douze ans, non punissable, 11, C. 3;—de douze à seize ans, réduction de pénalité, 50;—de moins de douze ans, attentat à la pudeur, 283;—viol, 285;—de moins de seize ans, 349, 384;—de moins de vingt ans, 349, 350, 352.

ERREUR, 13.

ESCLAVAGE, A. M. 9.

ESCROQUERIE, 382 à 384.—Voir Fraude.

ESPIONNAGE, 111, 117, 134, 136.

ÉTAT CIVIL, C. 34. n° 1.

ÉTAT ÉTRANGER.—Voir Gouvernement étranger.

ÉTRANGER (Délit commis par un), 2, 3, 5.

EXCITATION à commettre un délit, 221.

EXCITATION à la débauche, 288, A. M. 5.

EXCUSES LÉGALES.—Ignorance de la loi, 13;—légitime défense, 15, C. 5;—nécessité, 16, C. 6;—renonciation spontanée à commettre le délit, 18;—âge, 50, C. 3;—reddition volontaire, 51 à 53, C. 20;—circonstances atténuantes, 54, 55, C. 21;—cas particuliers, 180, 181, 182,

320, 328, 381, 390, A. M. 2, 8, C. 39.—Voir *Atténuation de la Responsabilité Pénale, Réduction de peine, Remise de peine.*

EXEMPTION DE PEINE.—Voir *Remise de Peine.*

EXPERT.—Faux témoignage, 181.

EXPLOSIFS, EXPLOSION, 191, 200, 203 à 206, C. 32 n°3.

EXTORSION, 370, 372, C. 35 n°12 & 14, 43 n°2, 51 n°3.

F.

FAIBLE D'ESPRIT.—Abus de la faiblesse d'esprit d'une personne, 384.—Voir *Fraude.*

FAUSSE MONNAIE, 229 à 234.—Voir *Faux.*

FAUX.—Fabrication de preuves au pénal, 178, C. 39 n°2;—faux témoignage, 181, C. 39 n°1;—fausse accusation, 182, 183, C. 39 n°1;—fausse plainte, 184;—fausse monnaie, 229 à 234;—matériel de contrefaçon, 236;—faux en écritures, 239 à 240;—faux en certificats, licences ou passeports, 241;—faux en valeurs mobilières, 242;—fausses preuves au civil, 243, 244;—faux dans les certificats médicaux, 245;—faux en sceaux et signatures, 246, 248, 249;—faux poids et fausses mesures, 252, 253.

FAUX TÉMOIGNAGE, 181, C. 39 n°1.

FERMETURE D'ÉTABLISSEMENT, C. 13, 18, 34, 36, 46.

FONCTIONNAIRE PUBLIC.—Définition, 83;—obligations spéciales, 16.

FONCTIONNAIRES PUBLICS (Délits des).—Conclusion d'un traité au détriment de la République, 108;—révélation de secrets officiels, 135;—corruption, 140 à 143, R. C. 1 à 3;—actes de violence ou de cruauté, 144;—forfaiture dans la poursuite des délits, 145, 146;—concussion, 147, R. C. 4;—abus de pouvoir 148;—fraude dans les élections, 158;—ingérence dans les élections, 162;—évasion, 172;—explosifs, 206;—faux en écritures 240, 241, 245—trafic et usage de l'opium, 272;—abandon, 341;—arrestation et emprisonnement illégaux, 346;—dommage causé à l'Etat ou à un service public, 386;—abus de confiance, 392;—trafic et usage de la morphine, de la cocaïne et de l'héroïne, R. M. 3, 9.

FONCTIONNAIRES PUBLICS (Délits dirigés contre les).—Lésions infligées à un représentant diplomatique de la République, 125;—entraves à l'exercice des fonctions publiques, 153;—bris de sceaux ou scellés, 154;—violence ou menaces dans les élections, 161.

FORFAITURE.—Voir *Fonction-*

naire Public.

FOURNISSEURS (Délits des), 112, 117.

FRAUDE.—Dispositions générales, 382 à 390;—entraves à l'exercice des fonctions publiques, 153;—fraude dans les élections, 158, 159;—avortement, 334, 335;—détournement et enlèvement, 349.

G.

GARNIS, C. 33 n°3, 34 n°3, 36, 37.

GAZ, 191, 207, 406.

GEÔLIER.—Evasion, 172.

GOVERNEMENT ÉTRANGER.—Négociateur trahissant son mandat, 108;—démembrement du territoire chinois au profit d'un gouvernement étranger, 109;—intelligences avec un gouvernement étranger, 110;—délits contre les relations amicales avec les gouvernements étrangers, 118 à 132;—souverain ou président d'un Etat

étranger, 118 à 120;—représentant diplomatique d'un Etat étranger, 121 à 124;—drapeau ou emblème d'un Etat étranger, 126;—actes hostiles à l'encontre d'un Etat étranger, 127;—violation de neutralité 128;—plainte ou requête d'un gouvernement étranger, 132;—révélation de secrets à un gouvernement étranger, 133.

GRACE, 68.

GRÈVES, 224.—Voir *Industrie.*

GUILDES, C. 34 n°3.

H.

HABITATIONS.—Voir *Lieux habités, Navire.*

HÉROÏNE, R. M. 7.

HYGIÈNE PUBLIQUE.—Pollution des eaux potables, 296 à 299;—entrave à l'alimentation en eaux potables, 300, 301;—violation des règlements quaran-

tenaires, 305;—falsification de denrées alimentaires, 306;—vente non autorisée de médicaments, 307;—exercice de la médecine, 308;—contraventions, C. 34 n°5, 41 n°1, 46 à 49.

HYPNOTISME, 283 à 285, 370, 372, C. 50 n°2.

I.

IGNORANCE DE LA LOI.—N'est pas une cause d'excuse, 13.

IMMONDICES, C. 42 n° 8 § 10, 46 n° 2, 49 n° 2 à 5.

IMPORTATION.—Substances dangereuses, 203 à 206 ;—opium et appareils, 266 à 268 ;—violation des règlements quaranténaires, 305 ;—morphine et appareils, R. M. 1 à 3.

INCENDIE.—Dispositions générales, 186 à 190, 196, 198 à 202 ;—au cours de délit contre la sûreté intérieure de l'Etat, 105 ;—au cours d'une émeute, 166 ;—contravention, C. 32 n° 2 § 6.

INCESTE, 290.

INDUSTRIE.—Entraves aux transports, 223 ;—grève, 224.

INFIRMITÉ.—Définition, 88 ;—délits ayant entraîné une infir-

mité, 122, 287, 313, 314, 322 à 325.

INHUMATIONS clandestines, C. 34 n° 5.

INJURES, 360, C. 44 n° 3 à 5.

INONDATION.—Dispositions générales, 192 à 196, 198 à 202 ;—au cours d'un délit contre la sûreté intérieure de l'Etat, 105.

INSIGNES.—Usurpation, 226.

INSTIGATEUR, 30, 32, 33, 86, 166, 169, C. 11, 12.

INTELLIGENCES avec un gouvernement étranger, 109, 110, 133.

INTENTION, 13.

INTERPRÈTE.—Faux témoignage, 181.

IRRIGATION (Entraves à l'), 197, 198.

IVRESSE, 12, C. 35 n° 7.

J.

JEU, 276 à 282, C. 45 n° 1.

JUGE.—Corruption, 140 à 143 ;—violence ou cruauté, 144 ;—

déni de justice, 146 ;—abus d'autorité, 346.— Voir *Fonctionnaire public*.

L.

LÉGITIME DÉFENSE, 15, A. M. 1, C. 5.

LÉSIONS.—Définition, 88 ;—infligées au représentant diplomatique d'un Etat étranger, 122 ;—à un représentant diplomatique de la République, 125 ;—lésions entraînées par entraves à l'exercice des fonc-

tions publiques, 153 ;— par émeute, 166 ;— infligées au cours d'une évasion, 175 ;—entraînées par incendie, inondation ou entraves à l'irrigation, 201 ;—par usage de substances dangereuses, 207 ;—par dommage causé à une voie publique, 210, 214 ;—par déraillement, collision, naufrage,

212 à 214 ;— par pollution des eaux potables, 303 ;— dispositions générales, 313 à 316, 322, 323 ;—lésions causées par un duel, 318 ;— par négligence, 324 à 326 ;—entraînées par abandon, 342 ;— par arrestation ou emprisonnement illégaux, 317 ;— par brigandage, 373 ;— par dégradations ou dommages, 405.— Voir *Lésions graves, Lésions légères, Mort (Délits ayant entraîné la)*.

LÉSIONS GRAVES.—Définition, 88 ;—dispositions générales, 313 à 316, 322, 323 ;—entraînées par délit contre la sûreté intérieure de l'Etat, 105 ;—infligées au souverain ou président d'un Etat étranger, 118, 119 ;—au représentant diplomatique d'un Etat étranger, 122 ;—à un représentant diplomatique de la République, 125 ;—entraînées par attentat à la pudeur ou viol, 287 ;—par avortement, 337 ;—par brigandage, 364 ;—infligées par négligence, 325.— Voir *Mort (Délits ayant entraîné la)*.

LÉSIONS LÉGÈRES.—Définition, 88 ;—dispositions générales 313, 314, 322, 323 ;—infligées par négligence, 324, 325 ;—entraînées par délit contre la sûreté intérieure de l'Etat, 105 ;—infligées au représen-

tant diplomatique d'un Etat étranger, 122 ;—à un représentant diplomatique de la République, 125 ;—infligées par un ascendant, A. M. 8.

LETTRES.—Violation de leur secret, 362.

LIBÉRATION CONDITIONNELLE, 66, 67, C. 25.

LIBERTÉ PERSONNELLE (Délits contre la), 344 à 346, 349 à 353, 358, C. 35 n° 12 § 14, 52 n° 1.

LIEUX DE CULTE.—Outrage, 257.

LIEUX HABITÉS.—Délits commis dans des lieux habités, circonstance aggravante, 186 à 195, 368, 373, 377 ;—destruction ou dommage, 405 ;—allumage de feu à proximité des habitations, C. 32 n° 6.— Voir *Navire*.

LIEUX PUBLICS, C. 33 n° 2, 35 n° 4 à 8, 36, 37.

LIVRAISON VOLONTAIRE du délinquant.— Voir *Reddition volontaire*.

LOI MILITAIRE.—Condamnation, effet sur la récidive, 22.

LOTÉRIES.—Interdiction, 279, 280.

LUCRE.—Délits commis dans un but de lucre, 278, 288, 294, 351, 352, 356.

M.

MANDAT (Abus de), 383.

MARIAGE.—Déclaration, C. 34 n° 1.

MÉDECIN.—Faux dans les cer-

tificats, 345 ;—exercice de la médecine, 308, C. 48 ;—avortement, 335 ;—secret professionnel, 363.

MENACES.—Délit de menaces, 357; —délits accompagnés de menaces, 123, 125, 153, 160, 161, 164, 165, 169, 170, 171, 284, 285, 334, 349, 358, 370, 371, 372, C. 35.

MINE, 185 à 195, 223, 377, 405.

MINEUR.— De moins de douze ans, non punissable, 11, C. 3; — de douze à seize ans, réduction de pénalité, 50; — de moins de douze ans, attentat à la pudeur, 283; — viol, 285; — de moins de seize ans, 349, 384; — de moins de vingt ans, 349, 350, 352.

MEURTRE OU HOMICIDE.— Dispositions générales, 311, 312; — par négligence, 324, 326; — dans délit contre la sûreté de l'Etat, 105; — meurtre d'un représentant diplomatique étranger, 121; — meurtre au cours d'une émeute, 166; — accompagnant brigandage, 376; — accompagnant viol, A. M. 4. — Voir *Mort (Délits ayant entraîné la)*.

MILITAIRES (Ouvrages), 101, 111, 136, 186.

MORPHINE.— Usage et trafic, R. M. — Voir *Stupéfiants*.

MORT (Délits ayant entraîné la). — Lésions infligées au repré-

sentant diplomatique d'un Etat étranger, 122; — entraves à l'exercice des fonctions publiques, 153; — émeute, 166; — évacion de prisonniers, 175; — incendie, inondation, entraves à l'irrigation, 201; — substances dangereuses, 207; — dommages à une voie publique, 210, 214; — déraillement, collision, naufrage, 212, 214; — attentat à la pudeur et viol, 287; — pollution des eaux potables, 303; — homicide, 311, 312; — lésions, 313, 314; — duel, 318; — suicide, 320 à 323; — homicide par négligence, 324 à 326; — avortement, 337; — abandon, 342; — arrestation ou emprisonnement illégaux, 347; — brigandage, 374, 376; — destructions et dommages, 405.

MORT, (Peine de).— Disposition générale, 37; — exécution, 38 à 40; — ne peut être infligée par aggravation, 56; — ne peut être aggravée, 57; — prescription des délits punissables de mort, 69; — prescription de la peine de mort, 74.

MUET.— Réduction de peine, 50.

MUTINERIE (Excitation à la), 111, 117.

N.

NAVIRE.—Délit commis à bord, compétence, 3; — délit produisant ses effets à bord, 7; — navire objet d'un délit, 101, 111, 186 à 195, 211 à 214, 305, 368, 373, 377; — destruction ou dommage, 405, C. 51

n° 2; — circulation, C. 42 n° 3 & 7. — Voir *Lieux habités*.

NÉCESSITÉ, 16, C. 6.

NÉGLIGENCE.— Cas où elle est punissable, 13; — manquement au soin professionnel, 16; —

co-délinquant, 35, 36; — lésions graves infligées au souverain ou président d'un Etat étranger, 119; — incendie, 190, 201; — explosion, 191, 201; — inondation, 195, 201; — déraillement, collision, naufrage, 214; — dommages au matériel postal, télégraphique ou télé-

phonique, 216, 217; — entraves au service des postes ou des télégraphes, 217; — homicide ou lésions, 323 à 326.

NEUTRALITÉ.— Violation des règles, 128.

NOTAIRE.— Secret professionnel, 363.

O.

OBJETS PERDUS.— Appropriation, 393.

OBSCÈNES.— Livres, dessins, articles, 292; — chants ou pièces, C. 43 n° 4; — actes, C. 45 n° 2 & 3.

OUTRAGE.— Au souverain ou président d'un Etat étranger, 120; — à un représentant diploma-

tique étranger, 124; — à un représentant diplomatique de la République, 125; — à un drapeau étranger, 126; — à un fonctionnaire public, 155; — à la religion et aux morts, 257 à 265; — aux mœurs, 292, C. 43 n° 4, 45 n° 2 & 3. — Voir *Dif-famation, Injures*.

P.

PARENTS, PARENTÉ.— Définition, 82, A. M. 12; — surveillance du condamné qui a bénéficié du sursis, 63, 64; — parent d'un électeur, 159, 160; — inceste, 290; — plainte privée, 294; — menaces dirigées contre un parent, 357; — proxétisme, A. M. 5; — parenté, cause d'atténuation ou d'excuse, 180, 381, 390, 396, 401, 408, A. M. 2 & 8, C. 39; — cause d'aggravation, 183, 259, 261, 263, 312, 314, 317, 321, 323, 325, A. M. 1.

PEINES.— Énumération, 37, C. 13; — peines principales, 37, C. 13; — peines accessoires, 37, C. 13; — exécution, 38 à 49, C. 14 à 18; — réduction pour cause d'âge, 50; — pour reddition volontaire, 51 à 53; — pour autres circonstances, 54, 55; — aggravation et réduction, 56 à 62; — suspension, 63 à 65; — calcul des périodes, 77 à 79, C. 29 à 31.

PARTIE LÉSÉE.— Voir *Plainte Privée*.

PHARMACIE, PHARMACIEN.— Vente non autorisée de médicaments, 307; — avortement, 335; — secret professionnel, 363.

PASSEPORTS (Faux), 241.

PIRATERIE, 374.

PAVOT.— Interdiction de culture, 270.

PLAINTÉ (Fausse), 182, 183, 184, C. 39 n° 1.

PLAINTÉ PRIVÉE.—Reddition volontaire du délinquant, 51; —délits qui ne sont poursuivis que sur plainte de la partie lésée, 294, 330, 355, 365, 381, 411, A. M. 6 & 7, C. 44.

PLANS ET CARTES.—Livraison à l'ennemi, 111; —révélation 135;—levé, 136.— Voir *Secrets (Révélation de)*.

PLANTATIONS des voies publiques, C. 35 n° 3.

POLICE, 145, 146, 206, 272, 341, 346, C. 26, 35 n° 5, R. M. 9.

PONTS.— Contraventions, C. 41 n° 6, 42 n° 1 & 3.

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES.—Entraves aux communications, 215, C. 40 n° 1 & 3;—dommages au matériel, 216, 217, C. 40 n° 2.

PRÉPARATIFS.—Voir *Actes Préparatoires*.

PRESCRIPTION.— De l'action publique, 69 à 73, C. 28; — du droit d'exécuter une condamnation, 74 à 76, C. 28.

PRÉSIDENT d'un Etat étranger.— Lésions, 118, 119; — outrage, 120.

PRESSE (Délits commis par la voie de la), 221.

PRÊTRES.— Définition, 85; — secret professionnel, 363.

PREUVES.—Destruction dans une affaire pénale, 178; — fausses preuves au civil, 243, 244; — destruction de preuves au civil, 404.

PRÉVENTION, — Voir *Détention Préventive*.

PRIVATION DE DROITS CIVIQUES.— Dispositions générales, 37, 46, 47; — cumul, 23; — délits entraînant ou susceptibles d'entraîner la privation de droits civiques, 106, 116, 131, 138, 150, 157, 163, 167, 176, 179, 185, 202, 209, 220, 228, 237, 251, 256, 265, 275, 282, 295, 304, 310, 331, 338, 343, 348, 356, 366, 380, 389, 395, 400, 410, A. M. 14, R. M. 11, R. C. 6.

PRIVATION DE FONCTIONS, 176, 185, R. M. 11.

PRIX.— Vente au-dessus de la taxe, C. 35 n° 13.

PROCEUREUR.—Forfaiture 145; — abus d'autorité, 346.— Voir *Fonctionnaire Public*.

PROSTITUÉES non inscrites, C. 43 n° 3.

PROXÉNÉTISME, 288, A. M. 5.

Q.

QUARANTAINES.— Violation des règlements, 305.

R.

RASSEMBLEMENTS, 164, 165, C. 34 n° 4, 35 n° 4. RECEL DE DÉLINQUANT, 177, A. M. 2, C. 39 n° 3.

RÉCIDIVE, 19 à 22, C. 8; 34, 35, 36, 46, R. M. 5.

REDDITION VOLONTAIRE du délinquant, 51 à 53, 107, 115, 130, 152, C. 20.

RÉDUCTION DE PEINE.—Ignorance de la loi, 13; —légitime défense, 15; —nécessité, 16; —tentative, 17; —renonciation spontanée à consommer le délit, 18; —complicité, 31; —qualité du délinquant, 33; —âge, 50; —reddition volontaire, 51 à 53; —circonstances atténuantes, 54, 55; —ordre et mode de réduction, 56 à 62; —n'influe pas sur la prescription, 71; —au cas de contravention, C. 21, 23.

REMISE DE PEINE.—Renonciation spontanée à consommer délit, 18; —reddition volontaire, 57, 107, 115, 130, 152; —recel de délinquant et destruction de preuves, 180, A. M. 2, C. 39; —faux témoignage, 181, C. 39; —fausse accusation, 182, C. 39; —assistance au suicide, 320; —actes préparatoires ou complot en vue de commettre

un homicide, 328; —vol, 381; —fraude, 390; —lésions légères, A. M. 8.

RENONCIATION SPONTANÉE à consommer le délit, 18.

REPRÉSENTANT DIPLOMATIQUE.— D'un Etat étranger, 121, 122, 123, 124; —de la République, 125.

RESPONSABILITÉ CIVILE, C. 19.

RESPONSABILITÉ PÉNALE.— Voir *Age, Aliéné, Enfants, Excuses légales, Légitime Défense, Nécessité, Parenté, Réduction de Peine, Remise de peine*.

RESTAURANTS, C. 33 n° 3, 34 n° 3, 36, 37.—Voir *Garnis*.

RÉUNION (Délits commis en).— Sureté intérieure de l'Etat, 101; —émeute, 164 à 166; —évasion, 169; —grèves, 224; —lésions, 316; —vol, 368; —brigandage, 373, 374; —viol et attentat à la pudeur, A. M. 3 & 10.

RÉUNION PUBLIQUE.—Entraves à la tenue, 222.

RUMEURS, C. 32 n° 5.

S.

SAGE-FEMME.—Avortement, 335; —secret professionnel, 363; —devoirs, C. 48.

SCEAUX OU SCÉLLÉS.—Bris, mutilation, dommage, 154, 403; —contrefaçon, 246, 248, 249.

SECRETS (Révélation de), 111, 117, 133 à 135, 162, 362, 363.

SECRET PROFESSIONNEL (Révélation du), 363.

SÉPULTURE.— Violation, 260 à 263; —dégradations, C. 44 n° 2.

SIGNATURES (Faux en).— Voir *Faux*.

SOIN PROFESSIONNEL (Manquement au), 16, 326.

SOUVERAIN ÉTRANGER.—Lésions, 118, 119 ;—outrage, 120.

STUPÉFIANTS.—Usage et trafic de l'opium, 266 à 275 ;—de la morphine, R. M. ;—de la cocaïne, R. M. 7 & 8 ;—de l'héroïne, R. M. 7 ;—recours aux stupéfiants pour commettre un délit, 283 à 285, 370, 372.

STUPRE, A. M. 6.

SUICIDE.—De la victime d'un attentat à la pudeur, 287 ;—incitation et assistance au suicide, 320 à 323.

SURSES, 63 à 65.

SUSPENSION DE FONCTIONS, 47, 23.

SUSPENSION DE PEINE, 63 à 65.

SUSPENSION D'ÉTABLISSEMENT, C. 43, 17, 36.

T.

TAPAGE, C. 35 n° 5, 6, 7, 8, 11, 38 n° 1.

TAXE des denrées, C. 35 n° 13.

TÉLÉGRAPHE.—Voir *Postes, Télégraphes et Téléphones*.

TÉLÉPHONE.—Voir *Postes, Télégraphes et Téléphones*.

TENTATIVE.—Définition, 17 ;—renonciation spontanée à consommer le délit, 18 ;—cas où la tentative est punissable, 86 ;—tentative de contravention non punissable, C. 7, —délits dont la tentative est punissable, 102, 114, 129, 137, 149, 156, 173, 199, 208, 218, 227, 235, 250, 255, 264, 274,

281, 293, 302, 309, 327, 336, 354, 364, 379, 388, 394, 399, 409, A. M. 13, R. M. 10.

TERRITOIRE DE LA RÉPUBLIQUE (Démembrement du), 109.

THÉÂTRES, C. 33 n° 2.

TOMBES.—Voir *Sépulture*.

TRAHISON, 111 à 113, 117, 133.

TRANSPORT.—Entraves, 223.

TRAVAIL (Entraves au), 223. — Voir *Grèves*.

TRAVESTISSEMENTS, C. 45 n° 4.

TRIBUNAL ÉTRANGER.—Effet de ses jugements, 6, 22.

U.

UNIFORME.—Port illégal, 226.

USAGES INTERNATIONAUX, 8, 105.

USURPATION DE FONCTIONS, 226.

V.

VÉHICULES.—Contraventions, C. 41 n° 2 & 3, 42 n° 4, 6 & 11,

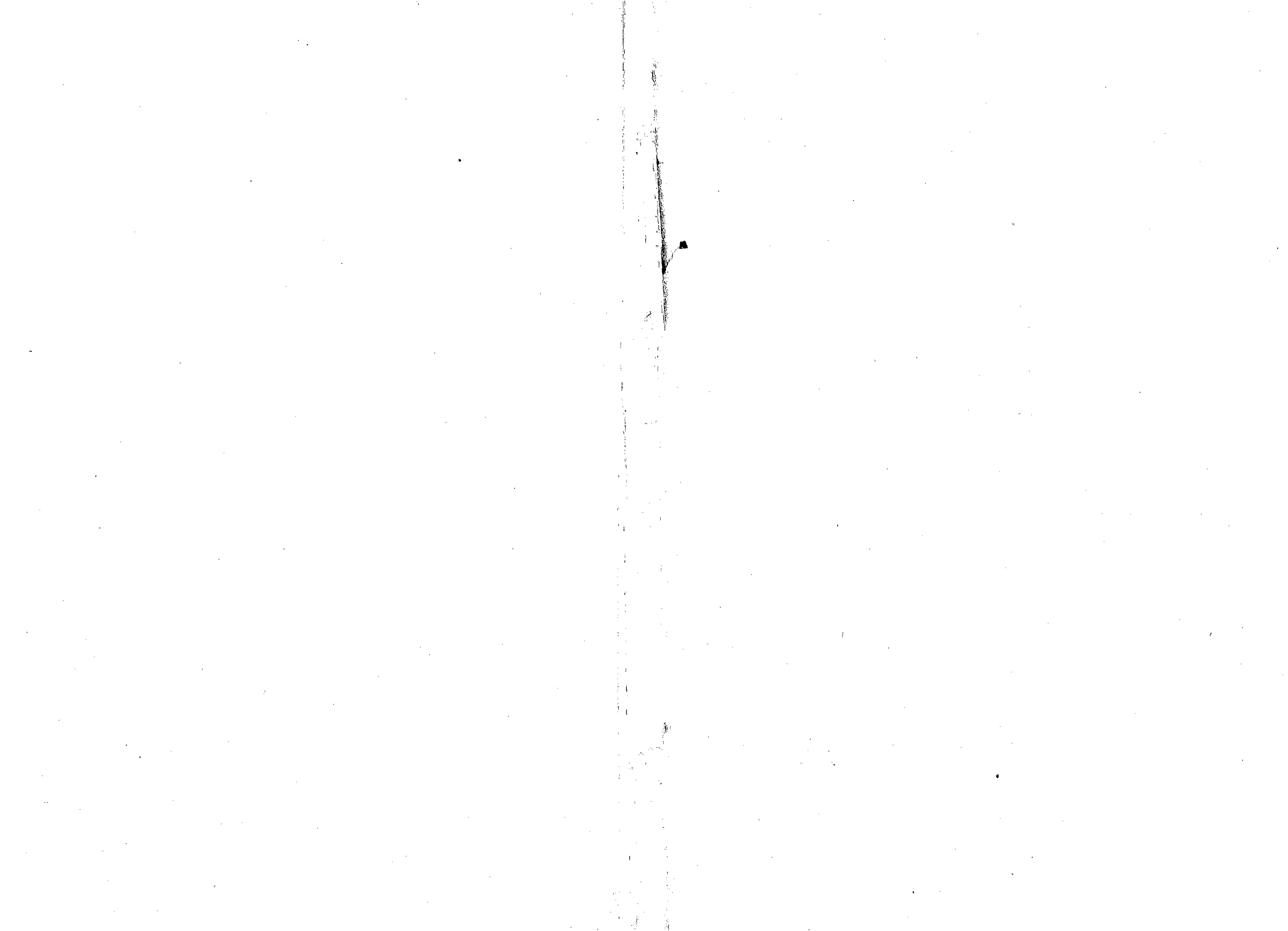
VIOL, 285, 374, A. M. 3 & 4.

VIOLATION DE DOMICILE, 225, C. 42 n° 13, 52 n° 1.

VIOLENCE (Emploi de la), 101,

123, 125, 153, 160, 161, 164, 165, 169, 170, 171, 284, 285, 317, 334, 349, 358, 370, 371, 372, C. 50 n° 1,

VOIRIE (Contraventions de), C. 34 n° 2, 35 n° 1, 2, 3, 10, 14, 41, 42.



**PUBLICATIONS DE LA COMMISSION DE
L'EXTERRITORIALITÉ:**

Règlement de Procédure Pénale.	\$ 2
Code Pénal Provisoire.	\$ 2

SOUS PRESSE:

Lois et Règlements Commerciaux.
Règlement de Procédure Civile.
Lois Constitutionnelles.

EN PRÉPARATION:

Lois et Règlements d'organisation judiciaire.
Lois diverses.

EN VENTE A LA LIBRAIRIE FRANÇAISE, PÉKIN.

Prix: Deux Dollars.